

# Relations

POUR QUI VEUT  
UNE SOCIÉTÉ JUSTE

NUMÉRO 806 FÉVRIER 2020

## LA NON-VIOLENCE EN ACTION



**LIBRE-ÉCHANGE :**  
LA DÉRÉGLEMENTATION CONTINUE

ARTISTE INVITÉ : ÉTIENNE PRUD'HOMME

9,95 \$



# Relations

NUMÉRO 806 JANVIER-FÉVRIER 2020

Fondée en 1941

La revue *Relations* est publiée par le Centre justice et foi, un centre d'analyse sociale progressiste fondé et soutenu par les Jésuites. Depuis plus de 75 ans, *Relations* œuvre à la promotion d'une société juste et solidaire en prenant parti pour les personnes exclues et appauvries. Libre et indépendante, elle pose un regard critique sur les enjeux sociaux, économiques, politiques, environnementaux et religieux de notre époque.



24

- 5 ÉDITORIAL**  
*RELATIONS AU TEMPS DE LA TRANSITION* Équipe éditoriale
- ACTUALITÉS**
- 6 PROFILAGE RACIAL : UN CONSTAT IMPLACABLE** Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone
- 7 TROIS ENJEUX POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT** Diane Lamoureux
- 9 L'AMAZONIE S'INVITE À ROME** Peter Bisson
- 10 LE PEUPLE CHILIEN SE RÉVEILLE** Hervi Lara B.
- 12 DÉBAT**  
POURQUOI LA FOI ET L'ACTION SOCIALE SONT-ELLES PERÇUES COMME INCOMPATIBLES ? Minh Nguyen et Frédéric Barriault
- 30 AILLEURS**  
NÉCRO-POUVOIR AU BRÉSIL Flavia Medeiros
- REGARD**
- 32 LIBRE-ÉCHANGE : LA DÉRÉGLEMENTATION CONTINUE** Sujata Dey et Claude Vaillancourt
- 35 CHARLEVOIX, MIEUX SANS CLUB MED ?** Véronique Tanguay
- 38 LE LIBRE ACCÈS À LA NATURE : UN DROIT À INSCRIRE DANS LA LOI** Étienne Gariépy-Girouard
- 41 SUR LES PAS D'IGNACE**  
LA VÉRITÉ LIBÈRE, MAIS NON SANS DOULEUR Peter Bisson
- 42 CHRONIQUE LITTÉRAIRE** de Violaine Forest  
*INCIPIIT*
- 45 QUESTIONS DE SENS** par Bernard Senécal  
L'ART DE TRANSFORMER LES LIGNES COURBES EN DROITES
- RECENSIONS**
- 46 LIVRES**
- 49 DOCUMENTAIRE**
- 50 LE CARNET** de Marie-Célie Agnant  
CONFESSIONS ET PARADOXES

## DIRECTION

Élisabeth Garant  
ÉQUIPE ÉDITORIALE  
Emiliano Arpin-Simonetti  
Catherine Caron  
Christophe Genois-Lefrançois  
Jean-Claude Ravet


MAQUETTE GRAPHIQUE  
Mathilde Hébert  
RÉALISATION GRAPHIQUE  
tatou.ca

ILLUSTRATIONS  
Jacques Goldstyn, Benoit Aquin  
RÉVISION/CORRECTION  
Éric Massé

## COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Célie Agnant, Frédéric Barriault, Gilles Bibeau, Mélanie Chabot, Eve-Lyne Couturier, Mireille D'Astous, Claire Doran, Céline Dubé, Jonathan Durand Folco, Lorraine Guay, Mouloud Idir, Robert Mager, Rolande Pinard, Louis Rousseau, Michaël Séguin, Julien Simard  
COLLABORATEURS  
Gregory Baum †, André Beauchamp, Jean-Marc Biron, Dominique Boisvert, Marc Chabot, Amélie Descheneau-Guay, Violaine Forest, Bernard Senécal, Marco Veilleux

## IMPRESSION HLN

 sur du papier recyclé contenant 100% de fibres post-consommation.

DISTRIBUTION  
Disticor Magazine Distribution Services

ENVOI POSTAL  
Citiposte CFG

*Relations* est membre de la SODEP et de l'AMÉCO.  
Ses articles sont répertoriés dans *Érudit*, *Repère*, EBSCO et dans *l'Index de périodiques canadiens*.

## SERVICE D'ABONNEMENT

SODEP (Revue *Relations*)  
C.P. 160, succ. Place-d'Armes  
Montréal (Québec) H2P 3E9  
514-397-8670  
abonnement@sodep.qc.ca

ABONNEMENT EN LIGNE  
www.revuerelations.qc.ca

TPS: R119003952  
TVQ: 1006003784

Dépôt légal  
Bibliothèque et Archives nationales du Québec: ISSN 0034-3781  
ISSN (version numérique): 1929-3097  
ISBN (version imprimée): 978-2-924346-54-9  
ISBN (VERSION PDF): 978-2-924346-55-6

## BUREAUX

25, rue Jarry Ouest  
Montréal (Québec) H2P 1S6  
tél.: 514-387-2541, poste 279  
relations@cjf.qc.ca  
www.revuerelations.qc.ca

Nous reconnaissons  
l'appui financier  
du gouvernement du Canada

Canada

POUR QUI VEUT  
UNE SOCIÉTÉ JUSTE



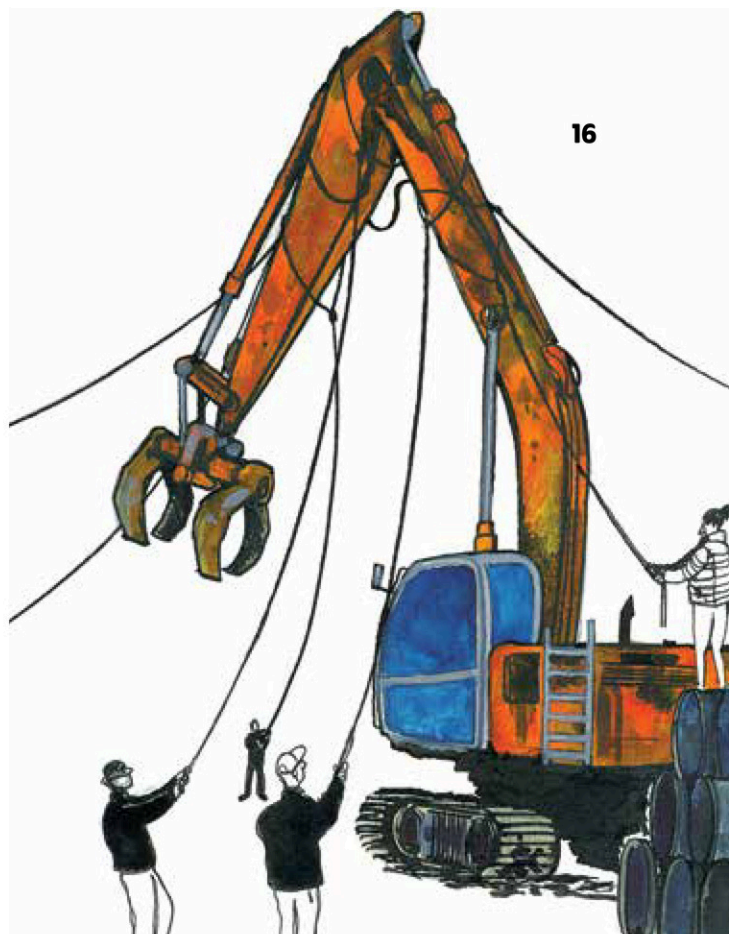
Photo : Marc-André Dupaul

## ARTISTE INVITÉ

Étienne Prud'homme est né à Montréal en 1987. À la suite d'un parcours collégial en art et en cinéma, après avoir flirté avec l'histoire et la littérature sur les bancs universitaires, il se consacre aujourd'hui au dessin – à l'encre de Chine et à l'aquarelle – et, depuis tout récemment, à la peinture sur toile. Autodidacte, il oriente son travail artistique sur l'histoire urbaine, les enjeux politiques, les constructions insolites ainsi que le rêve et ses ambiances. Fort de plusieurs expositions à Montréal et d'une à Gap, en France, en 2018, il collabore avec des revues comme *Liberté*, *Planches* et *Perceptions*. Il travaille actuellement à un projet architecturo-historique portant sur la ville de Montréal.

## DOSSIER

- 14 LA NON-VIOLENCE EN ACTION**  
Catherine Caron
- 17 LA MANIÈRE DONT ON LUTTE CONSTRUIT DÉJÀ LE MONDE DE DEMAIN**  
Entrevue avec Jon Palais,  
réalisée par Catherine Caron
- 18 QUELQUES TACTIQUES NON-VIOLENTES**  
Normand Beaudet
- 21 LA NON-VIOLENCE, UNE MANIÈRE DE VIVRE**  
Jean-Claude Ravet
- 23 QUAND LES MOTS SONT DES FENÊTRES ET NON DES MURS**  
Anne-Marie Claret
- 24 UNE ARMÉE DÉCOUVRE LA NON-VIOLENCE**  
Martin Hébert
- 26 ARTISANES DE PAIX EN COLOMBIE**  
Yira Lazala
- 28 LA NON-VIOLENCE DE L'ÉVANGILE**  
Jean-Claude Ravet



# Relations

CONCOURS D'ÉCRITURE

**JEUNES  
VOIX  
ENGAGÉES**

Vous étudiez à l'université?  
Vous avez entre 18 et 30 ans?

La revue *Relations* vous invite  
à participer à son 4<sup>e</sup> concours  
d'écriture étudiant.

LE THÈME DE CETTE ANNÉE :  
**LA JUSTICE SOCIALE**

Est-elle au cœur de vos préoccupations,  
de vos luttes, de vos idéaux?

Soumettez votre texte sur le sujet  
avant le **15 MAI 2020**

et courez la chance de gagner  
une bourse de 500 \$  
et d'être publié dans nos pages!



Détails : [revuerelations.qc.ca](http://revuerelations.qc.ca)



RevueRelations

# RELATIONS AU TEMPS DE LA TRANSITION

**O**n entend beaucoup parler de la crise des médias ces derniers temps, ceux-ci étant confrontés à la multiplication des plateformes numériques et à la perte de revenus publicitaires au profit des Google et Facebook de ce monde, ce qui bouscule les modèles établis. En commission parlementaire, la députée Catherine Dorion faisait remarquer à juste titre que l'aide étatique nécessaire pour faire face à ces défis devrait servir à la production de l'information et non pas au financement des salaires souvent élevés des chroniqueurs et polarisateurs d'opinion de tout acabit, que les grands médias embauchent dans leur quête de clics sonnants et trébuchants.

On ne peut qu'être d'accord avec elle tant le travail d'enquête et d'analyse de l'information sont essentiels à la démocratie. Toutefois, les médias dits alternatifs, comme *Relations*, doivent aussi être valorisés et appuyés davantage dans leur mission qui est d'approfondir la compréhension des enjeux sociaux en proposant des analyses allant à contre-courant du discours dominant. Il en va de la pluralité des voix et de la capacité d'imaginer le monde autrement, toutes deux menacées – en particulier au Québec où le degré de concentration de la presse est un des plus élevés en Occident.

Ce n'est pas tant que la diversité des voix manque – le nombre de revues, balados, médias en ligne, etc., se multipliant – mais plutôt qu'on peine à les entendre dans l'univers médiatique malade propre à la société du spectacle qui est la nôtre. À l'ère des algorithmes, le plus fort ou le plus bruyant l'emporte souvent, créant une forme étrange de censure par le bruit – un phénomène inquiétant qui affecte l'ensemble de la culture et dont traite avec justesse l'essai de Claude Vaillancourt, *La culture enclavée*, paru chez Somme toute.

Dans ce contexte, il est plus naturel pour bien des gens de s'abonner à Netflix et de glaner ici et là de l'information gratuite que de s'abonner aux revues et aux médias d'ici. On perd ainsi de vue que si on veut que notre culture nous reflète et nous aide à réfléchir à nos vies et aux enjeux qui bouleversent notre société, cela a un prix et nécessite une valorisation et une solidarité actives. Pour une revue, cela passe en grande partie par les abonnements; c'est pourquoi nous commençons l'année en rendant le prix de l'abonnement à *Relations* plus intéressant que jamais par rapport à l'achat à l'unité.

Outre cette période de turbulences dans le monde médiatique et culturel, une revue comme *Relations* fait aussi face à d'autres défis, son terreau, voire sa caisse de résonance naturelle

– le réseau du christianisme social québécois – connaissant un déclin de ses forces vives. Le Centre justice et foi (CJF), qui publie la revue, joue un rôle clé pour préserver et renouveler ce pôle historique du catholicisme québécois qui a contribué à la Révolution tranquille et qui est ancré dans une tradition d'analyse sociale et de solidarité avec les exclus.

Par ailleurs, en raison de la retraite progressive de Jean-Claude Ravet, la revue amorce un processus de transition qui s'étalera jusqu'à juin 2020 et auquel Jean-Claude participera à temps partiel. S'il restera rattaché à la revue et au CJF par la suite, et si nous aurons le grand plaisir de continuer de le lire à l'occasion, la revue n'en perd pas moins un rédacteur en chef qui a marqué les 15 dernières années. Sa pensée à l'af-

fût des périls technoscientifiques, notamment, qui fragilisent notre monde; ses écrits sur notre responsabilité éthique de prendre soin de ce monde et de s'engager pour la justice; son lien précieux avec les artistes qui incarnent la dimension esthétique de la revue en faisant écho aux questionnements de sens et au besoin de transcendance qu'elle porte; son engagement radical marqué par l'expérience de la désobéissance civile sous la dictature au Chili comme au Québec; tout cela représente un legs inspirant et un chemin que nous ne cesserons

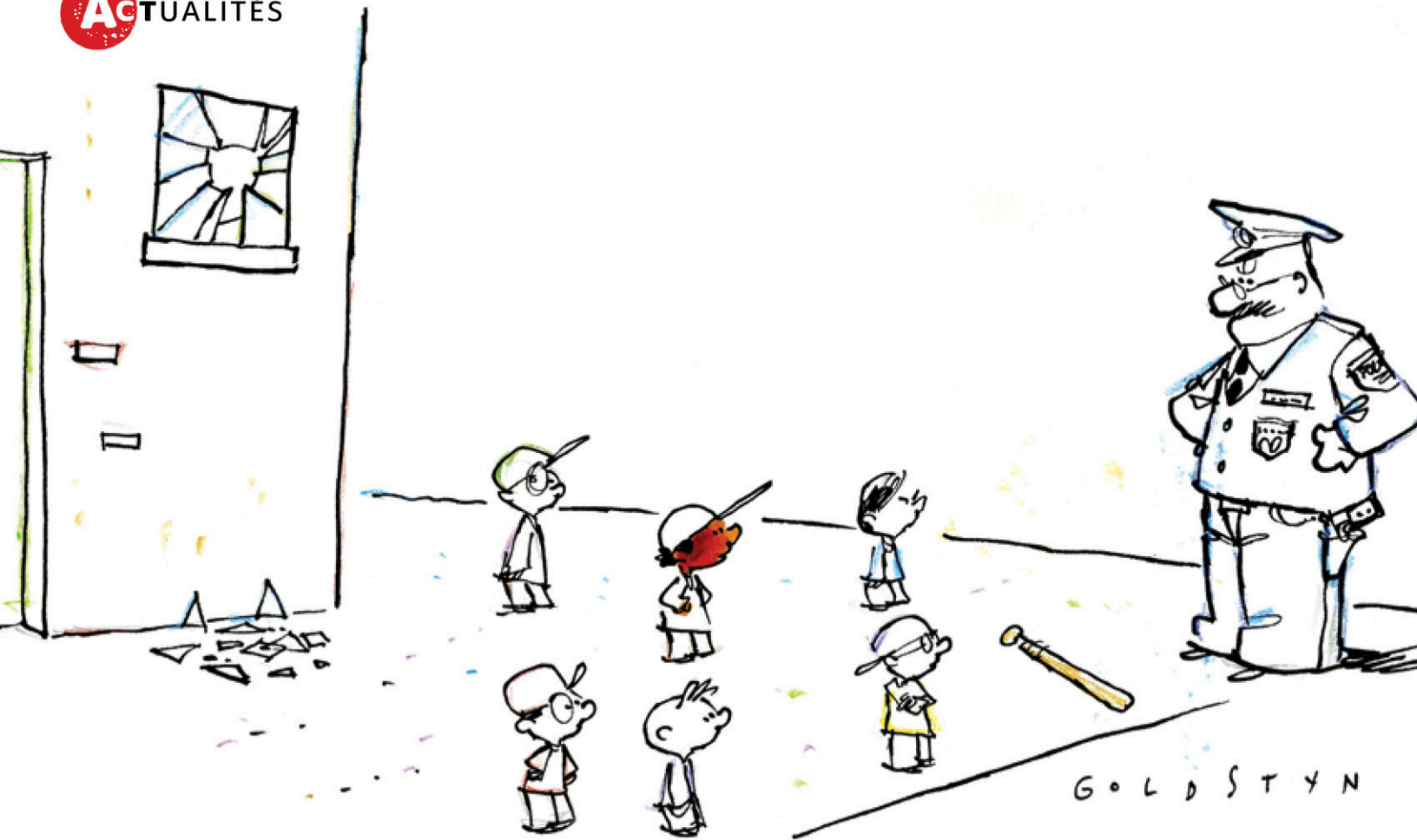
de fréquenter. Nous lui en sommes reconnaissants.

Nous profitons de cette transition pour expérimenter un modèle différent, sans les postes traditionnels de rédacteur en chef, de rédactrice en chef adjointe et de secrétaire de rédaction. Notre équipe éditoriale se recompose ainsi sur une base encore plus collégiale qu'elle ne l'était déjà, en misant toujours sur la complémentarité de personnes animées par une volonté commune de transformer la société, en rapport avec une quête de justice, de sens et de beauté. À l'équipe constituée de Catherine Caron et d'Emiliano Arpin-Simionetti s'ajoute Christophe Genois-Lefrançois. Ayant complété une maîtrise au Département de sciences des religions de l'UQAM, portant sur *Relations* à l'époque des luttes ouvrières, Christophe connaît bien la tradition dans laquelle s'inscrit la revue. Il y apportera du sang neuf pour qu'ensemble nous continuions de faire de cette tradition une «création incessante [...] jamais à la portée des traditionalistes», comme le disait si bien le poète guatémaltèque Luis Cardoza y Aragon, et permettre à *Relations* de demeurer au cœur des débats de société en les éclairant sous l'angle de la justice et de la solidarité sociales.

**L'équipe éditoriale de *Relations***



Étienne Prud'homme, *Le voilier*, 2016, aquarelle, encre de Chine et lavis, 28 x 35,5 cm



## PROFILAGE RACIAL : UN CONSTAT IMPLACABLE

*Un nouveau rapport dévoile l'important biais discriminatoire du Service de police de la Ville de Montréal à l'encontre des personnes racisées.*

**Victor Armony, Mariam Hassaoui et Massimiliano Mulone**

Les auteurs sont respectivement professeur à l'UQAM, professeure à TÉLUQ et professeur à l'Université de Montréal

**L**e 7 octobre dernier, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) rendait public un rapport intitulé *Les interpellations policières à la lumière des identités racisées des personnes interpellées*. Abondamment commenté

dans les médias, ce rapport, que nous avons produit, témoigne du fait que certaines minorités, en particulier les populations noires, autochtones et arabes, sont interpellées de manière disproportionnée relativement à leur poids dans la population générale et/ou à leurs infractions au Code criminel et aux règlements municipaux. À Montréal, une personne appartenant à une de ces communautés court entre quatre et cinq fois plus de risques d'être interpellée qu'une personne non racisée. En ce sens, ce document constitue un apport original à un débat qui dure depuis (trop) longtemps au sujet du profilage racial pratiqué par les forces de l'ordre.

Sur plusieurs plans, nos constats ne constituent, en effet, rien de bien nouveau dans le contexte canadien. D'autres villes comme Ottawa, Vancouver, Toronto et Halifax ont procédé, au cours des dernières années, à un examen semblable de leurs pratiques policières, observant aussi des disparités de traitement. Au Québec, cela fait un

certain nombre d'années que des études effectuées sur le territoire, notamment à Montréal, dénoncent des pratiques policières marquées par des biais discriminatoires systémiques liés à l'identité racisée des personnes.

Là où notre rapport diffère et innove, c'est dans le fait que notre analyse s'appuie sur des données rarement accessibles, soit la totalité des interpellations effectuées par le SPVM, ainsi que l'ensemble des incidents criminels et des contraventions aux règlements municipaux enregistrés durant une période de quatre ans (2014-2017). Grâce à l'ampleur et à la source de ces données, notre analyse se distingue par une assise méthodologique qui échappe à la stratégie de discrédit qu'on a pu observer avant, ici et ailleurs.

Comme on le sait, il n'est pas rare d'entendre l'argument soutenant que les différences des ratios d'interpellation entre les groupes s'explique par la participation de certains à la criminalité et à diverses formes de délinquance. Autrement dit, si la police cible une

population en particulier, c'est que cette dernière commet davantage de délits. Or, en comparant les ratios d'interpellations avec les ratios d'infractions, nous avons pu déterminer que même en tenant compte de la participation présumée de certains groupes racisés à certains délits, ces derniers restent interpellés de manière disproportionnée par la police. À notre connaissance, une telle démonstration soutenue par des données probantes n'avait jamais été effectuée auparavant dans le contexte montréalais.

Notre recherche se distingue aussi par le fait qu'elle dresse le portrait factuel et chiffré d'une réalité montréalaise persistante dont on n'avait jamais mesuré l'ampleur avec exactitude, et qu'elle établit des indicateurs de suivi aisément reproductibles. À partir de maintenant, en annualisant les analyses, il sera possible de repérer les tendances et de suivre l'évolution des pratiques policières en matière de profilage racial.

Enfin, et c'est probablement l'élément le plus important, le SPVM accepte entièrement, pour la première fois, les constats concernant ses pratiques de biais systémiques liés à «l'appartenance raciale perçue» des personnes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cet accueil: nouvelle direction du Service, progression du débat sur la discrimination systémique au Québec, réactions des autres services de police du Canada, etc. Il s'agit d'une étape extrêmement importante dans la lutte contre les inégalités de traitement dont les personnes racisées sont victimes, même si elle ne signifie pas que les pratiques de discrimination raciale disparaîtront simplement parce qu'elles ont été clairement démontrées publiquement. ©

**ERRATUM**

Dans l'article « Vieillir encabanés l'hiver ? » (édition papier de *Relations*, n° 805, décembre 2019), Julien Simard rapportait de manière erronée les propos de la géographe Anne-Marie Séguin. L'auteur s'en excuse et s'approprie la totalité des idées exprimées.

**TROIS ENJEUX POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT**

*Dans un Canada plus que jamais fragmenté, le gouvernement Trudeau doit néanmoins faire avancer des questions majeures.*

**Diane Lamoureux**

L'auteure est professeure associée au Département de science politique de l'Université Laval

Les dernières élections fédérales ont reporté le Parti libéral du Canada (PLC) au pouvoir, mais en situation minoritaire cette fois, avec moins de voix que le Parti conservateur du Canada (PCC). On comprend mieux pourquoi Justin Trudeau s'était empressé de briser, au début de son premier mandat, sa promesse électorale selon laquelle le scrutin de 2015 devait être le dernier à se tenir selon le mode du suffrage uninominal à un tour. On voit aussi pourquoi il a passé les derniers jours de la récente campagne électorale à appeler au vote stratégique pour empêcher une victoire conservatrice.

Toujours est-il que les résultats électoraux sont venus confirmer certaines fractures qui compliqueront la tâche du gouvernement libéral. Le balayage conservateur en Alberta et en Saskatchewan, la remontée du Bloc québécois, la quasi-disparition du Nouveau parti démocratique (NPD) au Québec et la faible présence des conservateurs dans les Maritimes mettent en lumière qu'il n'y a plus de parti véritablement pancanadien. Cette situation exacerbera les tensions entre le gouvernement fédéral et les provinces. Et malgré la remontée du Bloc, il y a fort à parier que ce n'est pas du Québec que viendront les blocages, mais de l'ouest, avec la montée séparatiste du *Wexit* (« *Western Exit* », terme calqué sur le Brexit par un groupe séparatiste albertain en voie de se constituer en parti politique).

Pour les personnes qui ont à cœur une plus grande justice sociale et climatique, la marginalisation du NPD est inquiétante. Si ce dernier peut se réjouir du fait qu'il semble détenir la balance du pouvoir, il n'en reste pas moins qu'il est en situation de faiblesse par rapport au PLC, qui refuse de former une coalition formelle, projetant plutôt de constituer à la pièce des majorités de circonstance. Dans ce contexte, l'assurance-médicaments ou l'assurance dentaire risquent de devoir attendre, d'autant plus que cela constituerait une immixtion dans des champs de compétence provinciaux.

Quant aux Verts, même s'ils ont doublé leur vote et fait élire une députée supplémentaire, il leur faudra probablement plus qu'un changement de cheffe. Il leur faut une mutation organisationnelle majeure capable de convertir la sensibilité climatique d'une partie croissante de la population, surtout les jeunes, en votes. Car l'environnement et la transition écologique ne se sont pas imposés comme on l'aurait espéré lors de la campagne électorale.

Dans ce contexte fragmentaire, on pourrait souhaiter une action gouvernementale dans au moins trois domaines: la transition énergétique; le financement public des partis politiques et la fin de la colonisation pour les peuples autochtones.

En ce qui concerne la transition énergétique, le gouvernement Trudeau a soufflé le chaud et le froid dans son mandat précédent avec de belles paroles, mais peu d'actions, dont certaines inquiétantes, comme l'achat du pipeline Trans Mountain. Ce mandat-ci sera-t-il plus conséquent? Les cibles de réduction des gaz à effet de serre sont encore très faibles. La taxe sur le carbone est à un niveau trop bas pour produire des effets et se heurte à une opposition féroce des provinces conservatrices. Soutenir la mise en place de transports privés et en commun moins polluants, développer des alternatives à l'avion pour les déplacements sur de longues distances, soutenir les villes dans la lutte contre l'étalement urbain, développer des systèmes de réduction des déchets et de recyclage devrait faire partie des priorités d'un gouvernement



Image tirée du colloque « Territoires en bataille: Résistances autochtones contre les pipelines et l'industrie extractive » du 17 novembre 2015

qui veut s'engager dans la transition écologique.

Dans un contexte où le PLC semble avoir définitivement renoncé à une modification du mode de scrutin, d'autant plus que le mode actuel lui a permis de rester au pouvoir, le rétablissement du financement public des partis politiques, aboli par le gouvernement Harper, serait une avancée démocratique non négligeable. Cela contribuerait à faire en sorte qu'un vote pour un parti qui a peu de chance de remporter le siège dans une circonscription ne soit pas complètement vain. Sinon, le taux d'abstention, déjà important, est susceptible d'augmenter tandis que la légitimité des résultats électoraux risque, elle, de s'amoinrir.

Enfin, le rapport de la Commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées ira-t-il rejoindre sur une tablette d'autres rapports qui préconisaient eux aussi le démantèlement de la structure coloniale par rapport aux Autochtones, ou sera-t-il suivi d'effets? Ne pas se contenter d'excuses larmoyantes, mais donner des moyens véritables aux communautés autochtones pour qu'elles puissent se prendre en main et réparer un tissu social fortement mis à

mal par des politiques coloniales dans l'ensemble génocidaires fera-t-il partie des priorités du nouveau gouvernement? Le gouvernement fédéral se doit d'assurer la sécurité des femmes et des

filles autochtones, mais aussi celle de toutes les autres femmes au Canada, ce qui est encore malheureusement loin d'être le cas. ©

## Contre la violence sexuelle faite aux femmes

Le Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) a profité de la 38<sup>e</sup> Journée d'action contre la violence sexuelle faite aux femmes, le 20 septembre dernier, pour lancer un nouvel outil de sensibilisation. Celui-ci vise à éclairer la population sur la nature et la portée des « facteurs qui placent les femmes dans des contextes de vulnérabilité face aux violences sexuelles ». Combattant l'idée reçue voulant que les victimes de violence sexuelle se placeraient elles-mêmes en situation de risque, il cherche aussi à alléger le poids de la stigmatisation qui pèse sur les victimes de violence sexuelle. De nombreuses activités se sont tenues partout au Québec pour sensibiliser la population à ces enjeux et pour souligner cette période de solidarité envers les victimes et les survivantes. On peut se procurer l'outil sur le site Web du Regroupement à <[rqcalacs.qc.ca](http://rqcalacs.qc.ca)>.

## Un témoin de l'Église des pauvres

Une des grandes figures latino-américaines du christianisme social, le jésuite chilien José Aldunate, est mort à l'âge de 102 ans le 28 septembre dernier, à Santiago. Prêtre ouvrier sous le gouvernement Allende, il s'est démarqué sous la dictature par son engagement courageux dans la défense des droits humains. Il est le fondateur du Mouvement contre la torture Sebastián Acevedo, formé de membres de communautés religieuses et de laïcs qui organisaient des gestes de désobéissance civile pour dénoncer la répression, la torture et les disparitions d'opposants sous le régime militaire. Dans l'église bondée de San Ignacio, des centaines de personnes lui ont rendu un dernier hommage le 30 septembre, sous les cris : « Pepe, notre ami, le peuple est avec toi ». Pour ses 101 ans, *Relations* avait publié un article lui rendant hommage et retraçant les moments marquants de sa vie (n° 798, octobre 1998).

## L'AMAZONIE S'INVITE À ROME

*Des peuples autochtones ouvrent une nouvelle voie à l'Église.*

**Peter Bisson, s.j.\***

L'auteur, jésuite, est assistant de la Province jésuite du Canada sur les relations avec les Autochtones

Le Synode spécial des évêques sur l'Amazonie s'est réuni à Rome du 6 au 27 octobre derniers. Certains de ses organisateurs ont parrainé un rassemblement parallèle où étaient invitées des représentants et représentantes d'organisations qui n'y avaient pas de délégués. Cette rencontre – nommée en espagnol la «Tienda de la Casa Común» («Tente de la Maison commune») – a eu lieu à distance de marche de la salle où se tenaient les assemblées, au Vatican, permettant ainsi une interaction fructueuse entre les deux événements. Quels effets concrets ces échanges ont-ils eus sur les conclusions du synode? Nous le saurons à la diffusion du rapport. L'objectif principal de la Tienda était d'établir des liens de solidarité entre les peuples indigènes d'Amazonie et d'Amérique du Nord. Les réflexions gravitaient autour d'un espoir commun, celui de voir s'amorcer un dialogue et une collaboration véritables, notamment en ce qui a trait aux questions de justice sociale et d'écologie.

La délégation nord-américaine a été organisée et parrainée par la Conférence jésuite du Canada et des États-Unis, qui rassemble les responsables des Provinces jésuites des deux pays. Les deux représentants canadiens étaient M<sup>gr</sup> Donald Bolen, archevêque de Regina, en Saskatchewan, et Priscilla Solomon, sœur de la Congrégation de Saint-Joseph, qui est aussi une Ojibwé de North Bay, en Ontario. Un autre Autochtone intégrait la délégation étasunienne, Rodney Bordeaux, président de la nation sioux Rosebud du Dakota du Sud.

La plupart des membres de la délégation nord-américaine ne s'étaient pas

rencontrés avant leur arrivée à Rome. L'enthousiasme était donc palpable à l'idée de débattre de positions diverses sur des préoccupations semblables. Parmi les plus urgentes, il y avait la question des pipelines et des activités extractivistes, ainsi que les enjeux propres aux tares de la colonisation et aux besoins de justice et de réconciliation qui en découlent. Le moment fort fut évidemment la rencontre avec des représentants des peuples autochtones d'Amazonie – une occasion privilégiée de construire une solidarité avec eux.

Il faut aussi souligner la table ronde intitulée «*Laudato Si'*: Rencontre Nord-Sud et solidarité»<sup>1</sup> et l'«exercice des couvertures» qui l'a suivie. Élaboré par Kairos, une organisation œcuménique chrétienne de justice sociale au Canada, l'exercice des couvertures a pour but de faire prendre conscience des impacts du colonialisme sur les peuples autochtones. Les religieux des délégations européennes ont d'ailleurs semblé fort ébranlés par les conclusions de l'exercice. Le samedi 19 octobre, les participants et les participantes ont été témoins d'une expérience puissante de solidarité lors de la procession du chemin de croix menant à la place Saint-Pierre. À chacune des quatorze stations, on a fait mémoire de personnes qui ont été récemment assassinées pour avoir défendu les droits de la personne, les droits des peuples autochtones et l'intégrité du bassin amazonien.

Les rencontres et les dialogues qui ont eu lieu au sein de la Tienda mèneront assurément à l'établissement de solidarités profondes et sincères entre le «Nord» et le «Sud», car ce qu'on y a vécu ne peut que laisser des traces profondes. Les peuples indigènes amazoniens ne se sont pas présentés comme marginaux dans l'Église et bénéficiaires passifs de l'action pastorale, mais en tant que protagonistes à part entière de la foi et de la mission chrétiennes, inculturées à leurs propres formes culturelles et religieuses. Et en ce sens, cette émergence des peuples autochtones comme acteurs de premier plan au sein d'églises locales est à entendre comme l'amorce d'une voie nouvelle pour l'Église dans son ensemble.

Quelles leçons le Canada peut-il tirer de la Tienda de la Casa Común et du

## Fernand Jutras, salut!

Fernand Jutras, un artisan de longue date de *Relations*, vient de nous quitter. Il est décédé le 25 novembre dernier, à l'âge de 79 ans, auprès de ses frères de la communauté jésuite de Richelieu. Membre du comité de rédaction de *Relations* de 1984 à 2005, il occupa durant 15 ans (1985-2000) le poste de secrétaire de rédaction avec tout le dévouement et la générosité qu'on lui connaissait. Dans son dernier texte à *Relations*, «*Parlons d'horizon...*» (n° 690, février 2004), où il aborde sa vie comme une longue marche au sein d'une caravane profondément marquée par l'héritage judéo-chrétien, il terminait ainsi: «J'ai appris à concevoir l'Écriture comme [...] un vieux livre de famille, écorné, tout en bribes, mille fois annoté, sali par l'usage. Une merveilleuse consignation d'expériences de vie, où chaque génération relit (et relie) sa propre expérience à celle des temps passés. Des expériences bien humaines, mais qui pointent vers l'Inconnu et y tendent.»

Synode sur l'Amazonie avant même que nous en connaissions les résultats? La zone arctique et la forêt boréale, comme le bassin amazonien, sont des écosystèmes complexes (biomes) dont les modifications éventuelles auront de graves effets à l'échelle de la planète. Et les communautés autochtones, qui sont au centre de la vie politique, économique et religieuse de cette région, jouent et devront jouer un rôle primordial face aux activités extractives et aux changements climatiques qui mettent le territoire en péril. Dans cette perspective, la reconnaissance, l'accueil et l'appui, par les Églises chrétiennes du Canada, des Premiers peuples amazoniens en tant qu'agents actifs et centraux, pourraient signifier aussi au Canada une nouvelle manière d'être Église. ☺

\* Traduit de l'anglais par Christophe Genois-Lefrançois.

1. Publiée en 2015, *Laudato Si'* est l'encyclique du pape François portant sur la justice sociale et l'écologie – ou «écologie intégrale».

## LE PEUPLE CHILIEN SE RÉVEILLE

*Ras-le-bol d'un peuple vivant dans l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde.*

**Hervi Lara B.\***

L'auteur est coordonnateur national du comité Oscar Romero du Servicio Internacional Cristiano de Solidaridad con los Pueblos de América Latina (SICSAL) au Chili

La hausse du prix du billet de métro de 30 pesos, soit 0,04 \$US, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Au cours de la semaine du 14 octobre 2019, les élèves du secondaire sont sortis dans la rue pour dénoncer cette hausse. La répression des autorités chiliennes a été rapide et féroce, mais les manifestations n'ont fait que prendre de l'ampleur, se faisant porteuses de multiples demandes systématiquement rejetées non seulement par le gouvernement Piñera, mais aussi par tous les autres gouvernements post-dictatoriaux depuis 1990.

Une grande partie de la société chilienne se rebelle contre un modèle économique néolibéral générateur d'énormes inégalités sociales, enrichissant une infime minorité et appauvrissant les autres. Elle remet en question la privatisation des services d'eau potable, des systèmes de pension et de santé, la destruction de l'éducation publique, la dénationalisation des ressources naturelles, les abus du système financier, la corruption institutionnelle, les salaires de misère, l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, etc. À cela, le gouvernement du milliardaire président de la République, Sebastián Piñera, n'a su répondre que par «le Chili est en guerre», décrétant l'état d'urgence et le couvre-feu. De voir l'armée et la police occuper les rues, survoler en hélicoptère les villes, commettre des arrestations arbitraires, des viols, des assassinats, a fait ressurgir le spectre de la dictature militaire de Pinochet (1973-1989), de triste mémoire. Mais la répression n'a pas empêché les marches populaires de s'amplifier; le 25 octobre dernier, elles



Graffitis disant «Piñera dehors!» et «Que le pouvoir tombe!», Santiago, 25 octobre 2019. Photo: Jaime Troncoso

ont rassemblé plus de trois millions de personnes dans tout le pays.

Que nous révèle cette révolte sinon la détermination populaire de mettre fin à l'héritage du régime militaire qui cadennasse la société chilienne au moyen de la Constitution de 1980, promulguée par la dictature, et toujours en vigueur?

Le coup d'État du 11 septembre 1973 avait marqué le début d'une contre-révolution basée sur la terreur et sur les politiques économiques néolibérales, inspirées de l'École de Chicago de Milton Friedman. Le «traitement de choc» des militaires allait de pair avec celui des *Chicago Boys* qui ont converti le Chili en une «société de propriétaires», entraînant la privatisation des services publics, la dérèglementation et la réduction drastique des dépenses sociales. C'est ainsi que sous la terreur, une élite s'est enrichie rapidement aux dépens de la population, grâce à l'État policier et à la «guerre totale» menée par les grandes entreprises contre les travailleurs. Cela donna lieu au fameux «miracle» économique chilien, caractérisé entre autres par une concentration extrême des richesses entre les mains de quelques-uns, l'exclusion d'une grande partie de la population, un népotisme et une corruption sans retenue.

Si la fin de la dictature a signifié la fin de l'autoritarisme politique, elle n'a guère changé le paysage social et économique du pays. Les accords secrets

conclus entre les partis politiques opposés au régime Pinochet, les grandes entreprises et les forces armées n'ont fait que démocratiser la dictature et entretenir une société atomisée, dépolitisée et corrompue. L'État continua à se détourner du bien commun, se contentant d'être un gestionnaire de programmes publics de mauvaise qualité (éducation, santé, retraite, habitation, travaux publics, transport), laissant les services de

### Marche pour «la victoire du monde»

Le 2 octobre dernier – date du 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Mohandas Karamchand Gandhi – marquait l'amorce de la marche mondiale Jai Jagat, «la victoire du monde». Cette marche de 1400 km pour la justice et la paix, lancée à New Delhi, se rendra à Genève après avoir traversé dix pays, durant 365 jours. On prévoit que près de 10 000 marcheuses et marcheurs participeront à cet événement. Porteur du désir concret de changements radicaux, Jai Jagat se veut un symbole fort visant la prise en charge urgente des problèmes de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de la justice climatique, en misant sur la résolution non-violente des conflits. La marche promeut l'atteinte des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies, approuvés en 2015 par l'ensemble des États membres. Voir : <jaijagat2020.org>.

qualité aux mains du secteur privé qui facture le gros prix. Le « miracle » dont le gouvernement chilien est fier et qui suscite l'admiration des membres de l'OCDE, c'est qu'il est parmi les dix pays les plus inégalitaires du monde.

Après 30 ans de « démocratie », le peuple a donc perdu patience. Les exclus du système se sont rendus « visibles », à travers le pillage de biens publics et de lieux économiques symbolisant cette privatisation de la société, qui aboutit à une violence d'État aveugle et occulte, préservant l'impunité de ceux qui l'exercent.

Le slogan « Le peuple se réveille » parle d'une rivière, hier contenue par une digue, qui irrigue de nouveau une terre asséchée. L'irruption populaire la plus étendue de l'histoire du pays remet radicalement en question la légitimité du modèle néolibéral. Elle a laissé des dizaines de morts, des milliers de blessés et de nombreuses personnes détenues arbitrairement, agressées, violées. Cela exige une refondation de la politique et des relations sociales qui ne pourra s'accomplir qu'au moyen d'une assemblée constituante, qui œuvre à une nouvelle Constitution, cette fois, démocratique et apte à assumer la mémoire historique, à mettre fin à l'appropriation privée des biens publics et à reconstruire un système politique ouvert à la participation citoyenne.

Le délai pour le faire est court, l'élite au pouvoir cherchant à adopter des lois populistes pour faire baisser la tension, assurer la stabilité du pouvoir et préserver ses privilèges et les intérêts



**ESPOIR**

## De la détresse à l'espoir

Onze mois après le déménagement du refuge La Porte ouverte (Open Door), qui était très important pour les personnes itinérantes autochtones du secteur du square Cabot (coin Atwater et Sainte-Catherine) à Montréal, un nouveau projet a été lancé : Résilience Montréal. Porté par Nakuset, directrice générale du Foyer pour femmes autochtones de Montréal, ce centre de jour, ouvert à la mi-novembre, fournit nourriture, abri, confort et soutien à cette population. Son personnel est formé en santé mentale, en violences sexuelles et en toxicomanie.

Résilience Montréal est porteur d'espoir pour ces Autochtones – en particulier les femmes – contraints de s'exiler en ville en raison de conditions de vie difficiles dans le Nord. Ils se rassemblent dans ce secteur

à leur arrivée à Montréal. La Porte ouverte leur offrait un foyer de socialisation, un lieu de repos et de protection, mais aussi les ressources pour porter plainte en cas d'abus policier ou d'agression sexuelle. Sa perte a eu des conséquences importantes : augmentation de la violence et du désespoir chez ces sans-abri, mort de quatorze personnes depuis l'hiver dernier. Ces drames auraient pu être évités si on avait entendu le cri d'alarme lancé depuis des mois par les travailleurs sociaux du secteur. De nouveaux investissements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal permettront maintenant de sortir, espérons-le, d'une grave crise.

(Source : Radio-Canada).

des multinationales. La pression légitime du peuple, que le gouvernement cherchera encore à réprimer, doit être protégée par les instances juridiques internationales. Comme l'a affirmé le juge espagnol Baltasar Garzón – qui avait en 1998 ordonné l'arrestation de Pinochet à Londres – dans une lettre adressée récemment à Sebastián Piñera :

« La communauté internationale est attentive et vigilante, et ne permettra pas que les horreurs du passé se répètent au Chili. »

\* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

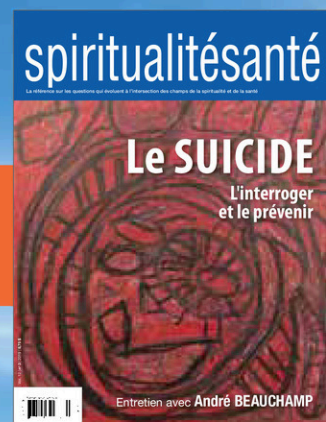
# spiritualitésanté

## LA RÉFÉRENCE

sur les questions qui évoluent à l'intersection des champs de la spiritualité et de la santé

[www.cssante.ca](http://www.cssante.ca) | 418 682-7939

Prix : 22 \$/un an (3 numéros) Prix : 39 \$/deux ans (6 numéros)



**Dans les sociétés sécularisées, il est courant de confiner la croyance et la foi à la sphère privée, au nom de la raison. On en vient ainsi à séparer radicalement la foi de l'action sociale et politique, et à disqualifier d'emblée leur conjugaison comme suspecte. Qu'en est-il vraiment ? Nos auteurs invités en débattent.**

*L'alliance entre foi, action et raison est nécessaire pour envisager un avenir moins sombre.*

**Minh Nguyen**

L'auteur est politologue et socio-économiste

Il est difficile, à notre époque post-moderne, d'admettre la nécessité de conjuguer foi et action sociale et politique. Le fait que les deux puissent se nourrir l'une l'autre et que la foi ait le pouvoir, notamment, d'animer l'action, est une réflexion peu répandue, en particulier en Occident. Le philosophe politique britannique Mark Fisher disait qu'il était plus facile pour nous d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme. C'est pourquoi l'action est de moins en moins comprise dans le sens où l'entendait la philosophe Hannah Arendt, à savoir comme moment de liberté et de création. Elle se réduit de plus en plus à une simple gestion de problèmes, orientée non pas vers la réalisation de quelque chose de nouveau, mais plutôt vers la reproduction d'une logique déjà en place.

**L'action : gestion de problème ou innovation**

N'ayant plus comme visée l'accomplissement d'un projet de société, l'action politique est réduite à une temporalité plus courte, s'apparentant à la gestion ou à la résolution de problèmes à court terme. C'est ce que le sociologue Michel Freitag appelait le mode décisionnel-opérationnel de reproduction de la société, qui caractérise la postmodernité. Ce mode se manifeste concrètement dans plusieurs problèmes politiques contemporains. Par exemple, la crise des changements climatiques – qui nécessiterait objectivement des

politiques qui transforment radicalement la production, la consommation ainsi que les bases sur lesquelles sont fondées les économies capitalistes industrielles – a mené à des réponses politiques qui bousculent à peine le paradigme économique capitaliste qui a saccagé la planète en à peine 150 ans.

La difficulté de penser la foi – prise au sens séculier d'« ouverture à un horizon de possibles » – et l'action sociale dans le monde contemporain tient sans doute au fait que le passage de la modernité à la postmodernité a aussi été accompagné par la dégradation de l'usage de la raison. Alors que celle-ci était une référence à l'aune de laquelle on pouvait mesurer auparavant nos actions, elle est devenue une forme de rationalité instrumentale, quasi fétichisée. Dans la modernité, la foi en une certaine idéalité soutenait l'action, contribuant ainsi à l'avènement d'un monde meilleur, alors qu'aujourd'hui, l'emprise de la rationalité instrumentale réduit l'action à son efficacité immédiate et évacue tout rapport à une idéalité.

Dans cette perspective, la foi n'est rien de moins que la condition de possibilité de l'action politique – au sens fort. Sans elle, l'action se réduit à de la gestion de problèmes. Comme l'avait bien souligné Hannah Arendt, l'action doit s'accompagner non seulement du pardon qui libère des chaînes du passé, mais aussi de la promesse, qui libèrent ensemble des chaînes du présent, parce que ses résultats sont par définition imprévisibles et potentiellement lourds de conséquences. Ainsi doit-on pouvoir se promettre les uns les autres de tout faire pour améliorer le vivre-ensemble. La foi permet en ce sens au sujet d'agir dans le présent en s'enracinant dans l'expérience commune tout en ayant un regard partagé sur l'avenir. Sans elle,

on tend vers ce que Simone Weil nommait le déracinement.

**Le déracinement**

Le déracinement est la perte de contact avec le passé et l'avenir, avec la vie même. Il est, en somme, l'incapacité de se dépasser dans plus grand que soi, dans une forme de transcendance. Weil disait que si une commune condition unissait les chômeurs désespérés et tous ces gens qui n'ont d'yeux que pour le profit et le pouvoir, c'était d'être déracinés, n'étant nulle part chez eux ni enracinés dans le temps et dans le monde. Pour Weil, il s'agit là d'un problème d'ordre spirituel, qui paralyse les êtres humains, les empêchant d'agir. Ainsi, la déliaison de la foi et de l'action contribue au déracinement et effrite la portée politique et historique de l'action.

Une tâche colossale s'impose donc à nous, celle de réconcilier le sujet post-moderne avec la transcendance, la foi avec la raison, sans quoi l'action ne pourra avoir pour visée qu'une courte temporalité, les yeux braqués sur le présent. Il y a de la place pour s'inspirer des modernes et fonder un mode d'être alter-moderne, dans lequel foi, action et raison ont pleinement leur place, ce qui nous permettrait d'envisager un avenir moins sombre. L'action politique pourra être menée, à partir de là, non pas à l'aune de l'urgence, mais en vue de fonder des institutions et de construire une société et un monde que nous voulons pour nous et nos enfants. ☺

# POURQUOI LA FOI ET L'ACTION SOCIALE SONT-ELLES PERÇUES COMME INCOMPATIBLES ?

*L'engagement social des personnes croyantes est fait d'allers-retours constants entre contemplation et action, éthique et politique.*

**Frédéric Barriault**

L'auteur, historien, est responsable de la recherche et des communications au Centre justice et foi

Quelle se décline sous le mode de l'utopie ou sous celui de l'eschatologie, la foi religieuse procède d'un refus du monde tel qu'il est: un monde injuste, brisé, désenchanté et aliéné qui heurte la conscience de la personne croyante. Un monde qu'elle aspire à transformer au nom des idéaux et de l'horizon d'attente qui l'animent. Prenant appui sur ma propre posture de chrétien social, je connais bien les allers-retours entre foi et engagement, entre l'activisme sociopolitique parfois effréné et le besoin périodique de se ressourcer, c'est-à-dire de s'abreuver à la source qui fonde, irrigue et radicalise ce désir de transformation du monde.

## Choisir l'action transformatrice

Bien malin celui ou celle qui établirait une adéquation parfaite entre foi religieuse et désir de s'engager dans des pratiques de transformation sociale. Passer de la contemplation à l'action, de la félicité spirituelle à l'engagement social, du confort au risque, de la mystique à la politique ne va pas forcément de soi. Tout le courant de la spiritualité chrétienne a plutôt misé (et mise encore) sur la *fuite* de ce monde jugé corrompu et irrécupérable – où les chrétiens seraient des étrangers, sinon des exilés. Pensons à *The Benedict Option: A Strategy for Christians in a Post-Christian*

*Nation* (Sentinel, 2017), le livre à succès de l'auteur néoconservateur américain Rod Dreher.

Un autre courant de la spiritualité chrétienne, celui-là prophétique, mise quant à lui sur la dénonciation des injustices et sur l'appel à l'action transformatrice pour rendre ce monde plus conforme aux interpellations radicales des prophètes bibliques et de la Bonne Nouvelle. Les chrétiens et chrétiennes de cette mouvance ne s'entendent cependant pas sur ce qui fonde l'action sociale. Est-ce leur croyance et leur conscience morale qui les poussent à s'engager socialement au nom des idéaux qui les animent? Ou est-ce plutôt parce qu'ils s'efforcent de donner un sens et une signification à leurs pratiques d'engagement social qu'ils sont amenés à puiser dans leur tradition religieuse des figures inspiratrices, propres à légitimer leur action et à les insérer en tant que croyants et activistes dans une même *lignée croyante*<sup>1</sup>? La réponse se situe sans doute à mi-chemin, l'engagement social de ces personnes étant fait d'allers-retours constants entre contemplation et action, éthique et politique.

## Se brancher à la source

Qu'elle ait été formée – et informée – par une éthique séculière ou par une foi religieuse, la conscience morale est pour beaucoup de personnes militantes un puissant levier qui les pousse à refuser d'abdiquer face aux horreurs et aux injustices de ce monde. Or, ce levier peut aussi se transformer en cadeau empoisonné, car s'engager, c'est donner chair et donner suite aux interpellations radicales et parfois «insatiables» de sa conscience. C'est donc vivre dans un univers *surinvesti de sens* où tout a une signification, tout est politique, tout est porteur de conflictualité et d'indigna-

tion permanente. Si bien qu'entre l'individu public et l'individu privé, entre cette partie de soi-même qui milite et celle animée par la foi, la frontière est souvent mince. Et l'épuisement guette à tout instant.

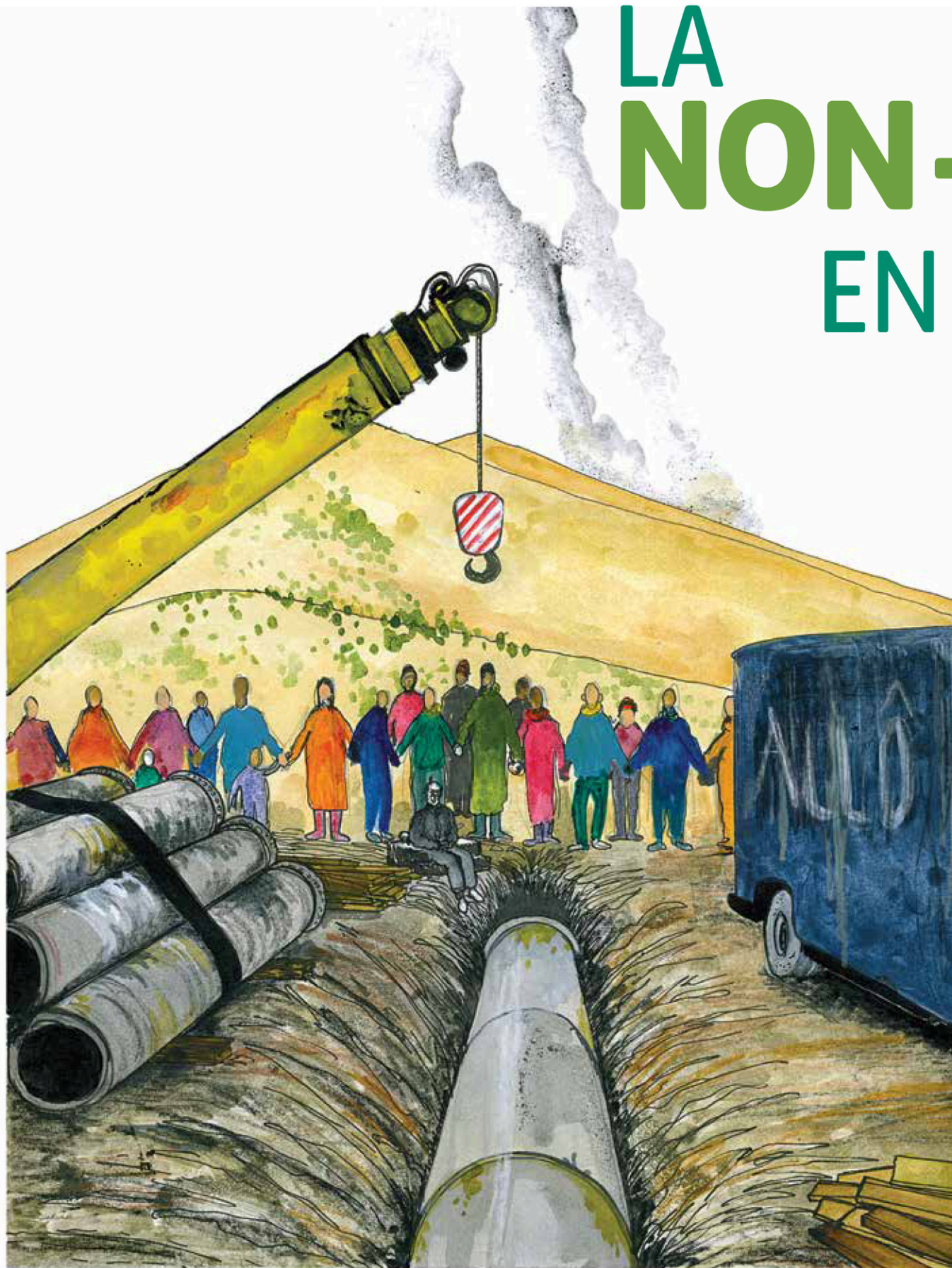
D'où ce besoin d'une spiritualité forte, d'une immersion périodique dans le sacré, l'altérité radicale, pour recharger ses piles spirituelles et se «rappeler» pourquoi on s'engage ainsi en écoutant notre conscience, pourquoi on poursuit des utopies qui pourraient se révéler n'être que des chimères. D'où, aussi, ce besoin de la prière partagée en communion avec d'autres personnes croyantes, afin de s'abreuver périodiquement à la source qui fonde notre action *dans, pour et avec* ce monde.

Les croyants et croyantes qui militent au nom d'idéaux ou d'une utopie (le Royaume de Dieu pour les chrétiens) n'en ressentent pas moins le besoin de s'insérer dans une tradition de foi et d'engagement défrichée et crédibilisée par des pionnières et des pionniers inspirants<sup>2</sup>. Ils le font pour s'inscrire dans la durée et donner une profondeur spirituelle à leur action, en ayant l'impression d'être assis sur les épaules de géants. Cette insertion dans une lignée ne saurait toutefois être assimilée à une quelconque forme de mimétisme et de fétichisme du passé: pas d'engagement chrétien sans démarche de discernement des signes des temps, sans effort d'actualisation et de contextualisation des interpellations prophétiques de l'Évangile, ici et maintenant, à la lumière des luttes et des défis du temps présent. ©

1. Danièle Hervieu-Léger, *La religion pour mémoire*, Paris, Cerf, 1993.

2. Frédéric Barriault, «Des sources chrétiennes aux luttes sociales», *Relations*, n° 796, juin 2018.

# LA NON- EN



Étienne Prud'homme, *Front commun contre les gazoducs*, 2019, aquarelle, encre de Chine et lavis, 23 x 30,5 cm

# - VIOLENCE ACTION

**Catherine Caron**

**N**ous vivons dans un pays monstrueusement en paix, comme le disait le metteur en scène et dramaturge Wajdi Mouawad. C'est peut-être ce qui fait que nous peinons à réagir fortement à plusieurs des violences du monde, qu'elles soient proches ou lointaines, liées à « l'ordinaire » de la vie – comme celles que vivent les locataires expulsés ou les infirmières exploitées et exténuées – ou aux guerres et aux grands enjeux mondiaux. Ceux et celles qui osent secouer notre confort et notre indifférence pour lutter contre ces violences n'ont pas la tâche facile. D'autant que partout la tendance est à la répression et à la criminalisation de l'action collective, dans un contexte d'extrême concentration de la richesse, de pouvoirs étatiques et de transnationales qui disposent d'énormes capacités de surveillance et de répression.

Nous vivons aussi en n'aimant pas trop certaines vérités qui dérangent. Comme de savoir que des peuples appauvris subissent notre exploitation et notre prédation de leurs ressources; que nous y délocalisons des activités industrielles pour importer des produits bon marché en espérant refiler la facture écologique et sociale aux autres. Tel est notre monde. Porteur de violences certes différentes de celles du passé, mais de violences tout de même.

Qu'elle vienne des États, des mafias, des multinationales ou de mouvances fondamentalistes, la violence sous diverses formes, abjectes ou sournoises, émane d'idéologies telles que le colonialisme, le racisme, le capitalisme et le patriarcat. Elle s'attire d'autres violences – parfois nécessaires dans certains contextes, comme lors de certaines luttes de libération, par exemple –, mais très souvent c'est par la non-violence

*La non-violence est au cœur de nombreuses luttes sociales dans le monde. Actuellement, plusieurs mouvements dans divers pays s'en revendiquent ouvertement, lors de soulèvements populaires autant que lors des mobilisations pour le climat, par exemple. Quel héritage et quelle éthique de l'engagement mettent-ils de l'avant? Quelle pensée stratégique anime leurs actions? Sans être érigé en dogme, le développement d'une culture de la non-violence peut aider nos sociétés à faire face aux défis de notre époque.*

qu'elle est combattue. Le Québec porte une tradition à cet égard, pensons entre autres à la grève générale illimitée du Front commun en 1972, aux opérations Dignité, aux nombreuses actions des mouvements féministes, antimilitaristes ou pour le logement social, aux sanctuaires religieux illégaux pour les réfugiés menacés d'expulsion, aux marches et barricades des peuples autochtones, ou encore au printemps 2012, pendant lequel des milliers de personnes ont désobéi à la loi 78.

Chaque jour dans le monde, la non-violence se vit en actes, par des marches, des grèves, des blocages, des boycotts, des occupations, des refus de coopérer et de respecter lois injustes et couvre-feux – dans une volonté de ne pas recourir à la violence physique. De nombreux soulèvements populaires l'attestent ces derniers temps, entre autres au Soudan, où un mouvement courageux a affronté un régime islamiste corrompu et ouvert la voie à une fragile transition démocratique; en Algérie, où la population envahit les rues pacifiquement depuis plus de 45 semaines pour chasser du pouvoir ses élites dirigeantes et exiger liberté et démocratie; au Liban, où un fort mouvement de protestation a forcé la démission du gouvernement.

Face aux provocations des autorités ou d'autres forces, le défi est grand de ne pas répondre par la violence. C'est le cas du mouvement indépendantiste catalan, constamment mis à l'épreuve par l'État espagnol, qui commence à réussir à pousser dans les câbles ses éléments enclins à la violence, ce



Étienne Prud'homme, *La pelle*, 2019, aquarelle et encre de Chine, 18 x 25,5 cm

qui aide à le diviser et à le réprimer davantage. Tristement, ce mouvement ne bénéficie pas de la solidarité internationale qui peut faire la différence, comme lors du boycott des produits sud-africains à l'échelle mondiale qui a contribué à la fin du régime d'apartheid.

En tant que posture éthique et morale, la non-violence se veut un acte de résistance ancré dans ce que l'être humain a d'unique – sa conscience –, qu'il cherche ainsi à préserver de la barbarie. Ni passivité, ni soumission, elle s'enracine dans une quête de dignité et de justice millénaire. On ne s'en rend pas toujours compte, mais elle façonne la culture dans laquelle nous évoluons chaque jour, peu violente comparativement à ce que nos ancêtres ont connu – et cela même si, paradoxalement, notre civilisation est violente au point de pouvoir causer son propre anéantissement par les armes nucléaires ou la catastrophe climatique.

C'est d'ailleurs sur le front de la lutte pour la justice climatique que différents mouvements d'action non-violente s'imposent. Luttant pour le respect de leurs territoires et de la Terre-Mère, s'opposant à un extractivisme aveugle et aux pipelines, les peuples autochtones y sont en première ligne. Face à eux, les autorités portent l'odieux d'une répression sauvage, comme à Clayoquot Sound, sur la côte ouest de l'île de Vancouver, où près de 800 personnes ont été arrêtées en 1993 pour avoir bloqué des routes forestières, ou lors des camps de résistance organisés dans la réserve de Standing Rock, aux États-Unis<sup>1</sup>.

En Allemagne, le mouvement citoyen écologiste Ende Gelände rassemble chaque année des milliers d'activistes bloquant des mines de lignite à ciel ouvert situées dans la plus grande zone d'émission de CO<sub>2</sub> d'Europe. Courageusement et avec la complicité grandissante des habitants du territoire, il fait augmenter la pression en faveur de la sortie immédiate du charbon, réussissant à élargir ses soutiens dans l'opinion publique, ce qui est l'une des grandes forces de la non-violence.

Ende Gelände, ANV-COP21 ou encore Extinction Rebellion sont des mouvements qui engagent des milliers de personnes dans l'action directe, en les formant et en utilisant une panoplie de moyens tactiques combinés. Ils demandent que leur choix de la non-violence soit respecté lorsqu'ils déploient leurs actions, sans nier à d'autres le droit d'adopter d'autres stratégies. Ils sont complémentaires à d'autres forces de changement, comme le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles, par exemple. Ils tentent aussi d'incarner les valeurs et les manières de vivre – plus écologiques et solidaires – qu'ils veulent voir advenir. Leur ambition de former des mouvements de masse pourrait se révéler déterminante. Cette volonté se manifeste au Québec où elle se confronte, par ailleurs, à des élites politiques et médiatiques pathétiquement ignorantes de la légitimité de la désobéissance civile en démocratie<sup>2</sup> – comme l'atteste le psychodrame collectif provoqué par l'action de quelques militants et militantes d'Extinction Rebellion sur le pont Jacques-Cartier, à Montréal.

« Il y a un grand acte de désobéissance aux lois de la nature qui est perpétré présentement par ceux à qui profite le crime. L'industrie du pétrole, du gaz, et ceux qui la financent [...] sont les premiers à désobéir aux lois de la nature », disait à juste titre Dominic Champagne (*Le Devoir*, 28 octobre 2019). Mais on préfère moraliser, arrêter et faire des procès aux personnes qui, après maintes campagnes et pétitions en tous genres, osent désormais la désobéissance civile pour tenter de faire avancer la transformation civilisationnelle radicale urgente dont dépend notre avenir à tous. Leur nombre augmentera. Quel puissant miroir des turpitudes de notre société les centaines « d'arrêtés du climat » dans différents pays nous tendront-ils un jour ! Révélant, à nouveau, qu'une interpellation puissante et non-violente de notre conscience collective peut ébranler notre monde et, espérons-le, le transformer. ©

« Si nous voulons récolter la moisson de la paix et de la justice à l'avenir, nous devons semer les graines de la non-violence, ici et maintenant, dans le présent. »

MAIREAD MAGUIRE

1. Lire Leena Minifie, « Les gardiens de l'eau et de la terre », *Relations*, n° 790, juin 2017.

2. Voir notre dossier « Le pouvoir de la désobéissance civile », *Relations*, n° 743, septembre 2010.

# LA MANIÈRE DONT ON LUTTE CONSTRUIT DÉJÀ LE MONDE DE DEMAIN

## ENTREVUE AVEC JON PALAIS

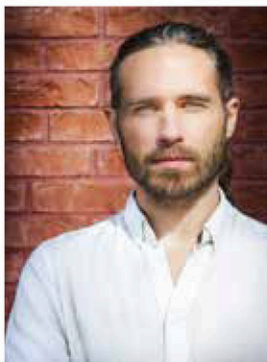


Photo : Hervé Boutet

*Formé comme militant au sein de Greenpeace, Jon Palais est l'une des principales*

*figures de la contestation écologique radicale non-violente en France. Cofondateur en 2015 d'Action non-violente COP21 (ANV-COP21), il a gagné un important procès pour désobéissance civile en 2017. Nous nous sommes entretenus avec lui.*

**D**es mouvements de masse prônant la non-violence sont nés ces dernières années en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs. Pourquoi la non-violence connaît-elle une telle popularité actuellement selon vous et qu'est-ce qui la caractérise ?

**Jon Palais :** Au-delà d'une position morale ou éthique, pour moi la non-violence est aussi un choix stratégique. C'est la stratégie la plus à même de faire émerger un mouvement citoyen de masse, nécessaire pour relever le défi climatique, afin que la transformation radicale du système se fasse en cohérence avec les impératifs de démocratie et de justice sociale. De plus en plus de gens, incluant beaucoup de jeunes, prennent conscience de l'urgence écologique et se tournent vers ces moyens d'action.

La stratégie non-violente se déploie dans une diversité de formes d'action qui vont des grandes marches et rassemblements massifs jusqu'aux grèves, boycotts, actions de désobéissance civile, blocages (de chantiers, de mines, etc.), voire de sabotage – comme avec les Faucheurs volontaires d'OGM qui ont détruit des champs OGM avant qu'ils ne contaminent l'environnement. Son efficacité repose sur la cohérence et la complémentarité de différents types d'actions. Par exemple, le blocage réussi d'une mine de charbon, comme le fait le mouvement Ende Gelände en Allemagne avec des milliers de personnes, est important même s'il n'empêchera pas la mine de fonctionner le reste du temps, car son efficacité doit aussi être jugée sur la base de sa portée politique, du débat qu'il suscite, du rapport de force politique qu'il permet de constituer pour faire évoluer la législation. Car pour effectivement interdire le charbon,

il va falloir aussi des lois, un travail de sensibilisation du public, le développement d'alternatives, etc.

En ce moment, en France, il y a beaucoup de questionnements au sujet des grandes marches pour le climat, du fait qu'elles n'ont pas permis d'obtenir un changement radical de politique au bout de quelques mois. C'est un fait que ce genre d'action est rarement décisif à lui seul. Mais de telles marches sont de formidables portes d'entrée vers des parcours d'engagement et dans la prise de conscience que les gestes individuels ne suffisent pas, qu'il faut un engagement collectif, politique. Elles créent aussi au sein de la population un contexte de légitimité à des actions plus radicales. D'une manière générale, la dimension massive des actions est très importante, non seulement pour avoir un bon rapport de force, mais parce qu'il s'agit de construire un véritable mouvement citoyen afin de changer le système avec les gens.

**Vous puisez de l'inspiration dans la figure de Martin Luther King. Pourquoi ?**

**J. P. :** Le combat de Martin Luther King et la lutte pour les droits civiques en général montrent bien deux caractéristiques fondamentales de la lutte non-violente : la capacité de constituer un rapport de force et celle d'intervenir sur la conscience des gens. La force de la non-violence repose souvent sur une synthèse des deux, alliant des moyens de coercition et des moyens de persuasion qui permettent de révéler l'injustice qui existe, de faire prendre conscience à ceux et celles qui en sont complices qu'ils doivent réagir. C'est ce qui s'est passé avec le mouvement des droits civiques aux États-Unis, où de plus en plus de Blancs ont été interpellés et se sont indignés de la situation vécue par des gens de couleur. Le racisme est une forme de violence et, pour Martin Luther King, il ne pouvait pas être combattu par la violence. Cela n'empêchait pas les actions non-violentes de créer des perturbations, des clivages et des conflits, bien au contraire. Mais le conflit et la violence sont deux choses différentes. L'idée est de créer un conflit pour révéler et combattre une injustice, sans qu'il ne dégénère en violence. Car l'objectif de Martin Luther King n'était pas de combattre les Blancs, mais de combattre le racisme et de permettre une réconciliation.

C'est une lutte inspirante pour nous aujourd'hui, car pour relever le défi climatique et changer radicalement le système, nous avons aussi besoin de rassembler largement et d'allier à la fois rapport de force et prise de conscience.

Il s'agit de transformer le système en profondeur, avec les gens et pour les gens. Ce qu'on cherche à travers la stratégie non-violente, c'est une force capable à la fois de lutter contre un système destructeur et de le neutraliser, et de construire tout ce qui est nécessaire pour le remplacer.

**L'articulation entre alternatives et actions non-violentes est au cœur de l'approche des mouvements parallèles – Alternatiba et ANV-COP21 – que vous avez cofondés. Pourquoi?**

**J. P.:** Le défi aujourd'hui c'est de sortir d'un mode de vie qui n'est absolument pas soutenable écologiquement, mais dont nous sommes dépendants. Si plein de gens utilisent leur voiture, ce n'est pas forcément par passion, c'est aussi parce qu'ils en ont besoin dans les conditions actuelles; idem pour ceux qui vont dans les centres commerciaux,

etc. Alors comment on transforme tout ça? Bien sûr, il faut s'attaquer au capitalisme, aux multinationales, etc., mais le développement des alternatives est aussi fondamental dans une stratégie non-violente – ce que Gandhi appelait le programme constructif, qui consiste à mettre en œuvre avec nos propres moyens, directement depuis la base, les solutions qu'on préconise.

Le boycott du tissu industriel indo-britannique – un des piliers économiques de l'Empire britannique – nécessitait que les Indiens réapprennent et se réapproprient les moyens traditionnels de fabrication artisanale qui étaient tombés en désuétude. Un autre exemple est celui du long boycott des bus à Montgomery aux États-Unis, en 1955-1956, qui a poussé une compagnie de bus au bord de la faillite et l'a ainsi contrainte à abandonner sa politique de ségrégation raciale. Or, ce boycott a nécessité l'organisation d'alternatives efficaces: par exemple, des chauffeurs de taxi noirs acceptaient

## QUELQUES TACTIQUES NON-VIOLENTES

**Normand Beaudet**

L'auteur est un des membres fondateurs du Centre de ressources sur la non-violence

### La non-coopération

Le pouvoir des dirigeants se limite souvent à celui que la population leur concède. Pour cette raison, ceux-ci doivent pouvoir compter sur des personnes qui organisent la subordination et la coopération de la population. Il importe donc de fragiliser ce soutien par l'action populaire non-violente, et la non-coopération est l'un des grands moyens d'y arriver.

La non-coopération est souvent invisible; elle n'est pas nécessairement dans la rue. C'est une action de corrosion graduelle des mécanismes de fonctionnement de la sphère administrative ou politique d'une structure de pouvoir (par exemple, des grèves: tournante, perlée, surprise, de zèle, etc.). Elle peut viser l'action d'un corps policier (refuser de se disperser, par exemple), d'une institution publique (par l'inefficacité délibérée des employés, par exemple) ou même d'un gouvernement (refuser de payer ses impôts, par exemple). Ces tactiques de lutte ont été utilisées tout au long de l'histoire pour contrer l'établissement et le maintien de pouvoirs illégitimes.

### Le boycott

Le boycott vise à faire subir une perte économique à une entreprise ou à un État et à nuire à sa réputation, et ce, suffisamment pour l'obliger à céder face aux revendications citoyennes. Ces pressions économiques et sociales s'accompagnent d'un autre levier important: une campagne d'information et de sensibilisation.



Étienne Prud'homme, *L'arbre*, 2019, aquarelle et encre de Chine, 18 x 25,5 cm

Quelques exemples: le boycott nord-américain des raisins de Californie, organisé par les travailleurs agricoles d'origine mexicaine exploités dans les années 1970, qui a mené à l'amélioration de leurs conditions de travail; le boycott des produits d'Afrique du Sud, qui a contribué à la fin du régime d'apartheid; la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël (BDS). Celle-ci vise à faire

les passagers noirs au tarif du bus alors que les blancs continuaient de payer le tarif normal; ils organisaient des taxis collectifs et ils ont même réussi à organiser certaines lignes de bus par leurs propres moyens. La non-coopération – arrêter de coopérer avec le système soit en désobéissant aux lois, soit en arrêtant de consommer un produit, etc. – est à mes yeux la forme d'action non-violente la plus puissante. Mais c'est aussi la plus exigeante, car elle nécessite d'être développée massivement et en complément d'alternatives qui doivent être elles aussi massives.

C'est dans cette optique que nous avons fondé Alternatiba en amont de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP21) à Paris en 2015, en faisant converger plein de secteurs qui développaient des alternatives (alimentation, transport, énergie, etc.) sur leurs territoires. Ce mouvement s'applique à montrer que le monde qui se construit grâce à ces alternatives est beaucoup plus désirable et porteur de

sens que celui dans lequel on vit aujourd'hui. ANV-COP21 s'est créé un peu plus tard dans l'optique de mener des actions de désobéissance civile pour s'opposer aux projets et aux politiques climaticides. Aujourd'hui, ces deux mouvements sont jumelés: ils constituent les deux piliers sur lesquels nous essayons de construire une stratégie non-violente complète.

### Comment ce choix revendiqué de la non-violence a-t-il été reçu?

**J. P.:** Le pouvoir cherche régulièrement à faire passer les mouvements d'opposition pour des mouvements violents, afin de mieux les réprimer et les discréditer. C'est donc important pour nous de ne pas tomber dans ce piège. Nous annonçons donc très clairement que nos actions sont non-violentes, mais aussi déterminées. Nous assumons

pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette fin à l'occupation et à la colonisation des territoires palestiniens et reconnaissent les droits fondamentaux des Palestiniens d'Israël à une pleine égalité. En plus du boycott des produits israéliens, la campagne fait pression sur les artistes et intellectuels pour qu'ils refusent de se rendre en Israël jusqu'à ce que le gouvernement israélien cesse ses violations de droits humains et de droits internationaux. Au Québec, des pressions sont actuellement faites sur la chanteuse Céline Dion pour qu'elle annule ses concerts prévus à Tel Aviv, en août 2020.

### La désobéissance civile

La désobéissance civile est l'un des grands axes autour desquels l'action non-violente s'organise. Les citoyens qui y participent jugent que les actions légales ne suffisent plus à convaincre les dirigeants d'agir de façon juste. Ils commettent ainsi un acte illégal pour faire prendre conscience d'une loi ou d'une situation injuste et dénoncer celle-ci. Les risques de répression, d'arrestation et de procès participent à la réalisation de ces objectifs.

Une action aux lourdes conséquences a été posée le 5 avril 2018. Sept militants catholiques américains (trois femmes et quatre hommes, dont un jésuite) du mouvement Plowshares – nom faisant référence à un verset du livre d'Isaïe: «ils briseront leurs épées pour en faire des socs (*plowshares*)» – sont entrés sur la base navale de Kings Bay, en Géorgie, port d'attache des sous-marins à propulsion nucléaire Trident. Ils ont endommagé au marteau une statue représentant un missile, versé du sang humain et brandi une bannière dénonçant le danger des armes nucléaires pour la survie de l'humanité. Reconnus coupables le 24 octobre dernier, ils sont passibles d'une peine de 20 ans de prison. Leur geste leur vaut de nombreux appuis à travers le monde, faisant connaître leur courage, l'importance et la justesse de leur cause.

### Blocage et occupation

Le blocage est une forme de désobéissance civile. Le principe est simple: occuper un espace donné (rue, chantier, centre administratif, etc.) pour en empêcher le fonctionnement normal. Cette action directe est souvent accompagnée d'une forme de théâtralité qui frappe l'imaginaire des gens afin d'accroître la portée du message. Un exemple probant est le *die-in* (tapis humain formé de personnes couchées à terre), qui sert à dramatiser l'impact mortel d'une activité de l'État ou d'une entreprise. Il est souvent utilisé, entre autres pour les enjeux de guerres et, récemment, pour les enjeux climatiques par des groupes comme Greenpeace et Extinction Rébellion. Le blocage de routes et de chantiers contre les oléoducs a aussi été pratiqué en force ces dernières années. Au Québec et au Canada, la tactique des barricades est régulièrement utilisée par les nations autochtones pour obstruer le passage dans leurs communautés afin de protester contre l'exploitation de ressources – non voulue ou sans retombée économique et sociale pour elles – sur leur territoire ou pour revendiquer des droits territoriaux.

L'occupation est aussi une forme courante d'obstruction citoyenne, souvent pratiquée par le FRAPRU, notamment. Elle dure généralement de quelques heures à plusieurs jours et permet d'attirer l'attention sur un enjeu. Parfois, elle se transforme en squat à long terme pour revendiquer le droit au logement ou s'opposer à l'exploitation d'une ressource, à un site militaire, etc. Depuis longtemps au Québec, cette tactique est utilisée par les mouvements sociaux et étudiants, visant des bureaux d'institutions et de politiciens, ou encore des banques.

complètement le caractère illégal de nos actions, que nous jugeons légitimes.

Quand nous avons lancé ANV-COP21 en 2015 avec cette approche, cela a correspondu à une attente réelle de beaucoup de gens qui souhaitaient un cadre parfaitement clair pour agir de manière à la fois non-violente et déterminée. Bien sûr, ça a déplu à d'autres, il y a même eu de l'intimidation et des menaces. Pourtant, ces critères de non-violence ne s'appliquent qu'aux actions que nous organisons nous-mêmes, et nous ne cherchons jamais à les imposer aux autres. Malheureusement, ce n'est pas toujours réciproque, et il arrive que des groupes imposent d'autres tactiques par la force, de manière antidémocratique, dans des actions organisées et annoncées comme non-violentes. De ce point de vue aussi, le développement d'une ligne non-violente reste quelque chose qui demande beaucoup de détermination et de persévérance.

La stratégie non-violente est souvent mal comprise et confondue avec une posture dogmatique. Pourtant, choisir une stratégie non-violente n'empêche pas de reconnaître qu'il y a des situations où la violence est la seule option

## Le développement des alternatives est fondamental dans une stratégie non-violente.

possible. La violence peut notamment être nécessaire dans des situations d'autodéfense, ou pour éviter des violences plus grandes. Mais la violence déshumanise forcément la personne qui la subit comme la personne qui l'exerce. En ce sens, même quand elle est nécessaire, elle comprend malheureusement toujours une part d'échec. C'est précisément parce que la violence peut se révéler, dans certaines conditions, la seule option qu'il est d'autant plus important de développer une force non-violente la plus efficace possible dès maintenant, afin de ne pas être acculés plus tard à n'avoir plus que le choix de la violence.

**Vous avez gagné un procès pour désobéissance civile dans le cadre du mouvement des Faucheurs de chaises<sup>1</sup> qui réquisitionnaient des chaises dans des banques pour dénoncer leur rôle dans les paradis fiscaux. Que retenez-vous de cette victoire?**

**J. P.:** Ce projet, mené par Bizi!, ANV-COP21, ATTAC et les Amis de la Terre, liait deux luttes majeures: celle contre les paradis fiscaux et celle pour la transition écologique. On procédait à un pseudo-vol, un vol symbolique pour dénoncer un vol beaucoup plus scandaleux et pour dire que l'argent de la transition écologique existe: il est dans les paradis fiscaux. Devenu très médiatique par son originalité, le mouvement a culminé en décembre 2015 à Paris avec le Sommet des 196 chaises (sur 243 prises partout en France), organisé en marge de la COP21. J'ai ensuite été poursuivi en justice pour le «vol en réunion» de chaises dans une agence de BNP Paribas. La BNP s'était constituée partie civile, car elle comptait au départ demander des dommages et intérêts importants afin de faire un exemple et stopper

le mouvement. Mais au fur et à mesure que la mobilisation prenait de l'ampleur et que la médiatisation s'intensifiait, il devenait évident que c'est nous qui avions la sympathie de l'opinion publique, et qu'eux auraient du mal à paraître crédibles à demander réparation pour quelques chaises alors qu'on les accuse d'organiser un système qui nous fait perdre collectivement des milliards d'euros. Ils ont donc revu leur stratégie, et n'ont finalement demandé qu'un euro symbolique, sans doute afin de ne pas passer pour les «méchants» de l'histoire. Le jour J, ils ne se sont finalement même pas présentés au tribunal! On a réussi, en se mobilisant et en s'attirant de nombreux soutiens, à médiatiser l'affaire, à transformer ce procès en procès de l'évasion fiscale et à faire entendre par la Cour la légitimité de nos actions de désobéissance. De plus, BNP Paribas a par la suite décidé de fermer ses filiales dans les îles Caïmans, ce qui était une de nos revendications. Plus tard, à la suite d'une autre phase de cette campagne, elle a revu sa politique climat et a divisé par dix ses soutiens à des secteurs d'énergies fossiles extrêmes.

Ce qu'on essaie de faire avec ce type d'action, c'est de poser des dilemmes à l'adversaire. Dans ce cas, si BNP ne réagissait pas, ça montrait qu'ils avaient quelque chose à se reprocher... Mais en réagissant, la banque s'exposait sur un sujet qui était très délicat pour elle. Dans les deux cas, c'était pour eux une mauvaise option, qu'on pouvait exploiter, quelle que soit leur réaction. Bien sûr, on ne peut pas miser l'ensemble d'une stratégie non-violente sur un procès potentiel, parce que ce n'est pas nous qui décidons si nous serons poursuivis, mais c'est un bel exemple de comment on peut retourner la répression contre celui qui l'exerce.

Nous menons, depuis, d'autres projets qui entraînent des procès de militants où nous tentons de braquer les projecteurs sur les vrais responsables du désastre et de l'injustice climatiques<sup>2</sup>. Je crois beaucoup que le chemin compte, et pas seulement la destination. Gandhi disait que la fin est dans les moyens, comme l'arbre est dans la semence. La manière dont on lutte construit déjà le monde de demain, et c'est aussi ce qui rend important le choix de la non-violence, car c'est ce qui nous permet de développer une contre-culture, une culture de non-violence, de tolérance, de solidarité, de coopération. 🌱

## Entrevue réalisée par Catherine Caron

1. Clin d'œil aux Faucheurs d'OGM.

2. Lire en complément «Jon Palais: "L'enjeu est la transformation collective, pas la transformation individuelle"», *Reporterre*, 22 décembre 2018.

# LA NON-VIOLENCE, UNE MANIÈRE DE VIVRE

*Face aux multiples formes de violence qui mutilent la vie humaine et la nature, la non-violence peut nous aider à refonder la société sur de nouvelles bases.*

**Jean-Claude Ravet**

L'auteur, collaborateur de *Relations*, en a été le rédacteur en chef de 2005 à 2019

**D**e plus en plus de gens savent de quoi il en retourne quand on parle d'actions non-violentes. Celles-ci ont fait leurs preuves et ont été adoptées par nombre d'organisations et de mouvements sociaux – notamment par le mouvement écologique. Dans leur combat pour la justice et la liberté, ces groupes visent à conscientiser la population à leur cause et à la mobiliser malgré la menace de la répression, tant en régime démocratique que sous la dictature. Pensons, plus près de nous, aux *sit-in* sur les places publiques ou aux blocages de rues organisés par Extinction Rébellion.

Ainsi, bon nombre de préjugés à l'égard de la non-violence sont par le fait même tombés. Elle ne peut plus, désormais, être confondue avec de la passivité ou targuée de voie d'évitement des conflits. Loin, en effet, d'éviter les

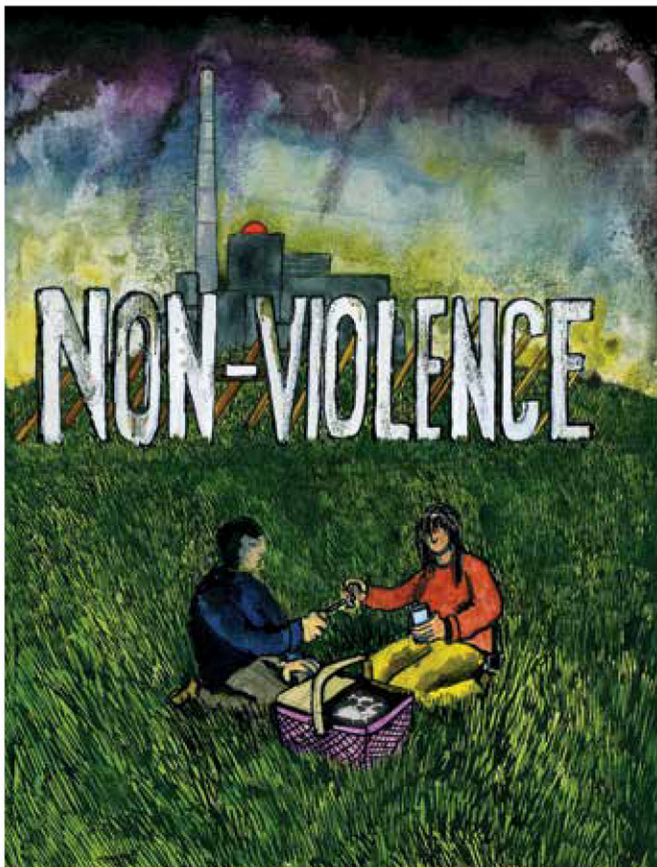
vconflits – parfois même elle les provoque –, la non-violence vise cependant à rompre la spirale de la violence, qui renforce l'homogénéité du bloc antagoniste. Elle se sert de la violence de l'adversaire, soit subie (arrestations, répression, par exemple), soit dénoncée (rapacité, exploitation, etc.), comme levier pour lui retirer le soutien de l'opinion publique.

L'accusation d'inefficacité de la non-violence tombe aussi de plus en plus à plat<sup>1</sup>. Déjà dans les années 1970, alors que cette stratégie de lutte était couramment appelée «résistance passive», la philosophe Hannah Arendt faisait remarquer qu'il était assez ironique qu'on appelle de la sorte «l'un des moyens d'action les plus actifs et les plus efficaces que l'on ait inventés<sup>2</sup>». À cette époque, d'ailleurs, le sociologue américain Gene Sharp avait déjà répertorié plus de 200 tactiques non-violentes<sup>3</sup>.

## Appel radical au changement

Mais réduire la non-violence à une stratégie de lutte, si efficace soit-elle, ne permet pas de comprendre toute la puissance émancipatrice qu'elle recèle. Ce qui n'a pas échappé à Gandhi, par exemple, pour qui la non-violence, en tant que méthode de lutte sociale, exigeait un nouveau mode d'organisation sociale et politique (désigné par les termes *swaraj* et *swadeshi*<sup>4</sup>) et une nouvelle manière de vivre (*satyagraha*).

Il n'est pas anodin que les dimensions politique et économique, autant qu'éthique et culturelle, de la non-violence apparaissent dans toute leur pertinence au moment même de la convergence de deux crises aux conséquences planétaires: la crise de la globalisation capitaliste et la crise écologique sans précédent – qui lui est concomitante. Car la non-violence se présente dans ce contexte comme une manière de sortir de l'impasse civilisationnelle catastrophique à laquelle nous acculent ces crises, porteuses d'une violence séculaire exercée impunément contre les êtres humains (et particulièrement les plus pauvres), au nom de l'appât du gain et du droit absolu de dominer la nature et d'en abuser librement. Elle le fait en n'acceptant plus, comme une fatalité ou le prix du progrès, les multiples formes de violences et de rapports de pouvoir qui structurent la société. Parmi celles-ci, notons bien sûr le productivisme et le consumérisme, et avec eux leurs principaux complices que sont l'agrobusiness, l'élevage industriel et l'extractivisme, qui n'ont de cesse de réduire toute chose, tout être et la vie même en valeur monétaire, en marchandises ou en simples ressources à exploiter. On trouve également en bonne place l'idéologie dominante qui modèle nos existences en véritables rouages d'un système impersonnel, écrasant la subjectivité vivante, sensible et créatrice de sens, au nom d'un «fétichisme de l'objectivité» comme l'appelle



Étienne Prud'homme, *Non-violence*, 2019, aquarelle, marqueur chinois et encre de Chine, 18 x 25,5 cm

le philosophe Jean Vioulac. «Le mort vampirisant le vif», dirait Marx.

Au 150<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Gandhi, le 2 octobre dernier, une grande marche pour la justice et la paix est partie de Delhi pour rejoindre Genève. Son objectif : porter la voix des sans-voix de toute la planète en promouvant la non-violence comme stratégie mondiale de changement. Tout au long du parcours de milliers de kilomètres, les marcheurs et marcheuses initieront la population qu'ils croiseront, à chaque étape du voyage, à l'action et aux modes de vie non-violents. À l'occasion du départ de la marche, le philosophe de l'environnement Dominique Bourg visait juste :

«Il ne nous reste que très peu de temps face à l'effondrement qui vient. Le choix est très simple : soit renoncer, mais ce n'est pas une option pour nos enfants, soit tout tenter et être des millions à se rassembler autour de cette idée simple : «être soi-même le changement que l'on veut voir dans le monde», comme le prônait Gandhi. La non-violence n'est pas l'abandon, elle n'est pas la passivité : elle est au contraire une forme active de résistance. Elle refuse la complicité avec le monde tel qu'il est. Elle ne veut pas simplement aider au changement de cap. Elle est la marque d'une impatience : face à l'inertie des gouvernements, elle veut opérer le changement à partir des innovations dont les plus démunis et les exclus sont les auteurs. Sachons saisir cette opportunité.» (*Le Temps*, 2 octobre 2019)

Cette adhésion à une lutte et à une manière de vivre non-violentes est d'autant plus urgente que la spirale de la violence risque de s'emballer dans les années qui viennent. Les forces économiques, qui puisent dans l'état de choses actuel trop de puissance et de richesse pour changer d'elles-mêmes de cap, feront tout en leur pouvoir pour maintenir le statu quo, et cela même si l'avenir de l'humanité est compromis. Elles le feront soit par cynisme – «Après moi le déluge» –, soit par fanatisme, soutenues par l'idéologie transhumaniste délirante, selon laquelle la destruction de la nature est une étape inévitable de l'évolution, l'avenir de l'humain étant dans son dépassement dans la technique.

Si la stratégie de lutte non-violente met du sable dans l'engrenage de la déshumanisation et de la destruction de la nature, la non-violence en tant que manière de vivre apparaît pour sa part comme une façon de créer des oasis d'humanité dans le désert qui croît, d'ouvrir l'horizon sur un avenir gros d'espérance.

### Culture de la non-violence

La culture de la non-violence porte en elle une conception radicalement différente du pouvoir de celle qui s'est imposée dans nos sociétés occidentales et capitalistes et sur laquelle sont fondés la politique et l'État : le pouvoir en tant que «pouvoir sur». Cette conception instrumentale et hiérarchique du pouvoir, faisant de la violence une alliée privilégiée pour asseoir son autorité dans la société, contribue à reproduire comme «normaux» les rapports sociaux de domination, l'exclusion, les inégalités sociales et la soumission d'une majorité à une élite. À cette conception du

pouvoir, la culture de la non-violence en oppose une autre, où ce dernier est compris comme «pouvoir de». Centrée sur le partage de la parole et l'action collective, cette vision du pouvoir est intimement liée à la démocratie, à la formation critique de l'opinion publique, au débat ainsi qu'à des institutions qui soutiennent la participation citoyenne et la résolution non-violente des conflits. Il va sans dire qu'elle appelle ultimement à une nouvelle forme d'État, décentralisé, favorisant davantage l'autonomie politique et affranchi du complexe militaro-industriel, allant même jusqu'à développer une défense civile non-violente comme alternative à l'armée.

La culture de la non-violence concerne aussi notre rapport au monde, contaminé par des logiques de pouvoir et une haine de la vie propres au capitalisme. Elle privilégie les valeurs relationnelles comme la solidarité, le partage et la convivialité, aux valeurs instrumentales et marchandes, comme l'efficacité, la rentabilité, l'utilité et le profit, qui, si elles ne sont pas subordonnées aux premières, ne peuvent qu'en venir à mutiler l'humain et la nature. Elle ne considère pas la fragilité de l'existence comme une tare, ni ne cherche à l'éluder ou à la masquer ; au contraire, elle en fait le terreau propice au déploiement des liens de solidarité et du pouvoir du dialogue. En ce sens, elle appelle à s'engager avec confiance dans une relation d'accueil de l'autre et de réciprocité entre les humains et la nature. Parce que bien vivre, pour elle, c'est renouer avec une vie simple et sobre, centrée moins sur l'avoir que sur l'être et sur l'approfondissement des liens qui nous unissent à la vie. Parce que le fait de s'être déconnectés de la nature, dont nous faisons pourtant pleinement partie, constitue une terrible violence d'abord contre soi, puis contre la Terre, notre maison commune.

**La non-violence en tant que manière de vivre apparaît pour sa part comme une façon de créer des oasis d'humanité dans le désert qui croît, d'ouvrir l'horizon sur un avenir gros d'espérance.**

Sur les chemins de l'amour du monde et de la vie, certes semés d'obstacles et de périls, la non-violence est certainement un guide précieux. 🌱

1. Voir Dominique Boisvert, *Nonviolence. Une arme urgente et efficace*, Montréal, Écosociété, 2017.

2. H. Arendt, *La condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, p. 261.

3. G. Sharp, *The Politics on Nonviolent Action. Part One. Power, struggle and defense*, Boston, Porter Sargent Publisher, 1973 ; voir <ecosociete.org/livres/la-lutte-nonviolente>.

4. Lire Rudolf C. Heredia, «Autonomie et interdépendance chez Gandhi», *Relations*, n° 798, octobre, 2018.

5. Voir Serge Mongeau (dir.), *Pour un pays sans armée*, Montréal, Écosociété, 1993.

## QUAND LES MOTS SONT DES FENÊTRES ET NON DES MURS

Anne-Marie Claret

L'auteure est professeure de philosophie au Cégep du Vieux-Montréal et membre du Centre de formation sociale Marie-Gérin-Lajoie

La non-violence interroge nos façons de vivre. Dans la vie de tous les jours, une culture de non-violence permet non seulement de débusquer les rapports de pouvoir incrustés dans les relations interpersonnelles, mais elle redonne également aux personnes un pouvoir d'agir, car, qu'elle soit sur la scène politique ou sur celle du quotidien, la non-violence nécessite toujours un travail sur soi. Contrairement à la violence qui déshumanise, elle est une éthique en action qui nous fait renouer avec notre humanité en nous conviant à mettre davantage de conscience et de bienveillance dans nos interactions quotidiennes, ce qui nous amène à moins appréhender le conflit.

C'est cet aspect de la non-violence qui a conduit le psychologue Marshall Rosenberg à peaufiner un art du dialogue qu'il a nommé communication non-violente (CNV), connue aussi sous le nom de communication consciente. Marshall Rosenberg fut un élève de Carl Rogers et plusieurs des caractéristiques de la CNV découlent de la psychologie rogérianne d'orientation humaniste. Ainsi, basée sur l'écoute empathique, la CNV nous invite à entendre et à écouter la parole de l'autre, tout en étant capables d'exprimer de façon claire et respectueuse ce que l'on vit, surtout lorsque cette parole nous interpelle ou nous heurte. Pour y arriver, la CNV telle que conçue par Rosenberg<sup>1</sup> propose une démarche schématisée en quatre moments: observation, sentiment, besoin et demande – une approche qui n'est pas sans rappeler la « conversation » dans la spiritualité ignatienne.

La première recommandation est d'éviter de commencer une interaction par un jugement (évaluation, critique, interprétation) et de plutôt faire part d'une observation, c'est-à-dire de décrire de la façon la plus neutre possible un événement ou un fait qui est source potentielle de conflit. La deuxième étape réside dans l'identification du sentiment que l'événement en question a fait naître en nous, en veillant à s'exprimer à partir d'un je plutôt que de recourir au tu accusateur qui met l'autre sur la défensive; cette étape permet de clarifier ce qui se passe en soi. Afin d'aller plus loin dans cette voie, la troisième étape nous conduit à aller voir plus profondément au cœur de notre vulnérabilité quel est le besoin à l'origine de ce ressenti. Le mot besoin ne signifie pas ici une lubie ou un désir passager, il reflète plutôt une dimension vitale de notre équilibre, par exemple un besoin de sécurité, de reconnaissance ou de sens. Finalement, plutôt que de se réfugier dans une passivité silencieuse ou de réagir agressivement, la prise de conscience de ce besoin nous ai-



Étienne Prud'homme, *Mur de Berlin*, 2019, aquarelle, fusain, sanguine et encre de Chine, 15 x 23 cm

dera à formuler respectueusement une demande concrète, ce qui est fort distinct d'une exigence ou d'un reproche déguisé en rhétorique douceuse.

Comme pour tout programme visant un mieux-être humain, la CNV n'est pas à l'abri de dérives ou de critiques. Certains pourraient lui reprocher d'être un nouveau cadre normatif de la communication pouvant paradoxalement être ressenti comme une violence symbolique par qui la reçoit sans y avoir pleinement adhéré. Écouter avec empathie, c'est parfois aussi respecter ce qui est inextricablement *autre* dans l'autre. D'aucuns estimeront pour leur part que la CNV n'est pas assez politique. Or, c'est méconnaître le fait que ce type de communication s'est souvent retrouvé au cœur d'importantes négociations et de processus de résolution de conflits dans plusieurs communautés traversées par la guerre ou en situation de crise. En définitive, la connaissance, et surtout la mise en pratique de la communication non-violente, vient contribuer humblement et patiemment à retisser le lien social. Il ne faut jamais sous-estimer le travail de l'ombre ni la force du quotidien.

1. Voir entre autres M. Rosenberg, *Les mots sont des fenêtres (ou des murs)*. Introduction à la Communication NonViolente, Genève, Éd. Jouvence, 1999.

# UNE ARMÉE DÉCOUVRE LA NON-VIOLENCE

*Le mouvement zapatiste au Chiapas est un exemple éclairant de passage progressif d'une résistance armée à une stratégie de lutte non-violente.*

**Martin Hébert**

L'auteur est professeur au Département d'anthropologie de l'Université Laval et vice-président du Centre de ressources sur la non-violence

**L**es chemins qui mènent à la non-violence et qui permettent de persister dans cette voie sont multiples et souvent tortueux. S'engager dans la lutte non-violente exige de s'exposer à des critiques qui viendront tant des gens qui partagent nos objectifs que de celles et ceux qui s'y opposent. Les actions non-violentes seront perçues, pour les uns, comme une marque de timidité dans l'engagement; pour les autres, comme perturbatrices de l'ordre et troubles publics à condamner. La réponse à cette double remise en question repose en partie sur la capacité d'évoquer des exemples historiques démontrant que l'action non-violente peut à la fois être légitime et efficace.

Dans cette démonstration, il faut s'affranchir de la dichotomie du tout-ou-rien, de cette vision où nos modèles de la non-violence sont soit sacralisés, soit reniés, puis éjectés du panthéon des figures emblématiques de la non-violence pour cause d'imperfection. Nous avons besoin de modèles faillibles et ambigus. Nous en avons besoin non pas pour réduire les attentes face à notre engagement en faveur de la non-violence, mais plutôt pour comprendre comment cette dernière se construit dans le doute tactique et dans l'adversité de la répression. À cet égard, le mouvement zapatiste a beaucoup à nous apprendre.

## Armée zapatiste de libération nationale

Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, lorsque l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) a fait irruption dans la médiasphère mondiale, son modèle d'action n'était certainement pas celui de la non-violence. La première Déclaration de la Selva Lacandona – manifeste zapatiste rendu public cette journée-là – se présentait explicitement comme une déclaration de guerre. L'EZLN y affirmait que « nous nous soumettons aux lois de la guerre selon la Convention de Genève, et cela depuis que nous avons créé l'EZLN comme force armée de notre lutte de libération » (Marie-José Nadal, *À l'ombre de Zapata*, La pleine lune, 1994, p. 141).

L'image qui était alors projetée par le mouvement en était une de marche armée vers la capitale du pays – une avancée qui nécessiterait inévitablement des combats contre l'armée mexicaine qui refuserait de capituler devant le soulèvement autochtone et populaire annoncé. Douze jours d'affrontements suivirent cette déclaration de guerre initiale. Il y a eu des morts de part et d'autre. Un homme ayant pris part à ladite « bataille d'Ocosingo », qui eut lieu du 2 au 4 janvier 1994, me raconta, par exemple, la férocité des combats, le bruit des balles qui sifflaient dans tous les sens autour de lui, et comment il y perdit son fils.

Bien que les premières journées du mois de janvier 1994 aient donné à penser que l'EZLN se trouvait engagée sur la même voie tragique que celle empruntée par d'autres guérillas latino-américaines avant elle, son parcours fut cependant bien différent. Certes, les zapatistes n'ont jamais officiellement déposé les armes, mais en 25 ans ils n'ont plus jamais pris l'initiative d'une autre offensive armée. Malgré des incursions très brutales de l'armée mexicaine dans les communautés de la Selva Lacandona en février 1995, malgré les tactiques de guerre de basse intensité déployées par la suite par le gouvernement mexicain dans la région, malgré le terrible massacre d'Actéal perpétré en



Étienne Prud'homme, *Femmes zapatistes*, 2019, plume et encre de Chine, 21,5 x 28 cm

1997 par un groupe paramilitaire contre des sympathisants de la cause zapatiste, l'EZLN a maintenu son engagement dans la non-violence. En fait, certaines de ses actions ont explicitement visé à souligner cette transformation tactique, comme en décembre 2012, lorsque plus de 50 000 personnes appartenant aux « bases d'appui » zapatistes marchèrent sans armes et en silence jusqu'à la place centrale de quatre des cinq villes dont l'EZLN avait envahi les mairies le 1<sup>er</sup> janvier 1994. Ce fut une manière, pour les zapatistes, de rappeler leur présence comme force politique, mais cette fois par des moyens non-violents.

Le caractère stratégique de cette décision semble assez clair. Même si l'EZLN a pu bénéficier de l'effet de surprise le 1<sup>er</sup> janvier 1994, l'arrivée massive de renforts de l'armée mexicaine laissait peu de doute quant à l'inégalité des forces militaires en présence. Attentifs à l'appel au cessez-le-feu et à la négociation lancé par l'évêque de San Cristobal de Las Casas, Don Samuel Ruiz, et en comprenant que l'appui de la société civile nationale et internationale serait en grande partie conditionnel à ce que l'EZLN ne s'enfoncé pas plus avant dans la lutte armée, les zapatistes ont fait preuve de jugement et d'intelligence. Toutefois, on peut difficilement dire que cette décision émanait de principes inébranlables. L'EZLN a continué d'entraîner ses troupes et de développer son infrastructure logistique dans la Selva alors même qu'elle participait à des pourparlers avec le gouvernement et à des forums organisés par la société civile. Cette option pour la « voie politique » n'était pas uniquement le produit d'un calcul stratégique. Il faut voir que le chemin de l'action non-violente en est venu à avoir des effets globaux qui ont profondément changé l'EZLN et son rôle dans les luttes menées par les gens de la Selva Lacandona. On peut le constater notamment dans la série de déclarations faites en 1996, qui allaient définir le « zapatisme civil », en particulier la quatrième Déclaration de la Selva Lacandona (1<sup>er</sup> janvier 1996) qui lança la création du Front zapatiste de libération nationale (FZLN). Ce dernier était constitué de 127 « comités civils de dialogue », qui prirent en charge une multitude de projets communautaires axés sur l'autonomie autochtone, notamment en matière d'éducation primaire et secondaire. En 2005, le FZLN fut dissous pour remettre l'EZLN au cœur du zapatisme civil, mais les initiatives locales mises sur pied par les comités, elles, ont perduré.

### Le chemin de l'action non-violente en est venu à avoir des effets globaux qui ont profondément changé l'EZLN et son rôle.

La transformation vers le zapatisme civil est visible tout au long du quart de siècle qui s'est écoulé depuis le début du soulèvement zapatiste, mais particulièrement dans la dernière lettre publiée par le célèbre sous-commandant Marcos, qui a été l'une des figures emblématiques du caractère armé de la lutte zapatiste. Annonçant la décision collective de mettre fin à la vie publique de son personnage

en mai 2014, Marcos revient dans cette lettre sur l'histoire du mouvement, et particulièrement sur les débats entourant la voie à suivre après les combats de 1994 :

« Que ferions-nous maintenant ? Former un plus grand nombre et de meilleurs soldats ? Investir des ressources dans l'amélioration de notre machine de guerre cabossée ? [...] Envisager que de tuer ou mourir est notre seule destinée ? Ou était-ce plutôt préférable de reconstruire le chemin de la vie, celui qui avait été brisé et qui continue d'être brisé par ceux d'en haut ? » (Lettre de l'EZLN, mai 2014, traduction libre).

La détermination pour la lutte et le changement est la même que celle trouvée dans la première Déclaration de la Selva Lacandona, écrite 20 ans plus tôt, mais quelque chose a changé. Dans les premiers communiqués de l'EZLN, l'idée que les femmes et les hommes insurgés n'ont plus rien à perdre est fréquente ; à la limite, on les dépeint comme déjà morts. Le communiqué du 6 janvier 1994 débute, par exemple, par les vers : « Nous sommes ici, nous les morts de toujours. / Pour vivre aujourd'hui, nous sommes prêts à mourir une autre fois. » Mais dans la « lettre d'adieu » de Marcos, on détecte une prise de conscience de la futilité de penser son action par rapport à ce chemin de la mort, même si d'autres nous ont forcés à y marcher pendant cinq siècles. Le sens, l'action qui vaut la peine d'être entreprise est celle qui nous fait avancer sur le chemin de la vie, aussi endommagé soit-il.

Ces paroles, et ce changement de ton, reflètent ce qui doit être l'une des actions non-violentes les plus difficiles à prendre pour un leader militaire : celle de reconnaître que ce qu'il représente ne sert plus sa cause. Ce faisant, comme le dit Marcos, il a cessé d'être un soldat et est devenu un rebelle. Il a cessé de se définir en fonction d'une opposition et d'une confrontation éventuelle dont la préparation consumait sa vie et la vie de l'EZLN. Il a opté pour la reconstruction, pour faire un pas de côté.

La décision de laisser de la place à la « voie politique » dans les années 1990 et de dialoguer avec la société civile et les communautés autochtones de la Selva – qui n'étaient certainement pas toutes en faveur de la lutte armée, comme les importants clivages dans la région l'ont montré – a créé un espace propice à des perspectives plurielles au sein même du zapatisme. La solide hiérarchie qui régnait dans l'EZLN en 1994 s'est graduellement transformée en intégrant des expériences et des innovations communautaires menées de façon beaucoup plus horizontale<sup>1</sup>. Sa stratégie militaire s'est également ouverte à d'autres stratégies de résistance, plus patientes et plus démocratiques, apprises par les communautés mayas au fil des siècles.

Alors le mouvement zapatiste peut-il être considéré comme non-violent ? Entendons-nous pour dire qu'il a appris à le devenir. ☺

1. Voir Claude Morin, « Les zapatistes 20 ans plus tard », *Relations*, n° 771, avril 2014.

# ARTISANES DE PAIX EN COLOMBIE

*En éradiquant la culture du pavot, les femmes ingas mettent de l'avant une non-violence active pour reprendre le contrôle de leur milieu de vie au bénéfice de leur communauté.*

**Yira Lazala**

L'auteure est candidate au doctorat au Département d'anthropologie et de sociologie du développement à l'Institut des hautes études internationales et du développement, à Genève

La Colombie est un pays marqué depuis longtemps par la violence et les conflits armés. En dépit des accords de paix signés en 2016, entre l'ancienne guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et le gouvernement colombien, la violence persiste. Différents groupes armés luttent entre eux pour le contrôle des secteurs d'activité économiques illégaux. En effet, les territoires autochtones, afro-colombiens et paysans, en particulier ceux situés dans les régions frontalières, sont victimes des effets néfastes de l'extraction minière clandestine et du commerce de cultures à usage illégal (coca, pavot, etc.). Dans ce contexte, les actions non-violentes de femmes autochtones œuvrant à la pacification du pays restent malheureusement méconnues.

Un exemple de telles actions est la lutte que le peuple Inga d'Aponte a menée à partir de 2003. En réussissant à éradiquer la culture du pavot sur leur territoire, les femmes de cette communauté ont joué un rôle central dans le retrait progressif des groupes armés qui y sévissaient, rendant possible le rétablissement de la paix. En Colombie, la cessation de la violence dépend en grande partie de l'efficacité et de la pertinence des actions entreprises pour remplacer le commerce de la drogue.

Depuis les années 1990, des groupes armés occupaient le territoire indigène Aponte du peuple Inga, situé dans le département de Nariño, à la frontière sud de la Colombie. De nombreux habitants d'autres régions s'y sont aussi installés, attirés par la culture du pavot, alors en plein essor, car très lucrative. L'économie du pavot ainsi que les tentatives étatiques visant son élimination forcée ont entraîné des séquelles sociales et environnementales sur le territoire inga : déforestation ; détérioration de la qualité du sol et de l'eau ; menaces constantes, meurtres, couvre-feux et confinements imposés par les groupes paramilitaires, la guérilla et les narcotrafiquants ; perte de la culture et de la langue ingas ; augmentation de la violence à l'égard des femmes ; accroissement de la consommation d'alcool et de drogues ; abandons scolaires motivés par l'attrait monétaire des « fermes de pavot ». Les femmes ingas ont été en première ligne pour tenter de sortir de ce cycle mortifère.

## Reconquérir le territoire

Bien que les Ingas vivent dans cette région depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ce n'est qu'en 2003 qu'ils ont obtenu de l'État colombien

la reconnaissance juridique de leur territoire en tant que réserve indigène. Ils ont alors entamé un processus de réajustement institutionnel pour se redonner un gouvernement autochtone et une justice coutumière. Les dirigeants et dirigeantes de la communauté ont pu exiger le départ des différents acteurs violents présents sur leur territoire. Le processus d'expulsion a duré deux ans, au cours desquels les déplacements forcés, les menaces et les représailles ont été monnaie courante.

L'une des clés du succès de ce processus de reprise de contrôle a été le rôle joué par les femmes dans la revitalisation de l'identité et du lien spirituel existant entre la communauté et son territoire ancestral. De manière non-violente, elles ont participé activement à l'éradication manuelle volontaire des cultures de pavot dans l'ensemble de la réserve ; ce processus, commencé en 2004, perdure. Des groupes de travail collectif rassemblant environ 400 personnes, appelés *mingas*, se sont consacrés à l'éradication de toutes ces cultures. Les *mingas* ont visité toutes les fermes dans l'ensemble du territoire inga, les membres de la communauté ont arraché les cultures. La tâche n'était pas facile, puisque de nombreux hommes de la communauté s'y opposaient, voyant la source des revenus nécessaires au soutien de leur famille disparaître et craignant de ne plus arriver à survivre.

## Les actions non-violentes de femmes autochtones œuvrant à la pacification du pays restent malheureusement méconnues.

En effet, dans ce territoire marginalisé où la présence de l'État était minimale, les chances de disposer d'un revenu suffisant étaient très minces. De plus, on craignait les possibles réactions des narcotrafiquants. Pour qu'il fonctionne, le processus d'éradication devait être massif et rapide. Si tous les membres de la communauté enlevaient les cultures en même temps, et qu'ils restaient fermes et unis, il devenait très difficile pour les éléments violents d'exercer des représailles. C'est ce qu'ils ont fait. Il y a bien eu des représailles, des menaces, attentats et kidnappings de leaders, mais la communauté s'est maintenue ferme dans sa décision de ne plus produire de pavot.

Les femmes de la communauté ont su démontrer par le dialogue aux hommes qui étaient réticents, que l'argent et les autres bénéfices provenant du pavot étaient négligeables à long terme. Car cet argent, qui restait principalement entre les mains des hommes, servait souvent à la consommation d'alcool, ce qui favorisait la violence à l'égard des femmes au sein des familles. De plus, pour laisser au pavot une



Étienne Prud'homme, *Transitions dans les plantations colombiennes*, 2019, plume et encre de Chine, 21,5 x 28 cm

place dominante, les terres cultivables jusqu'alors consacrées à l'agriculture familiale et aux *chagras* (les potagers domestiques des Ingas) avaient dû être sacrifiées. S'ensuivit la destruction des formes de socialisation traditionnelle et des espaces sacrés dans lesquels se reproduisent la vie et la culture des Ingas. Les dynamiques découlant de la culture et du commerce imposés du pavot empêchaient en outre les femmes d'être membres à part entière de la communauté inga et de prendre soin du territoire, de la communauté, de leur famille et d'elles-mêmes. Dans les nombreuses assemblées qui ont été réalisées pour discuter de l'éradication volontaire des cultures du pavot, les femmes leaders de la communauté sont parvenues à convaincre les autres habitants de la réserve que l'argent ainsi généré ne compensait pas la perte de la culture, de l'identité et du bien-être à l'intérieur des familles ingas.

Ces leaders ont ensuite proposé de faire un pari similaire avec la culture du café, puis la production d'artisanat, qui pouvaient permettre de fonder une économie plus respectueuse du territoire et, surtout, éloignée des intérêts des groupes armés et des narcotrafiquants. En même temps, le renforcement des liens sociaux à travers la réalisation constante d'assemblées ouvertes a été très important dans ce processus. Pendant ces réunions, des décisions ont été prises pour revaloriser la médecine ancestrale, promouvoir le port des vêtements traditionnels et l'utilisation de la langue inga,

assurer le maintien des *chagras* comme espace de vie. Elles allaient être un axe fondamental pour consolider l'éradication de l'économie du pavot.

### Prendre soin de la vie, construire une paix durable

Ainsi, c'est par la non-violence, mais aussi en mettant de l'avant l'éthique du *care* – soit l'importance essentielle accordée au bien-être de son propre corps et du corps collectif (implicite au lien vital entretenu avec le territoire ancestral) – que les femmes ingas promeuvent de manière déterminée des transformations très profondes de l'économie et du mode de gouvernance de la réserve d'Aponte. En ce sens, ces femmes configurent un nouveau langage politique qui contribue de manière significative au développement et à la consolidation d'une culture de la paix en Colombie.

De fait, dès que les cultures illicites ont été supprimées, les groupes armés ont commencé à quitter progressivement le territoire, n'y trouvant plus de sources de profits. L'action de résistance des femmes ingas a ainsi permis d'établir une paix durable, fondée non seulement sur l'arrêt du conflit armé dans cette zone, mais également sur le développement d'une nouvelle économie locale basée sur la culture du café de haute qualité et des fruits, l'élevage de truite et la production d'artisanat.

### Ces femmes configurent un nouveau langage politique qui contribue de manière significative au développement d'une culture de la paix en Colombie.

Ce nouveau langage politique est à la fois anticolonial et antipatriarcal. D'une part, il permet de dépasser la conception occidentale du politique qui s'est exprimée à travers le libéralisme et le socialisme. D'autre part, il accorde une importance centrale aux activités historiquement associées aux femmes – et considérées comme circonscrites au domaine du privé, et donc non politiques, telles que les soins prodigués aux autres et la réalisation des activités nécessaires pour la reproduction de la vie au quotidien. Mais c'est aussi un défi pour ces femmes de ne pas être piégées dans le rôle de « fournisseuses de soins » qui leur est imposé systématiquement en raison du maintien d'un système patriarcal. Celui-ci omet de considérer la dimension politique propre à la relation que beaucoup de femmes rurales établissent avec le territoire grâce au travail de reproduction sociale.

Ainsi, il est primordial de continuer à renforcer le discours politique qui positionne clairement le travail reproductif comme l'un des rapports sociaux les plus affectés par les conflits armés, touchant l'ensemble des êtres humains et non humains qui habitent et forment un territoire donné. L'amplification des pratiques de la non-violence et de l'éthique du *care* est une base solide pour œuvrer à l'établissement d'une paix stable et durable en Colombie, comme ailleurs. 🌱

## LA NON-VIOLENCE DE L'ÉVANGILE

Jean-Claude Ravet

La non-violence évangélique est une autre manière de dire la force de l'amour. Elle peut pousser à des gestes exemplaires qui peuvent aller, pour certains, jusqu'au don de sa vie. Mais elle indique avant tout une façon de lutter contre les injustices, de ne pas se laisser écraser par elles en revendiquant sa dignité et en refusant de se laisser entraîner dans la spirale de la violence déshumanisante. Trois versets de l'évangile de Matthieu en expriment très bien la teneur: «Si quelqu'un te gifle sur la joue droite, tends-lui aussi l'autre. À qui veut te faire un procès pour prendre ta tunique, laisse aussi ton manteau. Si quelqu'un te force à faire mille pas, fais-en deux mille avec lui» (Matthieu 5, 39-40).

Cette fameuse gifle sur la joue droite, qui a été très souvent lue comme une invitation à la passivité contre les méchants, renvoie au geste d'humiliation d'un maître à l'égard de son esclave. En effet, pour que la main – nécessairement la droite, la gauche étant strictement réservée aux tâches d'hygiène privées – frappe la joue droite, il faut que la gifle soit donnée du revers de la main. Ce geste est typique du maître qui ne cherche pas tant à faire mal qu'à rappeler qui est «supérieur» et qui est «inférieur», à ramener à l'ordre l'esclave pour qu'il supporte docilement ses tâches et ses conditions de vie humiliantes. Cette parole de Jésus rappelait aux pauvres qui venaient l'écouter des épisodes courants de leur vie quotidienne. Ils comprenaient la portée subversive de l'appel à tendre l'autre joue, donc la gauche, car le maître qui voulait continuer de frapper devait cette fois le faire avec la paume, ce qu'il ne faisait jamais à un «inférieur». Ce faisant, il le reconnaît donc comme son égal. On imagine la réaction du maître devant ce geste bouleversant les codes sociaux, par lequel le serviteur affirme son humanité et sa dignité en même temps qu'il oblige le maître à prendre conscience de sa propre violence masquée par la «normalité» de l'ordre social, qui l'autorise en toute «justice» à humilier, à exploiter. Ce geste atteint le cœur et la conscience de celui qui agresse autant qu'il ébranle symboliquement l'ordre social lui-même.

Le geste suivant – «À qui veut te faire un procès pour prendre ta tunique, laisse aussi ton manteau» (Mt 5,40) – renvoie pour sa part à l'expérience tragique de l'endettement des pauvres au temps de Jésus. En l'entendant, les gens comprenaient qu'il s'agissait d'un procès à des pauvres incapables de rembourser leurs créanciers, intenté souvent par de grands propriétaires terriens. Ceux-ci

s'approprièrent ainsi leurs biens et leur terre, les acculant au désœuvrement et à la misère. Or, selon la loi juive (Deutéronome 24, 10-13), le manteau était l'unique bien qui ne pouvait être saisi par un créancier; il permettait au pauvre, dépouillé de tout, de s'en faire une couverture la nuit et de pouvoir couvrir sa nudité. Ainsi, en donnant le manteau au créancier, et donc en se dénudant devant l'assemblée, le pauvre provoque un scandale. Il dévoile publiquement la violence extrême du procès, qui dépouille littéralement les pauvres du peu qu'ils ont, les humiliant et les poussant au désespoir – déshumanisation que masquait la légalité du procès. Symboliquement, le créancier apparaît dès lors impitoyable sur le banc des accusés. Par ce geste, le pauvre affirme sa dignité et fait rejaillir plutôt la honte sur celui qui l'a dépouillé: «à celui qui n'a pas il a ôté même ce qu'il a» (Mt 25, 29).

Enfin, le dernier verset – «Si quelqu'un te force à faire mille pas, fais-en deux mille avec lui» (Mt 5,41) – renvoie à une autre forme d'oppression et d'humiliation, non plus sociale et économique, mais cette fois politique. Il évoque la pratique humiliante autorisée par le droit romain d'obliger tout citoyen d'une population conquise à porter la charge d'un soldat de l'empire sur une distance d'un mille, mais pas plus. Encore là, la parole de Jésus retourne la loi injuste contre celui qui s'en prévaut. Elle invite à prendre l'initiative et à mettre à nu la fourberie de la loi qui justifie l'humiliation, en mettant le soldat en infraction. Celui qu'on pouvait humilier impunément affirme ainsi son «pouvoir» d'agir et sa dignité. Le soldat n'a plus devant lui un «conquis humilié» à son service, mais une personne libre et digne. Ce petit geste ébranle symboliquement les assises mêmes de l'occupation militaire fondée sur le consentement à la servitude.

Dans ce passage de l'évangile de Matthieu (Mt 5, 39-41), Jésus ne donne pas de recettes, mais des principes d'action fondés sur la dignité humaine inaliénable, sur le devoir des appauvris de résister à leur déshumanisation et sur leur pouvoir de révéler le «mensonge et la violence de la légalité» sur lesquels celle-ci repose. Il n'invite pas à esquiver le conflit, au contraire, mais à retourner le pouvoir contre lui-même, en faisant preuve de créativité, de ruse, d'humour et d'audace. En évitant d'entrer dans la spirale de la violence, qui déshumanise, il vise à éveiller les consciences, tant des dominés que des dominants, et à faire ressentir le caractère intolérable de la violence et du mal que l'on subit ou que l'on commet. Chemin de vie et de lutte certes périlleux et qui ne laisse pas indemne. Mais qui a dit que la voie de Jésus était une promenade du dimanche?

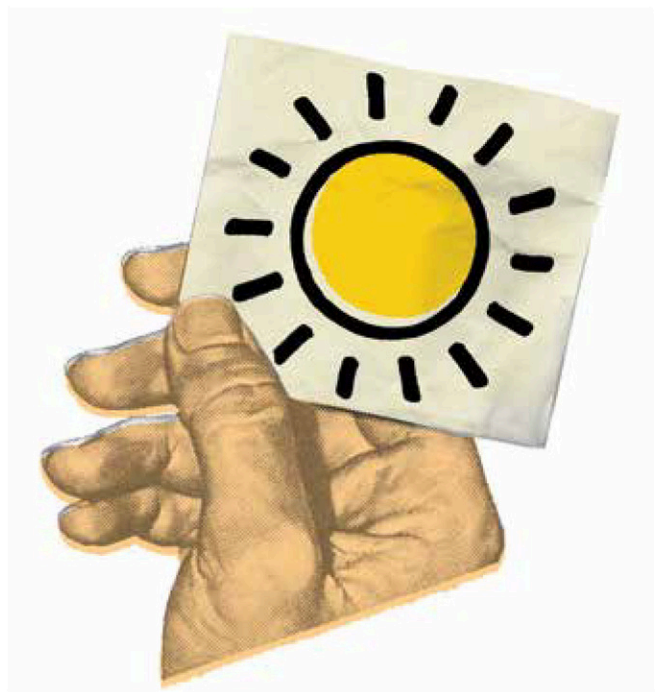
### POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au [www.revuerelations.qc.ca](http://www.revuerelations.qc.ca)

Notre prochain numéro sera en kiosques et en librairies le 13 mars. Pensez à réserver votre exemplaire ! Il comprendra notamment un dossier sur :

### LA TRANSITION JUSTE

Depuis que le mot transition est sur toutes les lèvres, des voix insistent pour que celle-ci soit porteuse de justice sociale. Car la crise écologique planétaire est une crise sociale et civilisationnelle profonde, où les plus touchés sont historiquement les moins responsables du problème. Où en sont les promesses des pays riches visant à contrer cette injustice ? Pourquoi l'appareil gouvernemental québécois échoue-t-il à mettre en œuvre une transition globale digne de ce nom ? Quelles sont certaines des approches importantes en matière d'écofiscalité, d'agriculture et de syndicalisme ? Ce sont là quelques-unes des interrogations que portera ce dossier.



Alain Reno, *Énergie inépuisable*

#### AUSSI DANS CE NUMÉRO :

- un débat sur le cinéma à l'ère des séries ;
- un regard sur la situation politique au Portugal ;
- une entrevue avec la politologue Stéphanie Latté Abdallah sur de nouvelles résistances en Palestine ;
- le Carnet de Marie-Célie Agnant, la chronique littéraire de Violaine Forest et la chronique Questions de sens avec Bernard Sénécal ;
- les œuvres de notre artiste invité, Alain Reno.

Recevez notre infolettre par courriel, peu avant chaque parution. Inscrivez-vous à notre liste d'envoi sur la page d'accueil de notre site Web: <[www.revuerelements.qc.ca](http://www.revuerelements.qc.ca)>.



Sous la direction de  
**ISABELLE AUCLAIR**  
**LORENA SUELVES EZQUERRO**  
**DOMINIQUE TANGUAY**

# L'action commence par l'information

ISBN 978-2-7637-4344-8 • 29,00 \$    Suivez-nous!

 Presses de l'Université Laval

 Conseil des arts  
du Canada

 Canada Council  
for the Arts

[www.pulaval.com](http://www.pulaval.com)



# NÉCRO-POUVOIR AU BRÉSIL

*Un racisme structurel au service d'une élite au pouvoir, fondé sur une tradition juridique et une pratique bureaucratique profondément inégalitaires, crée un climat de violence sociale au Brésil. Celui-ci banalise la répression policière et les meurtres envers la population noire des favelas.*

**Flavia Medeiros\***

L'auteure, anthropologue, est chercheuse à l'Université fédérale de Santa Catarina, au Brésil

**E**n 2019, le système carcéral brésilien a atteint le nombre de 800 000 détenus, selon les données du Conseil national de la justice. Le pays présente un taux d'incarcération de 355 détenus par tranche de 100 000 personnes et un taux « d'occupation » carcérale de 175%, selon le Conseil national du Ministère public. La grande majorité des personnes incarcérées sont des hommes noirs et métis (*pretos* et *pardos*) accusés de vols à main armée ou d'entrée par effraction (37%), ou de crimes reliés au trafic de drogue (30%). Malgré la grande impunité qui entoure les délits criminels au Brésil, le nombre de personnes incarcérées continue d'y augmenter, plaçant le pays au troisième rang mondial des États ayant la plus grande population carcérale – derrière les États-Unis et la Chine.

Les personnes incarcérées au Brésil sont soumises à des traitements cruels: prisons surpeuplées et insalubres; manque criant d'eau, de nourriture et de soins médicaux; privation de sommeil; etc. Les prisons brésiliennes sont aussi le théâtre d'un nombre croissant de massacres: depuis 2017, près de 200 détenus ont été abattus dans les prisons des États du nord et du nord-est.

## Les victimes d'homicide

Le nombre de victimes d'homicide a aussi augmenté à l'échelle nationale: en 2018, on en comptait plus de 65 000. La grande majorité – près de 75% – sont des hommes noirs âgés entre 17 et 29 ans. En recoupant différents marqueurs sociaux et identitaires, on observe aussi que près de 64% des victimes féminines sont noires, selon les données recueillies par l'IPEA en partenariat avec le Forum brésilien de sécurité publique.

Soumis à un système de contrôle, de répression et de punition, les jeunes Noirs, hommes et femmes, qui habitent les favelas, les périphéries et les banlieues des régions métropolitaines des grandes capitales du Brésil côtoient quotidiennement la mort. Ils sont particulièrement la cible de la répression policière. Dans l'État de Rio de Janeiro, le nombre de personnes abattues par les forces de l'ordre a augmenté de 15% au cours du 1<sup>er</sup> semestre de 2019, allant jusqu'à représenter le quart des homicides commis dans l'État, selon les données de l'Institut de sécurité publique. Le gouverneur, Wilson Witzel, y voit la démonstration de l'efficacité des forces de l'ordre, ne dérogeant pas à son habitude de justifier

les assassinats commis par les agents de l'État dans les favelas. Il avait fait de même à la suite de l'opération policière menée dans la favela Maré, à Rio de Janeiro, le 20 juillet 2018, au cours de laquelle un adolescent de 14 ans, Marcus Vinicius, avait été abattu en se rendant à l'école. De telles opérations se produisent généralement aux premières heures du jour. Elles consistent en des tirs provenant de véhicules blindés et d'hélicoptères militaires – tel le fameux commando des « crânes aériens » –, prenant pour cibles les jeunes Noirs des quartiers, assimilés à des « trafiquants », des « bandits » et des « criminels » à éliminer<sup>1</sup>. Tant de victimes innocentes sont ainsi considérées comme des « dommages collatéraux nécessaires » dans la prétendue lutte contre la criminalité.

En plus du nombre élevé de morts chez les jeunes Noirs, le Brésil est le pays qui affiche le plus grand nombre de victimes chez les défenseurs des droits humains et chez les écologistes. Les attaques contre les leaders autochtones et paysans, les militantes féministes et LGBTQ, se multiplient aussi. La plus célèbre est Marielle Franco, cette conseillère municipale de Rio de Janeiro lâchement abattue le 14 mars 2018. À cela s'ajoutent les invasions des territoires autochtones par des bûcherons, des mineurs et des éleveurs de bétail attirés par l'appât du gain.

L'encouragement à la répression policière – et carrément au meurtre –, par les gouverneurs des États et par le président Jair Bolsonaro et ses alliés politiques, est certainement une des raisons de cette croissance. Après avoir été interrogé à propos du massacre de 59 détenus à Altamira dans l'État du Para, Bolsonaro a déclaré: «Demandez aux victimes de ces détenus ce qu'elles en pensent», usant de sa rhétorique habituelle selon laquelle «un bon bandit est un bandit mort».

Dès son arrivée au pouvoir en 2018, Jair Bolsonaro a mis en œuvre une nouvelle réglementation s'appliquant au marché des armes au Brésil. Cette dernière a comme principal objectif d'adoucir le «Statut de désarmement» tel qu'approuvé en 2003. Ainsi, de nombreux décrets présidentiels ont été signés depuis son élection, permettant un plus grand accès aux munitions et aux armes, notamment pour les propriétaires ruraux. Ces décrets, toujours signés dans une ambiance de célébration – en présence de conseillers et de membres du Congrès –, visent à plaire à sa base électorale et au lobby des armes.

Comment l'État en est-il venu à faire de la mort un outil politique national? Quels sont les effets sur la population de ce «nécro-pouvoir», comme le désigne le philosophe Achille Mbembe, établissant qui peut vivre et qui doit mourir?



Jeune homme avec une pancarte disant « Black Lives Matter » en portugais, pendant une manifestation contre la violence policière au Brésil, 26 mai 2019. Photo: PC/Silvia Izquierdo

Comment vivre pleinement quand la vie est traversée par la présence routinière de la mort violente, dans une société fondée sur le racisme structurel? Comme se le demandait Marielle Franco: «Combien d'autres doivent mourir pour que cette guerre se termine?»

### Une politique de mort

Comme le suggèrent les recherches de l'anthropologue Roberto Kant De Lima, les institutions de l'État exercent un contrôle sur la population brésilienne au moyen d'une bureaucratie policière, judiciaire et administrative qui repose sur une longue tradition juridique qui a inscrit les inégalités sociales dans le droit. Ce dispositif régule les sensibilités morales, légitimant des politiques qui ont pour principales fonctions de contrôler, de réprimer et de punir la population racialisée et appauvrie. Maints historiens, anthropologues et sociologues brésiliens soutiennent que de tels mécanismes de domination des corps, des relations et des territoires opèrent sous le couvert d'une prétendue «guerre contre la drogue». En réalité, une guerre d'un autre ordre prend forme, une guerre contre la jeunesse noire, qui s'exprime par l'incarcération et l'exécution extrajudiciaire.

En classant et en gérant les «homicides», les «disparitions» et d'autres formes de «morts par assassinat», les institutions étatiques justifient l'investissement croissant dans les opérations gouvernementales répressives réalisées contre certains segments de la population. Parallèlement, elles rendent légitimes l'action violente et les initiatives meurtrières de certains secteurs de la société, incluant les groupes armés paramilitaires qui opèrent dans les centres urbains – en particulier dans les banlieues et les périphéries.

Dans la région métropolitaine de Rio de Janeiro, ces milices, composées d'anciens policiers et de militaires entretenant des relations étroites avec les politiciens locaux, exercent leur contrôle sur le territoire en imposant leurs propres règles, entre autres en assassinant les leaders religieux et en détruisant les lieux de culte (*terreiros*) afro-brésiliens. À la campagne, au nom des intérêts des grands propriétaires terriens et de l'exploitation capitaliste, on a encouragé des actes de violence et d'intimidation de plus en plus ciblés dans les territoires des peuples autochtones, notamment à l'égard de militants et de militantes qui défendent le droit à la terre pour tous.

Un tel système de contrôle sert les intérêts de ceux qui sont au pouvoir. Au Brésil, la répression et l'incarcération sont des

instruments pour asseoir le pouvoir de l'État sur une partie de la population. Sur un territoire marqué par les invasions et les agressions, comme par les luttes pour la survie et la résistance, s'ajoutent à chaque jour de nouveaux morts au nombre des victimes, et des souffrances supplémentaires pour les survivants marqués dans leur chair par le nécro-pouvoir. À l'opposé d'une politique en faveur de la promotion de la vie et du bien-vivre, les intérêts autoritaires et ultralibéraux font la promotion d'une politique qui renforce et perpétue la «production de la mort» et, avec elle, la douleur, la tristesse et la haine qui en découlent.

Aux survivants et aux survivantes de la violence organisée de l'État, il reste la lutte pour la vérité, la justice et la réparation au nom de la mémoire des personnes disparues. Réunis dans les réseaux locaux et nationaux, les membres des familles – notamment les mères – de jeunes tués par les agents de l'État collaborent avec des organisations des favelas, des groupes de défense des droits humains et des chercheurs pour dévoiler les exécutions de leurs proches. Ils consolident la lutte antiraciste et la défense des droits humains, contre la violence étatique. «Nos morts ont une voix», clament-ils, et tant qu'il y aura de la vie, jusqu'à ce que cessent les assassinats de jeunes Noirs dans les favelas et les quartiers urbains périphériques, ils ne se tairont pas. 🗨️

\* Traduit du portugais brésilien par Yves Carrier.  
1. Lire Benoît Décary-Secours, «Dérive sécuritaire annoncée au Brésil», *Relations*, n° 800, février 2019.



# LIBRE-ÉCHANGE : LA DÉRÉGLEMENTATION CONTINUE

*Les principaux accords de commerce conclus par le Canada ces dernières années offrent de nouvelles dispositions aux firmes pour affaiblir nos réglementations dans plusieurs domaines. C'est là un enjeu occulté de ces négociations.*

**Sujata Dey et Claude Vaillancourt**

Les auteurs sont respectivement responsable de campagnes en matière de commerce international au Conseil des Canadiens et président d'ATTAC-Québec et essayiste

**D**epuis l'élection de Donald Trump aux États-Unis et la saga du Brexit au Royaume-Uni, le libre-échange est remis en cause d'une nouvelle manière. Des courants de droite visent à défendre leur propre pays, aux dépens de tous les autres, sans chercher à contrer le pouvoir démesuré accordé aux grandes firmes dans ce modèle, comme le souhaitent les mouvements sociaux et altermondialistes depuis des décennies. Le Canada conclut de nouveaux accords commerciaux qui continuent ainsi de réduire la souveraineté des peuples et des États sur leurs lois et réglementations au profit des grandes firmes privées.

Le gouvernement du Canada a signé trois traités majeurs ces dernières années : l'Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP) avec 10 pays de la zone du Pacifique, l'Accord Canada États-Unis Mexique (l'ACÉUM), né de la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), et l'Accord économique et commercial global (l'AÉCG) avec l'Union européenne. Les négociations se sont accomplies sans qu'un sérieux bilan des accords de libre-échange conclus depuis 30 ans n'ait été fait, et sans véritable consultation de la société civile, à l'exception des lobbies d'affaires. Pourtant, un examen attentif des résultats de l'ALÉNA, entre autres, avant sa renégociation, aurait permis d'adopter une approche beaucoup mieux ciblée sur les besoins réels des populations et de nos sociétés confrontées à la crise écologique, notamment.

## **L'impact de l'ALÉNA**

Un accord comme l'ALÉNA structure un processus d'intégration économique entre les pays concernés. Ainsi, depuis son entrée en vigueur en 1994, le Canada a modifié plusieurs de ses règlements, programmes et mesures fiscales afin de s'y conformer et d'être plus concurrentiel face aux États-Unis et au Mexique. Le taux d'imposition des sociétés au Canada a diminué, passant de 43% en 1994 à 26,5% en 2016. Les dépenses de programmes gouvernementaux fédéraux (non militaires) ont aussi diminué, passant de 42,9% du PIB en 1992 à 33,6% en 2001, selon le Centre canadien de politiques alternatives.

Depuis 2000, le Canada a perdu 540 000 emplois manufacturiers, ce qui a contribué à sa désindustrialisation. Selon un rapport de l'économiste Jim Stanford, en 1999, le secteur des ressources naturelles représentait 25% de l'économie et les industries à forte valeur ajoutée, 60%. En 2014, les ressources naturelles atteignaient 40%<sup>1</sup>, le Canada étant devenu plus dépendant des secteurs miniers et pétroliers, notamment. L'ALÉNA, tant qu'il n'est pas remplacé par l'ACÉUM, contraint d'ailleurs le Canada à exporter une partie de sa production d'énergie (pétrole, gaz naturel et électricité) aux États-Unis, dans une proportion équivalant à celle des trois années précédentes (ce qu'on appelle la *règle de proportionnalité*).

Les conséquences néfastes de telles mesures sur l'environnement ont été considérables. D'autant que le fameux chapitre 11 – consacré au « règlement des différends entre investisseurs et États », qui permet aux entreprises de poursuivre des États pour faire tomber des réglementations les empêchant de réaliser des profits – a souvent été utilisé pour contester des politiques environnementales. Le cas de la compagnie Lone Pine Resources, qui poursuit le Canada pour contester la loi québécoise limitant l'exploration gazière sous le fleuve Saint-Laurent, est emblématique.

## **Un nouvel accord, pour le meilleur ou pour le pire?**

Les deux composantes les plus controversées de l'ALÉNA – la règle de proportionnalité et le chapitre 11 – ne font plus partie, heureusement, de l'ACÉUM. Ce qui n'est guère cohérent, puisque le Canada a accepté le mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États dans l'AÉCG et le PTPGP. Cela peut toutefois s'expliquer par un changement de stratégie de la part des lobbies industriels. Ces derniers se sont en effet assurés de pouvoir agir sur des lois et des réglementations non plus seulement à coup de poursuites en aval (ou par le lobbyisme), mais en obtenant la possibilité d'intervenir dans le processus de réglementation interne des États, et ce dans le cadre d'un accord international contraignant.

En effet, si l'ACÉUM est ratifié et entre en vigueur, le Canada, les États-Unis et le Mexique seront obligés d'inviter les firmes qui le demandent à commenter leurs projets de réglementation dans différents domaines, voire à plusieurs reprises. Le fardeau de la preuve reposera sur le régulateur, qui devra défendre son projet et expliquer pourquoi



il a écarté des options non réglementaires. Il ne pourra pas compter sur le principe de précaution. Par exemple, s'il veut réglementer l'usage du glyphosate, le régulateur – et non pas Bayer-Monsanto – devra donner la preuve que ce produit est dangereux, par des études scientifiques qui pourront être contredites par une autre partie.

Les règles censées nous protéger en tant que consommateurs et touchant, par exemple, les produits chimiques, les pesticides, la sécurité alimentaire, les médicaments, l'étiquetage des aliments, etc., seront plus que jamais sous le regard des entreprises qui pourront tenter de les faire modifier en leur faveur. Le même genre de «coopération réglementaire<sup>2</sup>» se retrouve aussi dans l'ACÉUM. Il ne faut pas s'y tromper, celle-ci ne tend pas vers de meilleures réglementations, mais plutôt vers *moins* de réglementations – une tendance qui peut réduire la capacité d'action des pouvoirs publics face à la crise écologique et à la croissance des inégalités.



Action publique devant le Parlement canadien à Ottawa lors du Sommet de la société civile sur l'ALÉNA, 22 septembre 2017. Photo: Conseil des Canadiens

En général, médias et spécialistes ne voient pas la gravité de cette approche, préférant mentionner que le nouvel ALÉNA inclut des chapitres sur l'environnement et les droits du travail (tout comme le Partenariat transpacifique). Mais ceux-ci ne s'appliquent que si des violations affectent les flux commerciaux et ils sont si peu contraignants qu'ils servent surtout d'écrans de fumée. Le chapitre sur l'environnement de l'ACÉUM ne contient même aucune mention des changements climatiques...

Les États-Unis ayant retiré en mai dernier les tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium imposés par l'administration Trump, le gouvernement canadien aurait voulu ratifier l'ACÉUM rapidement. Les démocrates américains ont fait

pression pour améliorer certains aspects de l'accord concernant notamment l'accès aux médicaments génériques et les conditions de travail au Mexique. Cette version amendée devrait être ratifiée dans l'année en cours.

### Un accord faussement progressiste

En ce qui concerne le Partenariat transpacifique<sup>3</sup> (PTP), il s'agissait au départ d'un vaste accord commercial négocié par douze pays riverains de l'océan Pacifique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Vietnam, États-Unis). Perçu comme favorisant les grandes firmes au-delà de l'acceptable, il a été rejeté par tous les candidats présidentiels aux États-Unis pendant la dernière campagne électorale. Si bien qu'après son élection, Donald Trump a promulgué un décret présidentiel retirant les États-Unis de l'accord. Toutefois, les autres pays ont poursuivi les négociations.

Au Canada, critiquant, mais voulant surtout rendre plus attrayant ce qui a été négocié par le gouvernement Harper, le gouvernement de Justin Trudeau a tenu à rebaptiser l'entente «Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste» (PTPGP), bien que le contenu en ait à peine changé. Le terme «progressiste» semble ici très ironique. Les libéraux ont fait ratifier l'accord en un temps record et il a été mis en œuvre à la fin de 2018. Malgré des engagements en matière d'égalité des sexes et de droits des Autochtones de la part du gouvernement Trudeau, cet accord ne contient pas de clauses à ce sujet. Seul le préambule mentionne ces questions, mais celui-ci, symbolique, n'est pas juridiquement contraignant.

On ne trouvera rien de bien progressiste non plus dans le fait que le Canada ait défendu l'intégration du mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États dans le PTPGP, et ce, alors que d'autres pays comme la Nouvelle-Zélande, l'Australie, le Pérou et le Vietnam ont choisi de s'en retirer. Le PTPGP comporte aussi un chapitre sur la «cohé-

rence en matière de réglementation» semblable à celui de l'ACÉUM, un peu moins contraignant, mais qui permettra à l'industrie d'influencer la nature des règlements portant sur la salubrité alimentaire, les organismes génétiquement modifiés, les pesticides, l'environnement et plus encore.

### L'ACÉUM, du pareil au même

Le terme «progressiste» est aussi utilisé, à tort, pour qualifier l'ACÉUM entre le Canada et l'Union européenne. Ratifié par le Canada en 2017 et bien que très contesté en Europe, 90% de ses dispositions ont été mises en œuvre provisoirement, malgré le fait que 14 pays membres de l'Union européenne et 10 régions ne l'ont pas encore ratifié.



Son mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États a soulevé une vive opposition en Europe, notamment celle de l'ex-président de la Wallonie, Paul Magnette. Rebaptisé «Système juridictionnel des investissements», le mécanisme a été rendu plus acceptable: il sera plus transparent et inclura un nouveau processus de sélection des juges. Mais le problème causé par ce type de tribunal d'arbitrage reste le même: il favorise les grandes firmes, qui peuvent ainsi intervenir sur les réglementations et obtenir de juteuses compensations. L'ACÉUM leur donne en outre l'outil précieux d'un «forum de coopération réglementaire» qui leur permet de discuter de réglementation avec des représentants des gouvernements derrière des portes closes. C'est clairement la nouvelle tendance.

### Le chapitre sur l'environnement de l'ACÉUM ne contient même aucune mention des changements climatiques...

L'ACÉUM, comme le PTPGP, fait aussi en sorte que les grandes entreprises ont plus que jamais accès à plusieurs contrats publics du fédéral, des provinces ou des municipalités. Dans bien des cas, il n'est plus possible d'y fixer des seuils de contenu local, jugés «discriminatoires» à l'égard des firmes étrangères. Déjà, VIA Rail (une société de la Couronne) a indiqué qu'à cause de l'ACÉUM et d'autres accords, elle était obligée de choisir la compagnie Siemens et non Bombardier pour le contrat qui a causé des licenciements à l'usine Bombardier de La Pocatière<sup>4</sup>. Le fait est que le Canada préfère défendre le droit des multinationales canadiennes d'obtenir des contrats publics à l'étranger et de poursuivre des États plutôt que de veiller à ce qu'elles remplissent leur devoir de réaliser des projets de qualité ici, après avoir bénéficié de notre appui collectif (par des subventions, des aides gouvernementales diverses, des fonds de travailleurs, etc.).

Par ailleurs, le fait que des firmes réalisent de plus en plus de contrats publics accroît la pression en faveur de la privatisation de services, ces accords prévoyant notamment une clause «à effet de cliquet» qui fait en sorte que si un gouvernement décide de privatiser un service public, il ne pourra plus revenir en arrière et le rendre à nouveau public.

### Déréglementer encore et toujours

Dans leur couverture des accords de libre-échange, les médias s'intéressent aux questions les plus spectaculaires, celles qui provoquent de plus fortes réactions chez les groupes industriels menacés par de grandes pertes financières. Ainsi, la question de la gestion de l'offre – un système imparfait, mais précieux de contrôle de la production agricole de plus en plus affaibli par une ouverture plus grande à la concurrence étrangère – et celle des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium ont été au centre des débats. Sans réduire l'importance de ces sujets comme de nombreux autres qu'un court article ne permet pas d'aborder (comme la culture ou le prix des médicaments), il est important de constater que de tels accords commerciaux concernent moins aujourd'hui les tarifs douaniers, en grande partie disparus, que la volonté de déréglementer (de s'attaquer aux «barrières non tarifaires» au commerce, dans le jargon). On accorde ainsi aux grandes firmes et puissants lobbies industriels le pouvoir d'orienter en leur faveur le cadre légal dans lequel ils font leurs investissements et distribuent leurs produits et services, à l'insu de la majorité de la population.

Tout cela n'est pas démocratique et réduira notre capacité collective de nous attaquer efficacement aux changements climatiques, de réaliser une transition juste, de combattre les inégalités sociales. Nous avons besoin d'un vrai changement de paradigme pour sortir de l'économie de la croissance et des hydrocarbures, en redonnant aux États le plein pouvoir de réglementer, en mettant fin à la concurrence fiscale et commerciale au profit de la coopération, en s'assurant que les droits humains et l'environnement soient protégés par des mesures contraignantes et aient préséance sur les droits des investisseurs. ©

1. Jim Stanford, «Is More Trade Liberalization the Remedy for Canada's Trade Woes?», *Redesigning Canadian Trade Policies for New Global Realities*, Institute for Research in Public Policy, vol. VI, 2017.

2. Lire Stuart Trew, «International Regulatory Cooperation and the Public Good», *Canadian Centre for Policy Alternatives*, 22 mai 2019.

3. Stuart Trew, «Le Partenariat transpacifique: un chèque en blanc?», *Relations*, n° 760, novembre 2012.

4. TVA Nouvelles et Agence QMI, «Siemens obtient le contrat de près de 1 G\$ de Via Rail», 12 décembre 2018.



# FIÈRE, AUTONOME ET ENGAGÉE!





# CHARLEVOIX, MIEUX SANS CLUB MED ?

*Le Club Med Québec Charlevoix est né dans l'improvisation, au nom de la croissance économique et sans réelle prise en compte des impacts du projet sur l'environnement, les populations locales et le caractère unique de la région.*

**Véronique Tanguay**

L'auteure est une citoyenne de Baie-Saint-Paul

**L'**écrivaine Gabrielle Roy passait ses étés à son chalet de Petite-Rivière-Saint-François, dans Charlevoix. En 1975, dans le cadre du tricentenaire de l'arrivée du fondateur du village, Claude Bouchard, elle écrivait : « Il nous a légué un des plus beaux sites du monde. Si beau qu'il fait depuis longtemps l'envie du pouvoir, de l'argent, et qu'il nous faudra sans doute bientôt apprendre à le partager avec d'autres! » Alors que l'ouverture du nouveau Village montagne (sic) Club Med Québec Charlevoix – le premier au Canada, dicit son site Web – vient d'être reportée d'un an, que penserait-elle de ce projet du Groupe Le Massif, qui prévoit l'implantation d'un hôtel géré par le géant chinois Fosun International sur des terres publiques ?

## Des retombées hypothétiques

C'est à la suite d'une série d'échecs de ce qui se voulait au départ un anti-resort écotouristique, vert et responsable, proposé par le Groupe Le Massif et approuvé par la population en 2005, qu'est né le projet d'un Village Club Med à Petite-Rivière-Saint-François. Abandonnée en 2015 parce que les principaux acteurs ne s'entendaient pas sur les risques financiers, cette initiative a été relancée sous une nouvelle forme à l'époque du gouvernement libéral de Philippe Couillard, en 2017. Des millions de dollars de fonds publics ont été dépensés depuis pour améliorer les infrastructures (aqueduc, routes). Le futur hôtel de 302 chambres bénéficie de 36,1 millions de dollars sous forme de prêts remboursables, en plus de 2 millions de la part d'Investissement Québec, au risque de devenir un éléphant blanc.

Les élus de tous les paliers se sont agenouillés devant les retombées économiques et les emplois promis en faisant fi du risque financier qui pèse sur les gouvernements<sup>2</sup>. Car le Club Med ne s'engage que pour 15 ans, 300 jours par année, en projetant un taux d'occupation de 90% le premier hiver et de 80% le premier été, alors que celui de l'ensemble du parc hôtelier de la région oscille autour de 50%. Ces hypothèses sont basées sur des analyses de marché et sur l'historique des dernières ouvertures de villages touristiques du même type dans les Alpes et en Asie, comme l'indiquait dans un courriel le responsable des projets marketing, Julien Laurent, le 8 mars 2019. Et en ce qui concerne les liaisons



Paysage de Petite-Rivière-Saint-François. Photo: Véronimot

aériennes internationales directes fortement espérées par les promoteurs du projet, rien n'est encore réglé du côté de l'aéroport de Québec. On navigue à vue.

L'accès au site par la rue principale de Petite-Rivière-Saint-François est aussi une source d'inquiétudes. Alors qu'on aurait pu ériger les bâtiments du Club Med en haut du Massif de Charlevoix, relié à la route 138 par le chemin du Massif – ce qui aurait réglé le principal enjeu de sécurité routière –, on les construira plutôt à sa base, dans l'ubac de la côte charlevoisienne, au bout d'un accès routier unique en très forte pente, tristement célèbre en raison des accidents qui s'y produisent. Les études sur la circulation exigées par la municipalité ont conclu que le réseau routier était adéquat. Toutefois, il apparaît évident qu'en l'absence de modifications majeures, d'autres tragédies sont à prévoir pour les usagers de cette artère qui devrait connaître une augmentation d'affluence significative.

## Mascarade écologique

Dans un contexte où, selon une étude publiée dans la revue scientifique *Nature Climate Change*, le « tourisme serait responsable de 8% des émissions de gaz à effet de serre de la planète<sup>3</sup> » et où la protection des forêts est un impératif écologique, les prétentions vertes du Club Med font mauvaise figure. Comme l'a révélé Alexandre Duval, journaliste à



Radio-Canada, le chantier a reçu pas moins de sept avis de non-conformité avec la Loi sur la qualité de l'environnement depuis septembre 2018. En outre, six hectares de forêt ancienne ont été abattus sur ce territoire fragile et propice à l'érosion – ce que des événements météo extrêmes de plus en plus fréquents continueront de mettre en évidence –, et d'autres coupes visant à faire place à des stationnements à proximité du site patrimonial du Domaine à Liguori sont projetées. Devant ces constats, les éco-certifications souhaitées (Green Globe, BREEAM) ainsi que le reboisement envisagé apparaissent comme de la poudre aux yeux, notamment en ce qui concerne la protection de la biodiversité du secteur. Quant à la volonté d'offrir une expérience carboneutre aux clients de Club Med, elle se résume à leur proposer une démarche personnelle de compensation des gaz à effet de serre (GES).



Chantier du Club Med, novembre 2019. Photo: Véronimot

### Impacts sociaux

L'argument de la création d'emplois, largement diffusé, n'est-il pas pour sa part une autre étrange chimère? L'ironie veut justement que ce soit la pénurie de main-d'œuvre dans l'industrie de la construction qui ait poussé le Groupe Le Massif à reporter l'ouverture à décembre 2021. En ce qui concerne les opérations hôtelières, Club Med mise sur sa notoriété pour attirer les travailleurs et les travailleuses, affirmant avoir des moyens que les petits hôtels de la région n'ont pas pour y arriver; c'est dire que la pénurie de ressources humaines pourrait s'accroître pour les autres représentants de l'industrie touristique de Charlevoix. Et encore faudra-t-il loger ces employés; or, aucun projet d'hébergement abordable n'est présentement sur les rails, mis à part pour une centaine de G.O. ou gentils organisateurs (ces employés qui sont vus comme les ambassadeurs de l'esprit du Club Med) qui seront hébergés directement au Village.

L'embourgeoisement rural et les écarts de richesse sont d'autres préoccupations importantes qui vont s'accroître avec l'arrivée de ce Club Med et de projets concomitants, dans une région qui a davantage besoin de diversifier son économie. Depuis déjà plus de dix ans, dans Charlevoix, on constate une forte spéculation foncière, des hausses de taxes, un clivage entre la population locale et les propriétaires de chalets de villégiature, un ras-le-bol de plusieurs résidents face aux touristes et l'apparition de développements immobiliers démesurés.

Cette dépossession s'accompagne d'une curieuse appropriation de symboles devenus clichés. On pourra voir, par

exemple, une ceinture fléchée sur le mur extérieur de l'entrée principale du Club Med Québec Charlevoix. L'ancien pdg de Club Med Amérique du Nord, Xavier Mufraggi, promettait quant à lui aux enfants, le plus sérieusement du monde, qu'ils pourraient y faire la rencontre des Premières Nations<sup>4</sup>. Aussi, le manque de raffinement du concept choque. «Ce qu'il y a de plus décevant, c'est certainement l'absence d'harmonisation du complexe avec le paysage qui l'entoure», affirme l'éditorialiste François Cardinal (*La Presse+*, 19 février 2019), qui estime que l'hôtel en construction ressemblera plus à un hôpital de région qu'à un village alpin.

### Une Réserve de la biosphère malménée

Jusqu'à ce jour, l'improvisation et un désir de spéculation ont servi

de leitmotiv à l'élaboration de ce Club Med. Seules les motivations pécuniaires ont en effet été mises de l'avant pour justifier ce projet qui va à l'encontre de l'identité même de la région – une Réserve mondiale de la biosphère – et de l'authenticité que recherchent les visiteurs de Charlevoix.

En octobre 2018, guidé par leurs valeurs et par leurs convictions écologiques, un petit groupe de citoyens et de citoyennes s'est levé pour dénoncer l'abattage expéditif d'une grande partie d'une érablière unique formée d'arbres centenaires. Ensemble, ils ont créé un groupe Facebook nommé «Charlevoix, mieux sans Club Med?» et ils ont adressé plusieurs messages aux élus. Parallèlement, une pétition pour exiger l'arrêt des travaux pendant l'étude concernant la sécurité routière dans le secteur a aussi circulé. Les médias ont réagi, mais les politiciens n'ont pas bronché. Pourtant, avec la nouvelle du report d'un an de l'ouverture du Village, les nombreux avis de non-conformité et les démissions au sein de l'équipe administrative du Massif, il semble de plus en plus clair qu'il faille répondre par l'affirmative à la question: Charlevoix, mieux sans Club Med? ©

1. Citée par Alain Ancil-Tremblay et Chantal Gravel dans *Les grandes familles... Petite-Rivière-St-François (1733-2003)*, Baie-Saint-Paul, Éd. revue et corrigée, vol. 7.

2. Sylvain Larocque, «L'État risque gros pour le Club Med au Massif», *Le Journal de Montréal*, 20 juillet 2018.

3. Stéphanie Morin, «Le tourisme responsable de 8% des émissions de CO<sub>2</sub>», *La Presse+*, 28 octobre 2018.

4. Gabriel Béland, «Faut-il craindre le Club Med?», *La Presse+*, 3 mars 2019.

**JE CROIS  
EN MON  
AVENIR**



**La non-violence prend sa source  
dans la connaissance**

**Pour mieux connaître l'autre...  
même à distance!**

**Inscrivez-vous à nos programmes  
offerts à distance**

- Diplôme d'études supérieures spécialisées en sciences des religions
- Certificat de 1<sup>er</sup> cycle en sciences des religions
- Microprogrammes en sciences des religions

[ftsр.ulaval.ca](http://ftsр.ulaval.ca)

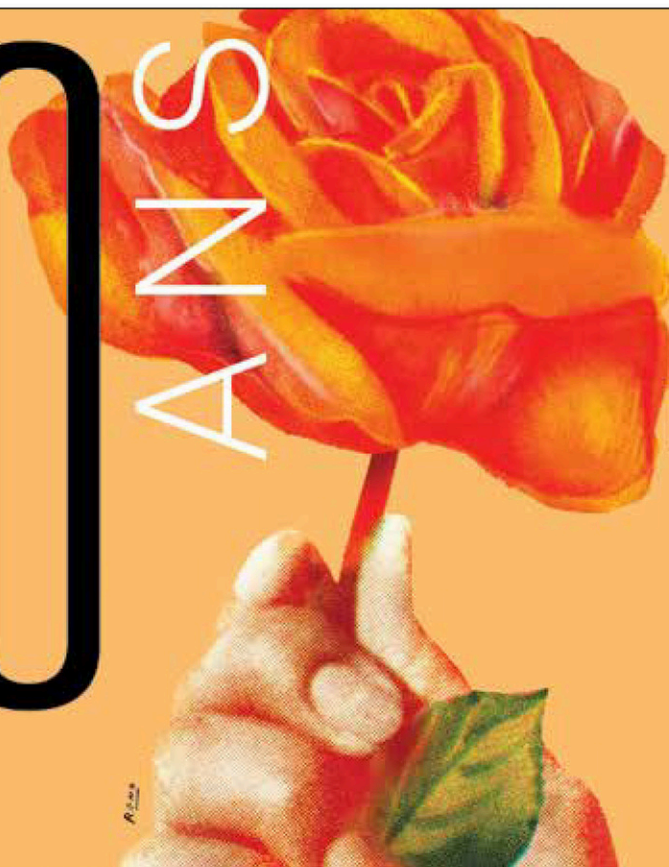
Faculté de théologie  
et de sciences religieuses



**UNIVERSITÉ  
LAVAL**

**50**

**ANNÉE**



**À FAIRE  
ÉCOLE  
PAR NOS  
LUTTES**

**fneeq** 

Fédération nationale  
des enseignantes et  
des enseignants  
du Québec



# LE LIBRE ACCÈS À LA NATURE : UN DROIT À INSCRIRE DANS LA LOI

*Le « droit de tous » à la nature est reconnu dans différentes lois en Scandinavie.  
Il pourrait être une source d'inspiration pour le Québec.*

Étienne Gariépy-Girouard\*

L'auteur est étudiant au baccalauréat en géographie à l'Université du Québec à Rimouski

**L**es habitantes et les habitants des pays scandinaves peuvent jouir d'un accès privilégié à la nature, qui est protégé par la loi. Celle-ci instaure ainsi un climat d'intégration plus sain des activités humaines à l'environnement. La transition écologique dans laquelle un nombre grandissant de personnes tentent de s'engager nécessitera assurément de refonder le rapport des êtres humains à la nature sur de nouvelles bases, où ils seront davantage partie intégrante du monde, au même titre que tout ce qui les entoure. L'exemple scandinave permet d'amorcer une réflexion sur la pertinence et la faisabilité de ce projet sur d'autres territoires et dans d'autres sociétés, marquées par d'autres cultures.

## Le « droit de tous »

Le « droit de tous » (« *allemannsretten* » en norvégien) est une pratique qui a été introduite, en 1957, dans la loi norvégienne sur la vie en plein air et les activités extérieures. La même chose existe en Suède (« *allemansrätten* »), en Finlande (« *jokamiehenoikeus* »), en Islande (« *almannaréttur* ») et, dans une moindre mesure, au Danemark (« *allemandsretten* »)<sup>1</sup>. Cependant, elle prend racine dans une mentalité bien antérieure, inhérente à l'identité ancestrale saami, voulant que la nature et ses paysages, omniprésents par leur taille et leur importance dans la vie des peuples nordiques, soient de propriété communautaire, voire universelle, plutôt que privée ou même publique. Dans cette optique, bien qu'un territoire soit occupé par quelqu'un, il peut toujours accueillir quiconque désire l'utiliser.

Ainsi, toute personne, qu'elle réside sur le territoire ou qu'elle soit en visite, peut librement s'y déplacer à pied, à vélo, en skis ou même à cheval, ou encore naviguer sur les lacs et les rivières, dormir dans une tente ou à la belle étoile, faire un feu ou pratiquer une activité sportive. Il est aussi permis de s'alimenter à partir des produits que la nature peut offrir. Cela inclut les sources d'eau, les baies, les champignons et les fleurs sauvages, aussi bien que les poissons de mer. La cueillette de certaines espèces vulnérables, telle la plaquebère (chicoutai au Québec), est toutefois davantage réglementée. La chasse et la pêche en eau douce sont aussi permises, à condition d'avoir un permis du gouvernement.

Dans la mesure où l'on garde une distance raisonnable des résidences, l'accord des propriétaires n'est pas nécessaire pour traverser ou utiliser leur terrain pour une période de moins de 24 heures. D'ailleurs, ces derniers sont dans l'obligation de le garder ouvert et libre de clôtures ou même de panneaux dissuasifs interdisant le passage.

Évidemment, certaines conditions encadrent l'application de cette loi. L'éthique environnementale et civique est considérée comme la première condition de réalisation du « droit de tous ». Il est donc stipulé que les endroits utilisés soient laissés dans le même état que celui dans lequel on souhaiterait les trouver. Ensuite, certains terrains sont exclus, comme des réserves et des parcs nationaux, des terrains industriels, ainsi que des champs, qui restent toutefois accessibles lorsqu'ils sont gelés durant la période hivernale. Finalement, l'utilisation de véhicules motorisés est interdite hors des chemins, sauf pour la motoneige en hiver, à condition qu'elle n'endommage pas le terrain. Le gros bon sens prévaut; si les activités des visiteurs et des visiteuses ne nuisent ni au propriétaire, ni aux personnes qui ont usage de ce lieu, ni à l'intégrité de l'environnement et de ses habitats, il est très facile de se prévaloir de ce droit. C'est donc le partage de valeurs environnementales, une attitude de responsabilisation environnementale ainsi qu'une confiance et un respect mutuels qui permettent l'application de l'*allemannsretten*.

Le caractère unique de ce droit repose sur le fait qu'il instaure une forme de contrat spatial entre les êtres humains et l'environnement, ce dernier devenant en quelque sorte un sujet qui a des droits concernant son intégrité, en échange des « services » qu'il peut offrir aux humains. Ces services font partie de ce qui est considéré comme le capital environnemental commun, qui est généré par ce nouvel espace partagé. L'universalité de ce contrat et le partage qu'il exige lui donnent même le caractère d'un investissement collectif, contribuant au bien-être commun, bien qu'il se situe dans un horizon non marchand.

La sensibilisation de la population à l'environnement est bien sûr facilitée dans un contexte d'accès universel à la nature, qui rend nécessaire l'engagement des individus pour la préserver. Lorsque l'accès à celle-ci est limité, il est plus facile de se désresponsabiliser face à son état de santé; le sentiment d'appartenance est moins grand, tout comme l'est la conscience que chacun a un rôle à jouer dans l'évolution de la nature, les êtres humains en étant une partie intégrante.



Randonneur aux îles Lofoten en Norvège, 17 mai 2009. Photo: Thomas Faivre-Duboz

### Une inspiration pour le Québec ?

En ce qui concerne le Québec, rares sont les endroits où règne un réel sentiment de libre accès à la nature. Pourtant, la province n'a rien à envier aux vastes territoires scandinaves. La nature y est si vaste qu'un contrôle efficace de son accès est non seulement vain, mais sa réelle nécessité, questionnable. Les bénéfices de s'inspirer du modèle des pays scandinaves pourraient être nombreux. Cela permettrait à un bien plus grand nombre de personnes de parcourir le territoire beaucoup plus simplement et à moindres coûts, et faciliterait la responsabilisation du public à l'égard de la nature. La mentalité actuelle entraîne plutôt une attitude de déresponsabilisation. Pourquoi, en effet, assumer une responsabilité face à la nature quand l'accès libre et ouvert à celle-ci est souvent interdit, voire privatisé? Cela conduit même à des abus, en raison de l'attitude de l'utilisateur-payeur.

De plus, le renouvellement de nos rapports à la nature pourrait reconnecter la population québécoise à son territoire dans l'ensemble des régions. Beaucoup de gens qui habitent les grands centres urbains du Québec se perçoivent comme déconnectés de la nature, tandis que la plupart des régions du Québec éloignées de ces centres sont en cours de dévalorisation économique et sociale. Or, le contexte québécois, tout comme en Scandinavie, offre des avantages évidents en ce qui concerne l'accès à la nature. Même en milieux urbains, il est en effet assez facile de profiter des paysages naturels à proximité. Permettre à toutes et à tous un libre accès à la nature contribuerait sans aucun doute à la valorisation du territoire, à la revitalisation des régions, ainsi qu'au rapprochement entre l'urbanité et la ruralité. Le lien à l'environnement et au territoire pourrait ainsi être plus facilement intégré à l'identité urbaine québécoise.

Mais plus que des changements dans la législation québécoise, cela nécessiterait un changement de paradigme en ce qui concerne « l'utilisation » de la nature. Dans cette transition, qu'il est juste de qualifier d'écologique, l'éducation joue un rôle majeur. Comme c'est le cas en Scandinavie, un environnement universellement accessible devient un vaste terrain de sensibilisation environnementale, un terrain de jeu exceptionnel pour les institutions d'éducation de tous les niveaux et de tous les milieux.

La Norvège, tout comme la plupart des pays nordiques européens, considère depuis fort longtemps le libre accès à la nature comme une richesse immense, garante du bien-être collectif. Pourquoi ne pas s'en inspirer au Québec? Outre les besoins en eau ou en nourriture qu'elle comble, la nature québécoise est source d'un lot d'impressions sensibles nécessaires à la personne humaine pour s'enraciner dans un territoire – dont on la dépossède par ailleurs sans arrêt. C'est dans cette expérience que se joue le repositionnement des êtres humains et de leur rapport à la nature et au monde, nécessaire à la transition écologique telle qu'envisagée dans le contexte actuel. Il est possible d'accorder nos besoins fondamentaux avec la fragilité de la nature. Pour ce faire, il faut toutefois commencer par nous reconnecter librement avec notre environnement, sans avoir l'impression qu'il nous est « interdit ». Après tout, la mentalité saami d'universalité de la nature n'est-elle pas forcément présente au fond de chacun et de chacune d'entre nous? 🌀

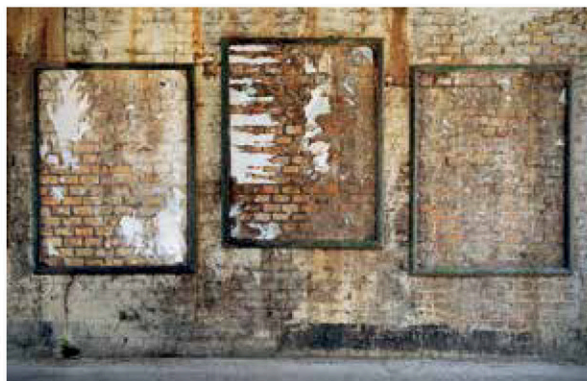
\* Ce texte a été retenu parmi les finalistes de l'édition 2019 du concours « Jeunes voix engagées ».

1. Hors Scandinavie, on trouve aussi l'Estonie (« *igaiiheõigus* »).

# SOIRÉES Relations

## UN QUÉBEC RICHE DE TOUT SON MONDE? PAUVRETÉ ET TRAVAIL À L'HEURE DU PLEIN-EMPLOI

Dans un Québec qui vit à l'heure du plein-emploi et d'une croissance économique apparemment soutenue, oser poser la question de la pauvreté des travailleuses et des travailleurs c'est se mettre en porte-à-faux avec l'optimisme qui prévaut dans les milieux d'affaires. Or, 17 ans après l'adoption de la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale, force est de constater qu'un fossé n'a cessé de se creuser entre les personnes les mieux nanties et celles en situation de pauvreté. Alors que le gouvernement québécois nage dans les surplus budgétaires, il nous paraît essentiel de refaire ce constat et de réfléchir aux nouveaux visages de la pauvreté et de la précarité dans le monde du travail. Qui sont les « gagnants » et les « perdants » de cette nouvelle donne économique ? Comment combattre ces inégalités ?



**À MONTRÉAL**  
**Le lundi 24 février 2020 à 19 h**  
Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest  
(métro Jarry ou De Castelnau)

**Contribution suggérée : 5 \$**

RENSEIGNEMENTS : **Christiane Le Guen**  
514-387-2541, poste 234 ou [cleguen@cjf.qc.ca](mailto:cleguen@cjf.qc.ca)  
<[cjf.qc.ca/activites-publiques](http://cjf.qc.ca/activites-publiques)>

En collaboration avec : le Collectif pour un Québec sans pauvreté et le Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles du Québec

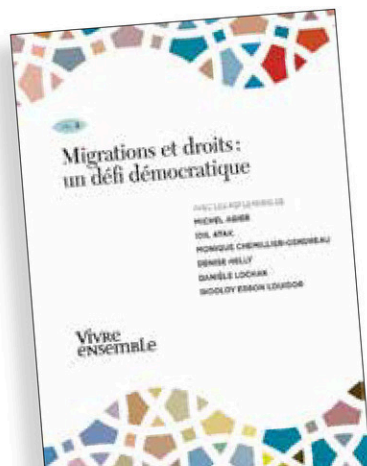
### AVEC :

**JILL HANLEY**, professeure associée à l'École de travail social de l'Université McGill et directrice scientifique de l'Institut universitaire SHERPA ;

**VIRGINIE LARIVIÈRE**, porte-parole et responsable de l'organisation politique du Collectif pour un Québec sans pauvreté ;

**ROLANDE PINARD**, sociologue du travail, auteure de *L'envers du travail* (Lux, 2018) et de *La révolution du travail* (Liber, 2000).

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi.



## Nouveau recueil du secteur Vivre ensemble du Centre justice et foi Migrations et droits: un défi démocratique

**Vivre  
ensemble**

POUR PLUS D'INFORMATIONS ET  
POUR VOUS PROCURER LE RECUEIL :  
< [CJF.QC.CA](http://CJF.QC.CA) >.

# La vérité libère, mais non sans douleur

Peter Bisson, s.j.\*

L'auteur, jésuite, assistant de la Province jésuite du Canada sur les relations avec les Autochtones, est engagé depuis plusieurs années dans la réconciliation entre les Jésuites et les nations autochtones du Canada

**L**e monde de la réconciliation avec les peuples autochtones – comme celui de toute forme de réconciliation – en est un où l'Esprit de Dieu travaille activement et invite constamment à la coopération. On y découvre le partenariat avec les peuples autochtones dans un projet spirituel dans lequel le monde naturel n'est pas qu'une ressource à exploiter égoïstement, mais un don à recevoir, à échanger et à mettre en œuvre avec gratitude et respect, dans le cadre duquel nous apprenons ensemble à partager une maison commune.

C'est le beau côté du portrait : vivre dans une relation respectueuse et réciproque avec autrui. Mais cela est exigeant. Comme toute relation entre partenaires qui se respectent mutuellement, celle-ci exige une attention et un approfondissement constants, une écoute sans jugement, une vérité au cœur du *dire*, une humilité et une capacité d'auto-évaluation. Dans le cas des non-Indigènes et colonisateurs au Canada – c'est-à-dire des personnes qui ont bénéficié et continuent de bénéficier de la colonisation –, la participation au processus de réconciliation est encore plus exigeante, voire souffrante. Car si la vérité vous libère, elle commencera par vous dépouiller.

J'aimerais partager avec vous l'histoire de l'amorce de ce passage qui mena les Jésuites vers et à travers cette vérité libératrice et transformatrice dont nous avons besoin pour reconnaître les dons offerts dans le monde de la réconciliation.

Le 31 mai 2012, premier jour d'une assemblée de la Commission de vérité et réconciliation à Toronto, fut mon premier jour en tant que « provincial » – ou chef des Jésuites – du Canada anglais. On m'avait dit que très peu de représentants de l'Église catholique seraient présents, d'où l'importance pour moi d'y participer. Il s'agissait de démontrer la solidarité de l'Église avec les survivants et les survivantes des pensionnats autochtones. Sur les conseils de certains, sans vraiment y réfléchir, j'y allai en portant le col romain.

Les Autochtones me dévisageaient, hésitants et craintifs. Ainsi vêtu, loin de représenter un symbole de paix et de solidarité, je déclenchais des souvenirs traumatisants d'agressions physiques, d'abus sexuels, de perte d'identité. Je personnfiais les pensionnats indiens et les liens sombres entre évangélisation et colonisation. Je retirai aussitôt mon accoutrement, même s'il restait évident que j'étais un prêtre.

Je ressentais honte et vulnérabilité. J'aurais voulu disparaître, dissimuler mes liens avec d'autres membres de l'Église. Surmontant ce désir, j'ai essayé de me mêler aux survivants et aux autres participants autochtones, sans vraiment y parvenir. J'étais « l'étranger », « l'autre ».

C'est alors que j'ai saisi l'importance, en tant que membre de l'Église, d'expérimenter la culpabilité, la honte, le chagrin et la responsabilité inhérente à la douleur que nous, en tant qu'institution, avons contribué à causer. Et de ne pas fuir ces

sensations, et leur sens profond. La culpabilité, la honte, la peine et la responsabilité constituaient les éléments primordiaux d'une vérité qui ne pourrait m'habiter qu'en les ressentant pleinement, émotionnellement et charnellement. Cette démarche était particulièrement difficile pour moi, en tant qu'homme d'Église. J'aime me considérer comme une personne « gentille », « généreuse » et « bonne », et j'aime que les autres me perçoivent ainsi. J'aime être utile et recevoir en retour de la gratitude. Ce n'était donc pas facile d'entrer dans cette démarche douloureuse qui dépouille. Mais je sentais qu'il me fallait y entrer plus à fond encore.

Au cours de la rencontre, je remarquai que malgré le malaise qu'on semblait entretenir à mon égard, personne n'était grossier, insultant ou condescendant. Au contraire, beaucoup étaient polis et respectueux. Certains ont même tenté de me faire sentir que j'étais le bienvenu. Symbole de souvenirs traumatisants et d'oppressions, voilà que j'étais accueilli par des victimes de ces mêmes traumatismes et oppressions. J'ai craqué.

**J'ai saisi l'importance, en tant que membre de l'Église, d'expérimenter la culpabilité, la honte, le chagrin et la responsabilité inhérente à la douleur que nous, en tant qu'institution, avons contribué à causer.**

Cette histoire est une parmi tant d'autres qui parsèment le cheminement de la communauté jésuite vers la réconciliation avec les Premiers Peuples du Canada. Certaines sont plus dramatiques que d'autres, mais toutes ont la même structure : écouter, sans jugement, la vérité que les peuples autochtones ont à nous dire sur la façon dont ils ont vécu leur relation avec « nous » ; puis, se faire le porte-voix de cette vérité. C'est là la voie vers de nouvelles et meilleures relations. Mais ce cheminement, nous ne l'avons pas fait seuls. Les peuples autochtones eux-mêmes, par ces familles que nous connaissions depuis des générations, ont été un soutien précieux. Les Autochtones catholiques ne nous ont pas demandé de quitter leurs communautés où nous travaillons. Et malgré la honte que nous ressentons par rapport aux aspects obscurs de notre passé, nous sommes restés. Après avoir entendu et accepté la vérité sur la façon dont les peuples indigènes nous ont subis et en avoir témoigné, nous avons pu accueillir la manifestation d'un nouveau monde : un monde de partenariat où – comme l'a écrit un jour la poète Elizabeth Barrett Browning – « la terre est pleine du ciel, et chaque buisson de la route est embrasé de la présence de Dieu ». Cependant, avant de pouvoir le reconnaître, il nous a fallu apprendre à le voir, pleinement. 🍷

\* Traduit de l'anglais par Christophe Genois-Lefrançois.

### 3. *Incipit*

Texte : **Violaine Forest**

Photo : **Benoît Aquin**

**J'**ai trouvé une femme, dans les yeux d'un homme. Elle attendait aussi, avait couru tout le jour s'imaginant toucher aux cimes, elle avait retiré ses bas, ses jambes immenses, longues tiges ventriloques dessinaient des oiseaux, embrassaient le ciel ; de petites percussions montaient verticales ; ses joies, ses flancs, sa peau devenue feuilles, battaient au vent. Un cœur bleu, avec des branches ouvertes sur la mort. Au moment où je prononce son nom, je comprends qu'elle traversait le parc ventre contre terre.

Ses hanches tressautent dès qu'on s'approche, elle ferme tout. Les côtes, la respiration même, sont entravées, elle ne peut supporter cette main, elle s'enfonce dans le comptoir, contre la cuve, l'eau coule sans arrêt. Sa pensée est maintenue par cette goutte précieuse qui tombe et qu'elle ne peut arrêter. Ailleurs des oignons, des rognures de pommes de terre sur le point de tomber au moindre geste. L'orage éclate, elle ne bouge pas, elle sait chaque geste du rituel, la main, la hanche, le bassin plaqué, l'haleine, l'oreille ; ça bourdonne déjà. C'est trop.

Le couteau, elle ne le dépose pas, il lui tombe des mains. Elle n'a de force ni pour l'eau, ni pour l'homme. Autour, tout s'agite alors que l'effondrement se fait de l'intérieur ; les côtes s'affaissent, les yeux, la tête, ça y est ! Elle n'est plus. Il faudra encore expliquer. C'est pourtant simple à comprendre.

Ils n'ont pas besoin de dire, ils savent comment regarder, comment attendre. Ils ont bien préparé, ces petits rien du tout ! Leurs voix sont des montagnes, des barreaux dressés sous le nez, au bout du pied, de chaque côté de la tête. Pour s'en sortir, il faut toujours expliquer, se tordre, supplier, mentir. C'est ce jeu qui les excite, vous voir vous dépandre de cette étreinte, de cette emprise. C'est ce qui les amuse le plus. Ils n'ont rien à faire de ces baisers, de votre corps de lessive et de draps tordus, ils veulent seulement vous voir danser dans le feu, sur la lame des couteaux, sur le bord des fenêtres au milieu de tous, dans la cour.

Ils veulent que vous suppliez et ce sera tout. Le jeu n'est pour eux que cela. Alors que vous pensez à sauver votre vie pour la centième fois, ils ont déjà jeté leur dévolu sur une autre qui vient d'arriver et pleure en regardant par la fenêtre, comme si sa mère allait venir la chercher.

Vous voyez l'affaire ! Toujours dire merci, avant de recevoir, avant de dire non.

Nous répondons que nous sommes heureuses. Nous répondons bien, mais ils attendent la suite, voudraient qu'on étale notre misère. Nous la protégeons, la glissons sous nos jupes ; nos bas percés, nous les dissimulons. Cette misère-là ne regarde que nous.

C'est nous qui connaissons l'odeur entre toutes, nous qui tirons nos rideaux au moindre rayon, au moindre passant, qui éteignons tout. Nous voulons la pénombre comme vous cherchez le soleil et l'inventez de mots précieux, de boniments que

même vos enfants ne peuvent avaler. Nous parlons bas, nous marchons suivant le même trajet, nous écartant au passage des autres. Nous ne voulons pas de votre espoir, de votre condescendance, de vos bons sentiments, nous voulons sentir cette douleur vraie nous arracher les tripes, nous peler la peau, retourner ce qui reste.

Nous ne parlons pas, nous disons les choses comme elles sont, comme elles sont arrivées. Nous commençons au début. La suite viendra. Nous n'avons plus peur de disparaître, nous voulons que cela au moins nous appartienne.

Nous préférons nos pieds nus à vos bottes d'acier. Nous glissons maintenant sur le sol, sans poids. Nous arrivons à imaginer la mer dans une goutte d'eau. Nous la désirons tant qu'elle habite en nous. C'est de cette mer huileuse de fin d'après-midi dont nous parlons. Nous imaginons les corps repus, endormis à moitié dévêtus ; les enfants, trop près de la rive, creusant un trou pour recueillir la vague dans les rayons du couchant ; nous sentons tout cela, sans même bouger un cil, sans même nous toucher nous entrons dans la mer. L'eau fraîche sur nos chevilles apaise nos blessures. Nous nous laissons porter par les vagues, nos nuques, nos corps entiers, flottent à la surface. Il suffirait d'un rien pour basculer de l'autre côté. Votre main hésite. C'est si doux sortir du monde, flotter où rien ne peut nous rejoindre.

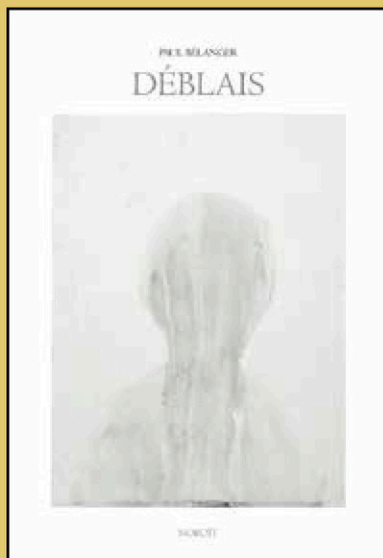
Elle dit que c'est plus facile avec les autres, si elle crie en marchant, si elle pleure en mangeant, elle ne regarde personne, elle engloutit tout, sans lever les yeux. Elle marche sur les mains, la tête inclinée ; je ne l'entends pas dans le tumulte des voix qui éclatent et s'en donnent à cœur joie, à tout moment, comme si cela pouvait changer quelque chose de nommer.

Il arrive parfois qu'on oublie l'odeur complètement, qu'on se transporte en une saison incertaine. Le diesel devient parfum, grise les sens. Les vitres éclatées, sans rideaux, sans aucune trace d'humanité nous ramènent au chemin qui nous est dévolu. Les étrangers passent dans l'allée principale. Ils viennent d'arriver ! Ils sont habillés jusqu'au cou, marchent crispés, les mains dans les poches. Certaines maisons sont encore illuminées avec des bougies. Une allure de fête. Les tentures chaudes, les bois exposant leur pleine beauté ; des images de contes de fées. Il n'y a que nous pour imaginer cet ailleurs dans le temps, avec des jupes d'écolières qui s'envolent et des traverses où les enfants lancent leurs cartables sous les regards bienveillants et complices d'inconnus. Cela n'existe pas.

Elle efface le sillon derrière elle, avec des gestes à peine esquissés, elle trace des lettres d'amour avec sa salive. Je suis dans ce moment avec elle. La ville disparaît ce jour-là. Une alarme interrompue dans les yeux. Comme un clocher n'arrêtant pas de sonner, mais dont on ne pourrait s'approcher sans s'effondrer. Quelque chose sur le feu, ça commence comme ça ! 🍷



*Cérémonie III, Souvenances, 2011*



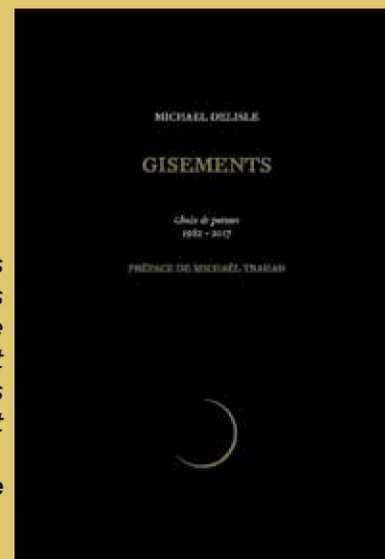
*En chute libre  
au milieu de ce monde  
qui n'est plus qu'ombre  
sinon d'un corps déchu  
d'une onde dans l'eau  
rappelant un caillou tombé*

**Déblais, Paul Bélanger**

\*\*\*

*dans le mouvement des noms  
des prénoms solidaires marqués  
à la fonte noire avec des coulées de terre grise  
au front se rejoindre par les mains, serrer fort  
jointures exsangues, sauvages  
il n'y a rien d'autre à faire en juillet*

**Gisements, Michael Delisle**



[www.lenoroit.com](http://www.lenoroit.com)



Canada Council  
for the Arts

Conseil des Arts  
du Canada

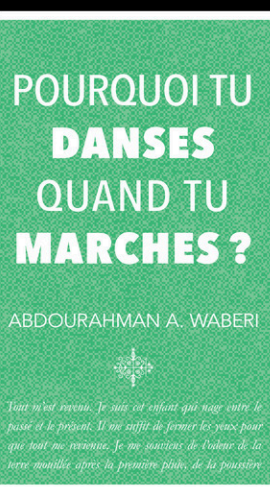


## NOUVEAUTÉS

## MÉMOIRE D'ENCRIER

« Riche en humour, en sagesse  
et en poésie, *On se perd  
toujours par accident*  
bousculera n'importe quelle  
idée reçue sur les  
communautés autochtones  
en milieu urbain. »

*The Globe and Mail*



*Pourquoi tu danses quand tu  
marches ?*, une question qui  
ramène Abdourahman A. Waberi  
à son enfance à Djibouti et à ce  
moment où l'écriture ouvre ses  
horizons.

**FINALISTE AU  
PRIX RENAUDOT 2019**

Formats numériques disponibles [www.memoiredencrier.com](http://www.memoiredencrier.com)



Bernard Senécal

# L'art de transformer les lignes courbes en droites

L'auteur, jésuite, est maître de Dharma dans la branche coréenne de l'école Zen (Rinzai)

Il y a quelques jours, j'étais étendu sur la natte déposée à même le plancher chauffant de ma cellule au fond des montagnes coréennes – où l'arrivée de l'hiver se fait vivement sentir. J'essayais de m'endormir en regardant, à tout hasard, l'actualité internationale sur mon téléphone « intelligent ». Je dis « à tout hasard », car j'avais l'espoir d'y glaner une bonne nouvelle, un petit quelque chose chargé d'espérance qui puisse m'aider à m'assoupir. La quête de ces « minuscules riens » porteurs d'espoir est l'une de mes passions. Mais si je ne suis pas vigilant, cet exercice peut entraîner mon esprit sur une pente glissante, dont la descente aboutit non pas dans les bras de Morphée, mais à la source de mes cauchemars. Ce soir-là, sur Al Jazeera, la BBC, Euronews, France 24, etc., longue était la liste des nouvelles accablantes, qu'il s'agisse du génocide des Rohingyas dans l'État du Rakhine au Myanmar, apparemment encouragé par le déconcertant comportement du prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi ; de la déclaration du secrétaire d'État des États-Unis Mike Pompeo sur la « légalité » des colonies israéliennes de Cisjordanie ; ou de la montée, une fois de plus, de la tension entre le Hamas et Israël. S'ajoutaient la répression sanglante des soulèvements populaires massifs en Irak et en Iran ; la situation explosive à Hong Kong, où s'affrontent désormais ouvertement les idéologies rivales de la Chine et des États-Unis, chacun voulant renforcer sa mainmise sur le versant oriental de l'océan Pacifique ; les manœuvres de la Corée du Nord, occupée à effectuer les mises au point nécessaires pour révéler au monde, à Noël ou au jour de l'An, l'existence de ses missiles balistiques intercontinentaux ; tout cela sans oublier la planète au bord de la catastrophe écologique, selon un rapport signé par 11 000 scientifiques... Stop ! La liste est trop longue. Je m'impose d'arrêter afin de ne pas sombrer dans la tentation du plaisir cynique et stérile généré par la litanie de tout ce qui va de travers.

Mais, pour qui sait regarder d'un peu plus près, tout n'est pas si sombre, tant s'en faut. Trois cours internationales de justice, par exemple, se penchent désormais sur le cas du génocide des Rohingyas. La mise en accusation, voire la destitution possible de Donald Trump pour son *quid pro quo* avec le président de l'Ukraine, Volodymyr Zelensky, apparaissent de moins en moins improbables. Amnesty International ne cesse pour sa part de dénoncer la brutalité meurtrière avec laquelle s'exerce la répression au Moyen Orient et ailleurs dans le monde. La voix de la jeune « prophétesse » Greta Thunberg contribue, sans même le chercher, à faire entendre au tout puissant Mohammed ben Salmane d'Arabie saoudite et à ses acolytes que les jours de

la civilisation du pétrole sont désormais comptés. Je m'arrête. Il ne faudrait pas passer pour un optimiste naïf. La moisson des petits signes sur lesquels peut se fonder l'espérance demeure pourtant abondante.

Il va sans dire que les situations tragiques évoquées multiplient au-delà de l'imaginable les victimes de l'injustice, de la souffrance et de la mort. Le monde est littéralement crucifié. Chacun d'entre nous en sait quelque chose, plus ou moins clairement, au fond de son être. Et, bien que nous n'en soyons pas toujours conscients, la souffrance des autres, même inconnus, nous affecte profondément. Qui d'entre nous pourrait prétendre, en toute lucidité, avoir droit à un bonheur et à une paix véritables qui lui soient exclusivement réservés ? Mais si nos existences sont marquées par le chaos, la souffrance et la mort, elles n'en sont pas pour autant exclusivement soumises à une implacable logique du blanc et du noir. Bien que par moment ces deux couleurs s'imposent par leur vivacité, le plus souvent ce sont les zones de gris qui prédominent, un peu comme dans la parabole évangélique du bon grain et de l'ivraie. Le monde, dit Maître Eckhart, est imparfait, parce que simple création, et non Créateur. Et pourtant, poursuit-il, ce même monde est destiné sans réserve à la perfection même du Créateur.

Il y a près de 25 ans, un homme profondément spirituel m'avait demandé pourquoi je cherchais si intensément à comprendre ce qui se passait dans « la tête de Dieu ». Un jour, je ne saurais pas préciser quand, mais il n'y a pas si longtemps, j'ai choisi de croire et d'espérer, quoi qu'il advienne. « Choisir d'habiter la confiance, tenir une lampe allumée... » C'est là le cœur du message du livre de l'Apocalypse, vraisemblablement rédigé sous la persécution de l'empereur Domitien (51-96). Ce choix ne s'est pas fait du jour au lendemain, loin de là. Il est plutôt la lente cristallisation d'une maturation humaine et spirituelle à travers le désespoir et la souffrance.

On s'interroge sur l'origine de l'affirmation selon laquelle « Allah (ou Dieu) écrit droit avec des lignes courbes. » Est-elle musulmane ? Portugaise ? Vient-elle de sainte Thérèse d'Avila ? Qu'importe, dans la mesure où son exactitude se vérifie dans le champ de l'existence. Plus j'avance dans la vie, plus je m'étonne à la vue d'enchaînements d'événements imprévus, apparemment décousus, sinon fâcheux, mais qui n'en aboutissent pas moins à un résultat bon, voire inespéré. La condition humaine est telle qu'il nous faut à la fois savoir agir du mieux que l'on peut et nous laisser porter par les mouvements d'un monde en devenir, au cœur d'un temps qui est aussi une dimension du mystère de l'éternité. ☺

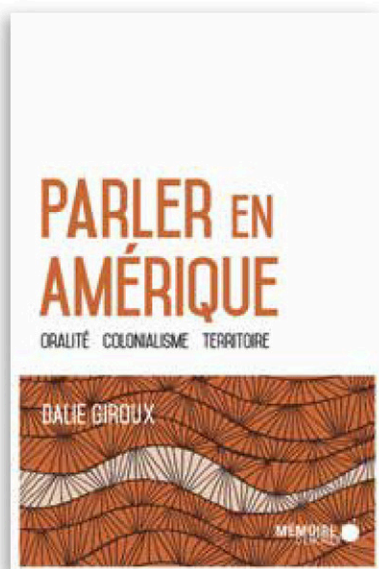
## Parler en Amérique Oralité, colonialisme, territoire

DALIE GIROUX

Montréal, Mémoire d'encrier, 2019, 144 p.

**D**ès le titre, la cible du propos est clairement énoncée. Il s'agira en effet de réhabiliter le français oral, celui du terroir et non des livres savants, comme faisant partie d'une des diverses langues subalternes, ou non dominantes, parlées dans les Amériques. Or, parler veut ici dire nommer, dire, décrire, donner sens à l'expérience vécue du réel, en témoigner par les mots. Et comment comprendre ce que signifie vivre dans les Amériques si seules les langues officielles, académiciennes, surimposées sur une multitude de langues souvent ignorées et au statut moins établi, sont autorisées à en rendre compte ? Car ces langues dominantes sont le legs de la colonisation et des structures de pouvoir qu'elle a mises en place. Ces *autres* langues (i.e. patois, parlars, créoles et autres idiomes non dominants) sont donc ce qui a été le plus souvent évacué pour se donner l'impression de parler d'une seule voix, celle de la « culture nationale », de fabrication tout sauf spontanée. Ainsi, dans cet ouvrage, l'auteure soutient essentiellement qu'on ne peut comprendre les Amériques qu'à partir de l'ensemble des voix et des récits possibles qui en rendent compte, à commencer par ce qui est issu de la marge. Le plus important est de laisser ces voix parler pour elles-mêmes, par elles-mêmes, et dans des traductions de réelle proximité qui ne soient pas confiées à de lointains interprètes sis à Londres ou à Paris. En somme, il convient de « traduire l'expérience américaine pour nous-mêmes » (p. 77).

Le procédé est familier à la démarche postcolonialiste : il s'agit de voir le monde autrement, à partir de perspectives dites périphériques (ou subalternes), et cela pour mieux en saisir l'entièreté sous toutes ses possibles facettes. Car autrement le monde n'est que partiellement appréhendé, puisque le plus souvent entrevu, dit et interprété suivant les seules perspectives dominantes. La démarche suggérée revient donc à restituer la formidable pluralité des points de vue là où nous avons surtout appris à voir avec de grandes ornières.



L'ouvrage de Giroux est une collection d'essais, certains déjà publiés, réunis ici par le fil conducteur que semble constituer l'interrogation postcolonialiste. On y propose notamment de lire le Québec dans son hybridité, sa créolité même, dans ses fêlures et ses silences, et cela notamment par la voie de ses productions littéraires francophones (ou plus largement culturelles, incluant le cinéma). C'est dans le populaire, le vernaculaire, le quotidien et le banal que l'on peut mieux comprendre l'envergure des imaginaires en présence et saisir ce que les parlures comme le chiac, le joul, le mischif ou le créole antillais disent différemment du monde, et ce que le français métropolitain ne sera jamais entièrement en mesure de capter.

Mais le projet n'est pas sans paradoxes, car il tient en grande partie sur la prémisse du territoire québécois en tant qu'espace postcolonial, où il s'agirait maintenant d'en écouter les diverses langues pour en reconstruire l'histoire par ses voix les moins entendues. On veut y appréhender la « singulière hybridité dans la situation ambivalente du français américain » (p. 55), qui est à la fois colonisé (par l'anglais) et colonisateur (notamment par rapport aux langues autochtones). Or, et l'auteure est la première à le reconnaître (voir p. 48), parler de la langue québécoise comme d'une langue subalterne, voire négligée, fait quand même un peu sourcilier. Allez parler de tels enjeux à l'immigrant ou à l'Autochtone, pour qui il existe une majorité culturelle dont la langue est en situation de pouvoir au Québec, même si ce n'est pas le cas dans les Amériques. Intrigant défi théorique que celui de situer le français québécois dans la vaste trame postco-

loniale des voix subalternes incluant les « Autochtones, métissés, colons, dépossédés, esclaves, migrants, gens de couleur, industriels, salariés, enrichis ou rentiers, langue première, diglossie ou langue seconde » (p. 59) laquelle semble ici inclure un peu tout et son contraire à la fois.

Même si l'auteure semble considérer la diversité grandissante des communautés culturelles comme partie intégrante du paysage culturel québécois d'aujourd'hui, en suggérant régulièrement qu'il est le fruit de l'hybridité et de métissages multiples et de longue durée, il n'en reste pas moins que l'impression qui ressort est que seuls les parlars du « terroir », au travers duquel on veut retracer une sorte de « mémoire des lieux », sont admis au statut de subalternité. On aurait souhaité voir plus franchement incluse à l'interrogation critique du « qui sommes-nous ? », qui traverse l'entièreté du texte, une multitude d'autres voix, actuellement bien plus minorisées, celles par exemple des générations de néoquébécois revendiquant pourtant souvent cet entre-deux de l'hybridité identitaire recherché par l'auteure.

**Afef Benessaïh**

## Nous, Gens de la Terre

PAUL LANGELIER

Saint-Jude, éd. Format-de-Poche, 2018, 198 p.

**L**a lecture de cet ouvrage ne laisse pas indifférent. À la fois roman de fiction et réflexion profondément humaniste sur le développement et l'action collective des paysans africains, il est plein d'esprit, de poésie et d'humour. Chaque ligne atteint et captive le lecteur en le transportant au cœur même de l'Afrique de l'Ouest telle que Paul Langelier l'a vécue tout au long de son riche parcours de formateur avec l'Union des producteurs agricoles-Développement international (UPA-DI).

L'auteur, par l'utilisation de nombreux proverbes habilement agencés illustrant les réflexions et actions de ses personnages, aussi touchants les uns que les autres, réussit avec justesse à nous transmettre la dimension spirituelle de l'Afrique, ses sagesses ancestrales étant au cœur de l'histoire. « Là où le cœur est, les pieds n'hésitent pas à y aller [sic] », nous dit M. Moussa, l'un des protagonistes.

De ce fait, loin des clichés et stéréotypes sur l'Afrique et son « développement », l'auteur transmet une lueur d'espoir tout en explicitant sa propre vision. Le fondement de cette vision repose sur le respect et la connaissance de l'autre ainsi que sur son inclusion. En partageant son expérience de formateur sur l'action collective paysanne, à la base de tout système de développement agricole durable, il transmet un certain nombre de messages forts : « Plus le groupe est uni, plus il est fort, plus il est capable de relever des défis communs » ; « chaque personne est à la fois différente et indispensable pour réussir ». Et M. Paul, le personnage principal et l'alter ego de l'auteur, de conclure : « La base d'un système collectif de mise en marché est une organisation paysanne forte, unie, partageant un objectif commun et où chacune et chacun a sa place et son rôle à jouer, hommes, femmes et jeunes. »

Du coup, Paul Langelier n'hésite pas à mettre en exergue certaines erreurs que le monde de la coopération, de manière urgente, devrait cesser de reproduire. Il évoque un système fondé sur l'exclusion et ayant conduit à des échecs probants. « On leur a dit, mais ils répondent que c'est pour le bien de la Nation... que le progrès va nous rendre heureux... On a beau leur expliquer que ce n'est pas de ce progrès là qu'on veut, mais ils progressent sans nous », s'exclame le chef du village.

À travers ce récit qui se lit presque d'une traite, l'auteur parvient avec une fine analyse et avec tendresse à retracer le riche parcours de son itinéraire professionnel en coopération internationale, tout en amenant un regard critique et plein d'humilité.


Le lecteur apprend sur l'Afrique, sur les valeurs humaines, en se laissant transporter dans le monde magique de ses personnages, burinés au plus près de la vie.

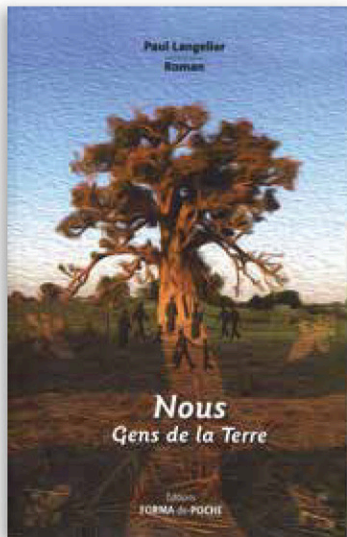
**Nora Ourabah Haddad**

## *L'antifascisme Son passé, son présent et son avenir*

MARK BRAY

Traduit de l'anglais par Paulin Dardel, préface de Sébastien Fontenelle  
Montréal, Lux, 2018, 368 p.

 Cet ouvrage de l'historien Mark Bray est le bienvenu, car il n'en existe guère qui propose au grand public



francophone une vision d'ensemble de ce mouvement social méconnu. Secrets par leurs tactiques et par les impératifs imposés par la dangerosité de leur lutte, les antifascistes ne se confient pas facilement. Il en résulte malheureusement qu'on projette sur eux tous les fantasmes auxquels prêtent flanc les anonymes, qui ne percent le mur des médias qu'à l'occasion de leurs actions violentes. Voici donc un ouvrage qui a le mérite d'éclaircir les choses.

Les trois premiers chapitres, à teneur historique, couvrent les sources des combats antifascistes et antiracistes, depuis la lutte des Noirs étasuniens contre le Ku Klux Klan jusqu'à celle des communistes et anarchistes face à la montée du fascisme en Italie, en Allemagne et en Espagne. L'antifascisme, comme mouvement social, se forme réellement après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les mouvements fascistes se reforment au sein même des sociétés des vainqueurs. Le lecteur en apprend ainsi sur la « petite histoire » de l'extrême droite, celle que les manuels scolaires ne racontent pas, eux qui se bornent à signifier la fin du fascisme avec la fin des régimes fascistes. Pourtant il ressurgit en Angleterre, en France, en Italie, en Allemagne très rapidement, sous la forme de mouvements discrets, mais menaçants. L'histoire de l'antifascisme, c'est forcément un peu celle du fascisme lui-même. Après avoir affronté les nostalgiques des fascismes d'origine, les antifascistes ont donc eu à affronter les réadaptations du racisme contre les nouvelles immigrations, puis à combattre les « nazis en costume » qui, à l'image du mouvement PEGIDA en Allemagne, s'efforcent de rompre avec l'imagerie nazie,

se dotent d'un vernis de respectabilité médiatique, substituent au racisme biologique l'essentialisme culturel et jouent sur la corde sensible du rétablissement de la fierté nationale.

Le chapitre 4 prétend synthétiser cinq leçons de l'histoire à l'usage des antifascistes d'aujourd'hui. Nous retiendrons surtout la dernière, qui indique que « le fascisme n'a pas besoin de beaucoup de fascistes pour advenir ». C'est celle qui explique le mieux pourquoi les antifascistes consacrent beaucoup d'efforts à étouffer des groupuscules fascistes en apparence peu importants. Car lorsqu'ils prennent un tant soit peu d'ampleur, c'est qu'il est peut-être déjà trop tard.

Ce sont les deux derniers chapitres qui sont susceptibles de soulever les plus grands débats, car ils portent sur les aspects les plus controversés de l'antifascisme : son rapport à la liberté d'expression et ses stratégies, plus particulièrement les tactiques violentes. L'auteur expose d'abord les arguments des antifascistes qu'il a rencontrés, puis les points en débats. Il s'agit d'exposés complexes auxquels il n'est pas possible de rendre pleinement justice ici. Malgré sa sympathie antifasciste évidente, l'auteur n'est pas convaincu par tous les arguments antifascistes : il estime par exemple peu convainquant de dire que les antifas visent les organisations fascistes plutôt que leurs paroles, puisque s'organiser est en soi une forme d'expression. La réflexion de l'historien va



au-delà des formules faciles, elle s'appuie sur un examen soigneux des données empiriques disponibles. Cette analyse mérite donc une attention sérieuse, qu'on soit d'accord ou non avec ses interprétations et ses conclusions.

L'ouvrage de Bray sera sans aucun doute un succès auprès des antifas eux-mêmes et des mouvements militants qui leur sont sympathiques. Nous en recommandons également la lecture à tous ceux et celles qui cherchent à comprendre les remous de notre époque ou qui s'intéressent à l'histoire des mouvements sociaux.

**Bernard Ducharme**

## *L'accompagnement en fin de vie* *Nouveau regard sur les soins palliatifs*

VALOIS ROBICHAUD  
Montréal, Éditions du CRAM, 2018, 136 p.

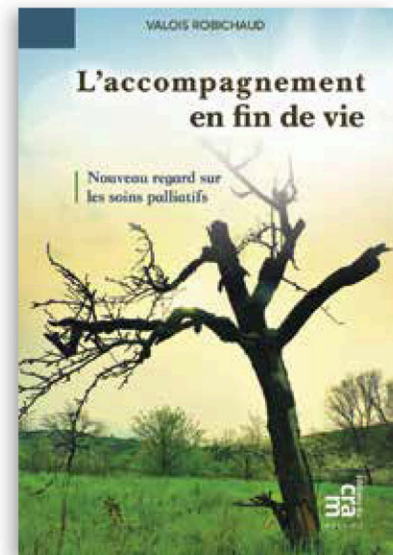
**A** mesure que l'espérance de vie se prolonge et qu'augmente aussi la présence des personnes âgées parmi nous, la question de l'accompagnement en fin de vie prend de plus en plus d'importance, qu'il s'agisse de soins prolongés, de soins palliatifs ou d'aide à mourir. Ce livre de Valois Robichaud vient enrichir le grand effort de réflexion sur ce thème si important.

Né en 1946, Valois Robichaud a une longue feuille de route derrière lui, en

psychologie, en relation d'aide et en accompagnement des malades. Il est soucieux de la dimension spirituelle des âges de fin de vie, mais son approche n'est jamais dogmatique ou confessionnelle. Le genre littéraire privilégié ressemble plutôt à la confidence, au retour sur de longues années de pratique. Peu ou pas de détours théoriques, mais surtout un récit de vie et de parcours professionnel, avec des réflexions toutes simples et pleines de sens sur le vieillissement et l'approche de la mort, la retraite, la solitude, l'éthique et le silence.

La section la plus étoffée et la plus intéressante est celle sur « L'accompagnement en fin de vie : une question de qualité » (chapitre 6). Manifestement, pour l'auteur, la clé de l'éthique de l'accompagnement est la qualité et la vérité de la relation. « La fin de vie est une période où la fragilité est ressentie tant par la personne chère qui nous quitte que par nous qui l'accompagnons. La vie prend tout son sens, car le temps est compté. L'être humain, en allant au bout de son destin d'homme ou de femme, sait qu'il n'y aura pas de retour. Il veut alors sceller avec le meilleur de lui-même ses relations, ses amours » (p. 87).

Dans le sillage de la psychiatre Elisabeth Kübler-Ross, l'auteur souhaite une fin de vie en pleine conscience. Pallier la douleur certes, mais ne pas priver le malade de sa conscience du mourir. Il n'est donc ni favorable au cocktail lytique, ni à la sédation continue qui plonge le mourant dans le coma. Il préfère nettement l'aide médicale à mourir.



Cette décision appartient selon lui à la personne malade. À une morale de l'interdit (la vie n'appartient qu'à Dieu, on ne peut y mettre fin), il estime plutôt que la décision éthique appartient à la personne en fin de vie. L'auteur dit d'ailleurs militer pour l'intégration de l'aide médicale à mourir au sein même des soins palliatifs. « Seul le cœur qui accueille et qui ne juge pas est un véritable soignant ». (p 133)

Bref, un petit livre simple, très concret, très pratique qui fourmille d'exemples éclairants, mais qui prend également position dans une question controversée. Si vous devez accompagner un proche en fin de vie, voilà un livre susceptible de vous aider.

**André Beauchamp**

**LE PRÉCURSEUR**  
VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920  
PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

**10\$ PAR AN**  
ABONNEMENT NUMÉRIQUE

[www.pressemic.org](http://www.pressemic.org)

## Amoureuses

Réalisation : Louise Sigouin  
 Production : Louise Sigouin et Samuel Caron (Télescope Films)  
 Canada/Québec, 2019, 75 min.

**P**our ce film, la motivation première de Louise Sigouin était de se pencher sur une manière d'habiter le monde, de vivre un espace. Au fil du tournage, cet élan s'est transformé en désir de saisir un lieu et sa mémoire en fuite. La réalisatrice d'*Amoureuses*, en retenant cette fuite, a fait davantage.

Avec un traitement d'images sobre, presque austère, sans trame sonore autre que le chant des Heures psalmodiées, son long métrage documentaire nous convie à une incursion dans une poésie douce et chaude. Pour la première fois depuis sa fondation en 1934, le monastère dominicain de Berthierville s'ouvre aux caméras et nous laisse entrer en contact avec les membres de la dernière communauté de moniales dominicaines francophones en Amérique du Nord. Durant une année entière, Louise Sigouin et son équipe ont vécu avec ces femmes, vieilles pour la plupart, mais jeunes, aussi. Cette proximité intime avec les moniales a permis à ces dernières de s'ouvrir et de partager avec une intelligence émouvante sur leur vécu. Ce fut d'autant plus riche que la vente du monastère a été annoncée au cours du tournage. Surprise, alors, pour la documentariste, qui voit s'ajouter à son projet la fonction de préserver *in extremis* la mémoire d'un lieu, condamné sinon à un oubli certain.

La trame principale du scénario se déploie suivant le quotidien des moniales. On les accompagne au cours de leurs marches, de leurs activités ménagères, de leurs prières, de leurs repas, de leurs fêtes et de leurs chants. On nous les présente aussi dans le processus du déménagement à venir : travail d'archives, recension du matériel, vente des biens, des meubles, des crucifix et des bibles... et cela jusqu'au jour du départ, signant la fin du monastère. On voit par là toute la dimension collective de la vie monastique, et l'importance de la sororité, de la solidarité et de l'entraide, qui ensemble donnent toute la cohérence à la profondeur et à la



Les moniales dominicaines dans le monastère de Berthierville. Image fournie par K-Films Amérique.

véracité de leur foi et de leur dévouement. Car, outre les moments où l'urgence les y oblige, les moniales ne sortent pas des limites du monastère qu'elles habitent dans un état de pauvreté se résumant à la satisfaction des besoins de première nécessité. Compte tenu de leur isolement, la solidarité est primordiale à leur bien-être (physique et mental) et à l'accomplissement de leur vie spirituelle.

Des épisodes de confidences ponctuent l'ensemble du film, preuve du lien de confiance véritable qu'a su établir la réalisatrice avec les moniales. Seule, une à une, chacune parle de son histoire, de ses motivations personnelles, du soutien ou des reproches de son entourage. Toutes s'ouvrent sur la monotonie, l'ennui, les doutes et les craintes ; elles témoignent de leur vision du monde, de la mort, de la prière, de Dieu ; elles méditent sur leur place au sein d'un monde sécularisé, distant, en contraste avec une vie de « contemplation, [de] prières, [de] silences, qui remplissent les particules de l'air » et les poumons de celles et de ceux qui les respirent.

En suivant ces femmes dans la confiance personnelle au sujet de leurs deuils, de leurs angoisses, de leurs certitudes et de leurs visions, on touche à des histoires de vie qui témoignent d'une histoire plus large. Leur parole sert à démailler un voile qui, trop souvent, isole ces femmes du

reste de la société, et à mettre à mal les préjugés entretenus au Québec à leur égard. Sans en faire l'apologie, le film force une réflexion sur ce choix d'une vie contemplative et invite à la déconstruction des lieux communs portant sur cette dernière, supposément empreinte de fermeture, de docilité et de réclusion. On voit que pour les moniales de Berthierville, loin d'être un non-choix, le fait d'entrer dans les ordres est l'aboutissement d'un mouvement réfléchi, médité, théorisé, remis en question. Ce film ébranle ainsi les idées préconçues essentialistes et réductrices au sujet des moniales.

C'est donc dans cette tension entre quotidienneté et témoignage que réside toute la richesse contenue dans *Amoureuses*. Plus que le portrait d'un phénomène marginal, le documentaire de Louise Sigouin a une portée historique, inscrivant la marque de ces femmes dans l'histoire collective du Québec, en les incluant à part entière alors qu'elles risquent fort bien d'en être oubliées. Il nous offre de nous rappeler une réalité porteuse de vie : une histoire de femmes évoluant dans un univers où se côtoient mysticisme et actions créatrices, souvenirs et espoirs.

**Christophe Genois-Lefrançois**

# Confessions et paradoxes

Marie-Célie Agnant



L'auteure est écrivaine

Près de six mois après ma rencontre avec C.<sup>1</sup>, je n'avais toujours pas rempli ma promesse de lui écrire. C'est alors que je reçus de lui une première missive qui, disait-il, devait sceller un lien d'amitié. Je compris en la lisant que ce substrat de croyances chrétiennes qui, chez lui, me paraissait immuable, me troublait. Estimant possible que mes craintes à son endroit ne soient pas fondées, je lui fis part de mon impression. Il prit soin de m'expliquer qu'il ne portait pas en lui des traces d'une foi incertaine. Sa foi, me dit-il, s'apparente plutôt à ce qu'il considère comme sa vision personnelle du monde, sorte d'ancre qui le garde arrimé à lui-même et à son humanité et qui le protège, entre autres choses, de toute dérive vers la vulgarité ou les faux-fuyants.

Si les événements politiques agitant la planète constituaient l'essentiel de nos débats, nous en étions arrivés, au fil du temps et de nos interminables conversations, à un rapport particulier nous autorisant à explorer sans fard des sujets parfois assez personnels. Ce fut pour moi l'occasion d'échanges fructueux sur le thème de la foi, des religions et de la philosophie, au moment où je lisais Paul Nizan qui, dans *Les Chiens de garde*, ne ménage point la philosophie « abstraite et formelle », celle qui, selon lui, ignore l'existence du « monde réel ».

Je demandai un jour à C. quels étaient, selon lui, les liens qui existent entre vulgarité et faux-fuyants. Il me répondit qu'à son humble avis ces deux notions se rejoignent, dans la mesure où elles sont toutes les deux constituées de tout ce que nous pouvons associer, de près ou de loin, à de la bassesse. « Je porte en moi, avait-il insisté, beaucoup trop d'amour concernant l'être humain pour faire appel à la moindre bassesse dans mes rapports avec lui. Et je dirais aussi que la banalité, la futilité, l'absence de sens profond, notre éloignement de l'essentiel, et tous ces comportements

qui font aujourd'hui table rase de la compassion, tout cela, oui, nous écarte dangereusement (c'est du moins ainsi que je le sens, a-t-il précisé) d'une quête, celle du divin, qui, pour moi, rejoint la foi. Cette quête rejoint aussi le sens profond de la notion de responsabilité que nous devrions porter au-dedans de nous, ce qui est incompatible avec la futilité ou la vulgarité. Ce sens de la responsabilité, je le vois comme un devoir envers soi-même, envers les autres et la nature, envers le grand tout finalement. Pour être précis, ajouta-t-il, garder à distance la vulgarité m'a toujours permis d'éviter les miroirs aux alouettes du conditionnement programmé et les autres pièges de cet envoûtement du monde. »

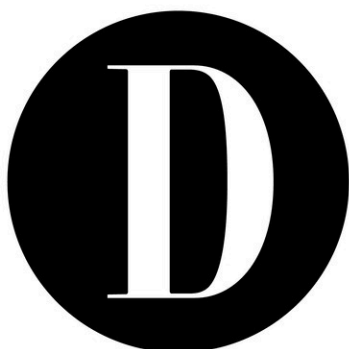
Du même souffle, il en vint à évoquer son choix de vivre de la musique. Toute autre option aurait tari toute ardeur en lui. Ce faisant, il allait contre la volonté toute-puissante de cet homme rigide qu'était son père... « Je l'estimais trop pour me soumettre à cette rigidité et, s'il s'agissait dans son cas d'un aveuglement, ç'aurait été chez moi une faiblesse. Choisir l'univers de la musique semble paradoxal, quand je pense que ce choix m'a été dicté par le besoin de silence, cette quête du "tout silencieux" qui fait tant défaut. »

Il termina cette missive en disant s'étonner de voir l'art plus bruyant que jamais, dans un univers qui fait tant de place au repli identitaire, à l'exclusion et au chaos. « Encore une illusion d'ouverture ? », questionnait-il. « Les expositions d'art sont légion, mais je constate qu'elles remplissent le même rôle que n'importe quel événement. Les gens se bousculent aux portes des musées, y accourent comme à un concert, au restaurant ou comme on se presse pour rafler les soldes des magasins. Serait-ce que l'art lui-même ne parvient pas à contenir les assauts de la logique marchande ? L'art, un vulgaire produit de consommation jetable, colonisé, gobé par cette bien nommée industrie culturelle ! Quel gâchis ! Mais quel gâchis ! », nota C. à maintes reprises.

« N'est-ce pas appréciable que l'on accoure ainsi en grand nombre aux musées ? », lui ai-je écrit. « Je n'ai pas de réponse adéquate à ta question, me dit-il, mais j'ai toujours tenu pour acquis le fait que l'art devrait être un bouclier contre les dérives, un moyen de résistance... » Voulant sans doute m'en convaincre moi-même, je m'empressai de lui rappeler que l'art devait sûrement, dans certaines circonstances, remplir cette fonction. L'avais-je fait sous forme de question ou d'affirmation ? Je n'en sais rien. Mais, le soir venu, pressé de reprendre au plus vite ce débat, il me téléphona. « J'ai longuement réfléchi à ton dernier message, dit-il. Il est indéniable que si les moyens de communication de masse renforcent "l'accessibilité" de la chose artistique, ils contribuent aussi à dépouiller l'art de ses vertus, dès lors que le regard critique n'a même plus la possibilité de s'exercer. »

Il nous reste les livres, avançai-je, en guise de consolation, sur un ton faussement enjoué. Je sentis un court instant d'hésitation chez lui, un bref soupir, puis la voix reprit, posée : « Depuis l'adolescence, j'ai pris l'habitude d'entrer dans les livres, de les habiter. D'abord par curiosité, à la manière de l'étranger qui arpente un nouvel univers, mais surtout pour fuir la banalité et la rudesse du quotidien. Ils m'ont offert les filtres pour appréhender les mécanismes spirituels, ils ont servi à décortiquer la vie pour me permettre de mieux la comprendre et, parfois, de l'accepter telle quelle lorsqu'elle signifie son refus de nous laisser choisir. Mais aujourd'hui, le monde m'étonne et me dérouté tant que, je dois l'avouer – il hésita... – j'ai perdu tous mes repères. »

<sup>1</sup> Voir mon précédent Carnet, n° 805, décembre 2019.



# LES COURRIERS **DU DEVOIR**



**Chaque jour,**

nos journalistes vous livrent  
le meilleur de l'information.  
Gratuitement dans votre  
boîte courriel.



**Abonnez-vous !**



[LeDevoir.com/infolettres](http://LeDevoir.com/infolettres)

**LEDEVOIR**



**extinction  
rebellion**

[EXTINCTIONREBELLION.CA/QUEBEC](http://EXTINCTIONREBELLION.CA/QUEBEC)

*Simon Bhan*